

« Corriger » le capitalisme, ou le balayer ?

Ceux qui suivent Carré rouge depuis ses débuts seront certainement frappés, comme nous l'avons été nous-mêmes, de l'homogénéité de ce neuvième numéro. Les raisons pour lesquelles nous avons décidé, quelques semaines avant la grève de novembre-décembre 1995, de publier cette revue trouvent en effet une traduction assez fidèle dans ce numéro. Il s'articule principalement autour de l'appel que nous avons décidé de lancer à des journées d'étude, les 23 et 24 janvier à Paris. Nous avons invité toutes les organisations qui se réclament du socialisme, qui entendent combattre pour l'abolition de la propriété privée des moyens de production, à se réunir pour élaborer ensemble les éléments d'un « programme anticapitaliste placé sous le signe des Etats-unis socialistes et démocratiques d'Europe ». L'appel, publié dans les pages qui suivent, est suffisamment explicite pour que je ne tente pas de le résumer ici. Même s'il l'inclut, son objet dépasse largement le seul événement, certes important, des élections européennes programmées pour la mi-1999.

La situation qui se noue sous nos yeux, celle que résume le constat « d'ingouvernabilité » dressé par les dirigeants impérialistes, dix ans seulement après qu'ils aient clamé sur tous les tons que, le Mur de Berlin tombé, plus rien ne s'opposait à la naissance d'un « nouvel ordre mondial », « néolibéral », cette situation

exige, de manière extrêmement pressante, que nous soyons clairs. Pour tous les militants, quel que soit leur investissement personnel, une question se pose : « Peut-on accompagner ce système de manière "critique" ou "distanciée", et chercher à le "corriger" ? Ou doit-on dire clairement que sa survie signifie la généralisation de la barbarie ? » A leur manière et dans leur langage, c'est cette question que des milliers de lycéens posent dans leur combat face au ministre Allègre.

Répetons-le : Carré rouge est une revue. Nous avons tout à fait délibérément décidé de ne pas en faire le porte-parole d'une nouvelle organisation. Il n'en manque pas. Plutôt que de définir les quelques particularités qui auraient permis de la séparer des autres groupes, ce qui revient toujours à exagérer les divergences pour fonder une nouvelle légitimité, nous avons choisi de créer un cadre de discussion, de réflexion, d'élaboration théorique et pratique.

La nécessité des journées d'étude que nous avons décidé de convoquer s'est imposée au terme de deux jours de discussion, l'été dernier, sur les deux sujets brûlants que sont l'Europe et le problème du parti révolutionnaire. Les débats, leur qualité même, nous ont convaincus que l'heure n'était pas aux disputes de chapelles, aux pinaillages, mais à une discussion programmatique, à l'élaboration d'un programme politique qui puisse être un programme

de mobilisation contre la « catastrophe imminente », qui puisse se décliner autant que de besoin.

D'ores et déjà, un certain nombre d'organisations et de groupes nous ont fait parvenir leur accord pour participer à la préparation et à la tenue de ces journées d'étude. Voix des Travailleurs et la Gauche communiste (tendance dans le PCF), qui travaillent déjà avec Carré rouge et étaient présentes cet été, mais aussi la Gauche révolutionnaire-JCR, la Ligue communiste révolutionnaire, le groupe autour du journal La Commune, ainsi qu'un groupe réuni en Haute-Loire. Des militants nous ont également apporté leur appui à titre individuel. C'est le cas de Charles-André Udry, dont on trouvera la lettre plus loin dans ce numéro. C'est également le cas de Denis Collin. Ce premier noyau va commencer à travailler, à préparer ensemble ces

deux journées. C'est une expérience de loyauté, de clarté réciproque. Une expérience de démocratie, donc, que nous tentons. Nous avons en commun de vouloir en finir avec cette société, de vouloir aider notre classe à « s'émanciper elle-même ». C'est un ciment assez solide.

Mais cela confère à Carré rouge un certain nombre de devoirs, de responsabilités. Chacun des groupes et organisations engagés dans ces journées d'étude assureront certainement la publicité des discussions et de la préparation dans son organe propre. Carré rouge est, lui, presque entièrement identifié dans l'immédiat à ces journées ; il en est l'initiateur, l'organisateur, le « lieu géométrique ». Elles sont l'expression même de la raison d'être de cette revue.

Il est donc urgent que le nombre des abonnés croisse plus que d'ordinaire,

que la revue devienne leur lien avec cette préparation, avec ses résultats. C'est une affaire de financement de la revue, mais c'est plus que cela encore.

Il faut que chaque lecteur propose autour de lui des bons de participation, recueille des soutiens pour les journées de janvier, auprès de militants, de syndicalistes, de jeunes. Il faut que l'argent collecté remonte à Carré rouge pour que les frais engagés soient couverts, sous contrôle du comité de « pilotage » mis en place avec tous ceux qui appellent et co-organisent.

Il faut enfin que le local de la rue de Trévise commence à vivre au rythme de ces journées en préparation, que le comité de pilotage puisse s'y tenir, que l'on sache comment le joindre. Beaucoup de travail, donc. Mais les questions que nous posons et les réponses que nous y apportons sont

LES JOURNÉES D'ÉTUDE SE TIENDRONT
LE SAMEDI 23 JANVIER 1999 DE 14 À 18 HEURES,
ET LE DIMANCHE 24 DE 9 À 18 HEURES,
AU 69 TER RUE DE LA CHAPELLE, 75018 PARIS,
MÉTRO MARX DORMOY

Pour nous contacter :

Association des Amis de Carré rouge, 34 rue de Trévise,
75009

Par fax : 01 42 00 47 55

Par E.mail : ybo@club-internet.fr
Chesnaisf@aol.com

en passe de revenir au premier plan pour des millions de travailleurs et de jeunes. C'est donc un travail particulièrement passionnant...

La revue Carré Rouge offre un cadre de réflexion et de discussion pour les militants qui veulent mener, là où ils sont, membres d'organisations politiques ou syndicales ou « non-organisés », le combat pour la révolution sociale et la destruction du capitalisme. Elle n'est pas le support d'un groupe constitué. Son existence repose sur la conviction qu'en cette fin de siècle, pour agir contre le capitalisme et rouvrir la perspective du socialisme, il est indispensable « de débattre, de discuter et encore débattre », sans tabous et de façon aussi large que possible. C'est ainsi que Carré Rouge a décidé de prendre l'initiative d'organiser, avec tous ceux qui veulent se joindre à nous, des journées d'étude.

Journées d'étude

Pour un programme anticapitaliste placé sous le signe des Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe

Il y aura bientôt dix ans, la « chute du mur de Berlin » est venue concrétiser l'effondrement du stalinisme soviétique. Une époque paraissait s'ouvrir où les classes ouvrières, les exploités et les exclus auraient à subir la domination sans partage d'un capitalisme libéralisé et déréglementé, d'un impérialisme rebaptisé « néo-libéralisme ». Les idéologues du Dow Jones, du DAX, du CAC 40 annonçaient tranquillement « la fin de l'histoire ». A l'inver-

se, tous ceux qui s'étaient accrochés d'une manière ou une autre à l'espoir que quelque chose serait sauvé du désastre du stalinisme, et que le socialisme lui succéderait, voyait cet espoir anéanti. Malgré le rôle qu'avaient joué dans cet effondrement les populations des pays de l'Europe de l'Est et certains secteurs du prolétariat russe (les mineurs), il ne leur profitait pas. Pour beaucoup de militants, cette situation semblait annoncer des années, voire des dé-

cennies de réaction.

Dix ans auront pourtant suffi pour que le règne sans partage des bourgeoisies regroupées derrière l'impérialisme américain aboutisse à la récession mondiale qui s'annonce et débouche sur des constats « d'ingouvernabilité du monde ». Les exemples de l'incapacité du capitalisme à créer un « ordre mondial » stable se sont multipliés à mesure que la crise entraîne les pays d'Asie dans la récession profonde. Mais elle n'est nulle part plus éclatante qu'en Russie et dans les autres Etats de l'ex-URSS, où l'effondrement du stalinisme a débouché sur un capitalisme mafieux soutenu à bout de bras par les pays du G7 ; cet hiver, la famine et les épidémies vont menacer de mort des millions de femmes, d'hommes et d'enfants.

Il serait naïf de penser que ces dix années auront suffi pour que le bilan du stalinisme soit pleinement tiré, pour que soit achevé le tri de tout ce qui le séparait radicalement du socialisme. Mais tout indique que, dans ce domaine également, la marche à la crise économique et sociale mondiale va accélérer le travail de bilan (on pourrait dire le travail de deuil), en même temps que la prise de conscience chez les exploités que, face au capitalisme, la seule issue reste le combat pour ce qui a été nommé, depuis les premiers combats du prolétariat européen au XIXe siècle, le socialisme.

UNE ANNÉE

PARTICULIERE...

C'est dans ce contexte que plusieurs facteurs convergent pour faire de l'année 1999 en Europe une année « particulière » dans l'activité de tous les militants, partis, organisations et courants qui défendent le socialisme

comme l'objectif que l'humanité doit toujours et plus que jamais se fixer.

1999 est l'année où, avec l'entrée en vigueur de l'Euro et le début du fonctionnement de la Banque centrale européenne, les classes ouvrières d'Europe et les organisations politiques et syndicales auxquelles elles ont donné naissance au long de leur histoire, vont se trouver confrontées à une nouvelle configuration économique aussi bien que politique. Les conditions dans lesquelles les militants devront mener le combat contre la bourgeoisie ne seront pas non plus les mêmes qu'avant. D'autant que 1999 sera aussi l'année où les mécanismes de propagation de la crise économique mondiale partie d'Asie toucheront l'Europe entière, sans doute de façon brutale. Aucun pays ne sera épargné.

Enfin l'année 1999 est bien sûr celle des élections à l'Assemblée européenne de Strasbourg : seule élection nationale à être organisée au scrutin de liste à la proportionnelle, unique forme qui ne conforte pas la domination sans partage de l'exécutif et qui, parce qu'elle fait de l'élection de candidats un objectif « réaliste », accroît les possibilités de défendre efficacement un programme politique ouvrier et populaire clairement anticapitaliste.

En 1999, le rejet profond de la politique du PS et du PCF crée les conditions où un regroupement politique de classe autour de candidats pouvant effectivement être élus est un objectif immédiatement réalisable. La perspective qui se dessine d'un accord entre la LCR et Lutte Ouvrière correspond à une exigence de centaines de milliers, même de millions de salariés, de chômeurs, d'exploités qui recherchent une politique rompant avec celle de soumission et d'adaptation à la « mondialisation »

impérialiste. Les résultats obtenus par les candidats de L.O., de la L.C.R., de VDT., etc., lors des élections présidentielles, régionales ou cantonales attestent qu'un regroupement massif est aujourd'hui possible sur le plan électoral, comme il se dessine dans les entreprises et les syndicats sur le plan de l'action de classe. C'est à la discussion d'un programme anticapitaliste qu'il faut donc s'atteler ensemble.

Par leurs mobilisations, leurs revendications, les manifestations de leurs espoirs et de leurs refus, les salariés, mais aussi tous les exploités et les exclus (les sans-logis, sans-papiers, sans-revenus et sans-droits), ainsi que la jeunesse lycéenne et étudiante, ont indiqué à maintes reprises depuis 1995 l'exigence d'un tel programme. Personne n'a plus à leur expliquer les conséquences pour eux du retour à un capitalisme sauvage mondialisé. Ce qu'ils recherchent, ce sont des points d'appui solides et fiables dans leur combat contre le capitalisme, contre les politiques gouvernementales qui, de Juppé à Jospin et Hue, aménagent et organisent le cadre actuel de la domination capitaliste. La classe ouvrière et la jeunesse sont à la recherche de solutions politiques, qui permettent d'échapper aux conditions qui leur sont faites par ce « capitalisme triomphant », plus que jamais capitalisme pourrissant sous le masque des oripeaux du « libéralisme » et de la « démocratie ». La nouvelle aggravation prévisible de la situation des plus exploités, précaires et démunis, le sentiment de plus en plus urgent qu'il faut lui trouver une issue, tout cela est inscrit dans la propagation de la crise économique mondiale.

FAIRE FACE À LA CRISE

MONDIALE

DU CAPITALISME

C'est faire preuve de lucidité, à l'opposé de toute attitude de panique ou de « catastrophisme », que de dire calmement que les mécanismes de propagation de la crise économique mondiale partie d'Asie ne vont épargner aucun pays européen et certainement pas la France. Si depuis quelques mois on a vu une certaine stabilisation du chômage officiel, doublée d'une montée vertigineuse des emplois précaires, le chômage massif va reprendre sa courbe ascendante. On annonce déjà que la progression de l'activité industrielle (la seule qui compte en dernière instance) est déjà tombée à 1,8 % en croissance annuelle, et que les exportations plafonnent là où elles ne régressent pas. On sait que les mécanismes de crédit du système bancaire français sont beaucoup plus sérieusement atteints que les banques elles-mêmes et Bercy ne veulent bien l'admettre. La Bourse française est dans la dépendance totale des chocs et du krach possible à Wall Street. Cette situation fait qu'en l'espace de quelques mois on pourrait passer en France des 3 millions de chômeurs « officiels » actuels à 4,5 ou 5 millions. Ces chiffres, nous le savons, signifient pour des millions de femmes et d'hommes, qui vivent d'ores et déjà en dessous du seuil de pauvreté, malnutrition, désocialisation, impossibilité de nourrir et d'élever leurs enfants, vagabondage, pauvreté. Ces chiffres disent aussi la peur dans le travail, la souffrance de millions de salariés.

La cause fondamentale de la crise qui s'étend mondialement est la lutte du capital contre les salariés et les exploités, pour défendre ses profits. Plus la crise s'étend et s'approfondit, plus les projets anti-ouvriers vont se

multiplier. Dérégulation, déréglementation, précarité, flexibilité, baisse des salaires généralisée, chômage massif, ont déjà abouti à l'attaque la plus brutale contre les salariés et la jeunesse depuis les années 30. Cette politique a été prise en charge par des gouvernements de « droite » (CSU en Allemagne) et de « gauche » (le New Labour au Royaume Uni, l'Olivier en Italie). En France, sur le fond, l'alternance n'a rien changé. Lionel Jospin, qui manifestait des réserves lors du référendum sur le traité de Maastricht, devenu Premier ministre, a pris totalement en charge cette politique, élaborée par François Mitterrand. Il recueille les compliments de Jacques Chirac : « La France parle d'une seule voix », et il bénéficie dans le même temps de l'appui de Robert Hue et de la direction du PCF. Si un krach financier mondial survient, il en ira plus que jamais de même. D'ores et déjà, c'est vers le G7, c'est-à-dire vers les Etats-Unis, pivot du système impérialiste mondial, que Jospin se retourne dans sa quête d'une issue qui laisserait intactes les positions du capital financier français. En cas de dépression mondiale, le besoin d'un programme anticapitaliste et d'une issue politique se dressant contre les solutions que vont préconiser les pays du G7, le FMI et l'Union européenne, se fera sentir de façon encore plus forte.

UN CADRE :
LES ETATS-UNIS
SOCIALISTES ET
DÉMOCRATIQUES
D'EUROPE

La perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, née au début de ce

siècle, n'a pas germé dans l'imagination des théoriciens du socialisme de l'époque. Elle est l'expression d'une réflexion théorique qui est issue de l'histoire vivante d'un continent où la guerre impérialiste a abouti par deux fois à des dizaines de millions de victimes, où le chômage a précipité des générations successives dans la misère. Elle a été la réponse proposée à l'aspiration des peuples d'Europe, des nations européennes, à un continent de paix, de progrès, de civilisation, à leur haine des dictatures et du fascisme, de l'holocauste et des génocides ; la réponse à leur aspiration à la démocratie et à la liberté. Car la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe contient une partie de la réponse à la question absolument vitale des rapports entre socialisme et démocratie. Le stalinisme a prétendu se justifier en affirmant que le socialisme était possible « dans un seul pays ». On sait ce que cette prétendue « théorie » a coûté à l'humanité. Pour vaincre, le socialisme doit s'organiser à l'échelle des continents. C'est à cette question que la perspective des Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe fournit une réponse.

Les salariés, la jeunesse, n'ont pas peur de l'Europe. Au contraire. Les marches européennes contre le chômage, les mobilisations lors de la fermeture de l'usine de Vilvoorde, les grévistes allemands brandissant des pancartes proclamant « Faisons comme les Français », en souvenir de novembre-décembre 1995 en France, disent que cette politique internationaliste peut être entendue, comprise, popularisée. Les conditions sont réunies pour que les Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe, c'est-à-dire une Europe dressant la volonté et la force concentrées des travailleurs, ces-

sent d'être un mot d'ordre de propagande, pour devenir un mot d'ordre d'action politique immédiate. Plus que jamais il faut dire non à Maastricht, non à ses conséquences. Mais cela ne suffit plus ; il est indispensable de hisser les couleurs du prolétariat européen dans ce combat : les États-Unis socialistes et démocratiques d'Europe. A Carré Rouge, nous estimons que toute autre politique, de la part d'organisations ou de militants se réclamant du combat pour le socialisme, aboutirait, quelles que soient leurs intentions subjectives, à s'aligner sur les secteurs des partis bourgeois qui opposent la « nation » à la construction européenne.

Aujourd'hui, un programme anticapitaliste, une issue politique à la crise ne peuvent ignorer le contexte créé par le processus qui a abouti à la formation de l'Union européenne, pas plus qu'il ne peut préconiser le retrait pur et simple dans le cadre national. Du Traité de Rome à l'Acte Unique et aux Traités de Maastricht et d'Amsterdam, s'est développée, pensée, organisée la mise en place d'institutions où, au compte du capitalisme financier international (de ses fractions les plus fortes dans les pays clefs de l'Europe, et de celles du capitalisme mondial), se définit une politique capitaliste de plus en plus agressive. Elle a été progressivement étendue à tous les aspects de la vie économique, sociale, politique, culturelle. Elle n'épargne plus aucune activité humaine.

L'une après l'autre, toutes les conquêtes sociales arrachées par les luttes des salariés, enregistrées dans les conventions collectives, les accords et les statuts, ont été mises en cause, affaiblies, voire détruites, aboutissant à la baisse nominale des salaires et à la flexibilité des salariés. La CEE, Bruxelles, l'ensemble du pro-

cessus initié par le Traité de Rome et couronné par celui de Maastricht, n'ont pas été des éléments secondaires dans ce processus. Ainsi que le patron des patrons allemands l'a explicitement dit au journal Le Monde en avril, à propos de la privatisation des entreprises publiques de télécommunications, aucun gouvernement d'Europe continentale, laissé à ses propres moyens, n'aurait eu la force politique d'ordonner une offensive d'une telle ampleur. Les bourgeoisies européennes ne sont parvenues à libéraliser, à déréglementer, à privatiser, à créer un champ libre pour les opérations du capital financier qu'en étant adossées aux institutions de Bruxelles, à la Cour européenne de justice, et en se prêtant main-forte les unes aux autres.

Ce qui vaut pour les bourgeoisies d'Europe vaut pour les classes ouvrières, pour chacune de leurs composantes, dans chaque pays !

Peuvent-elles combattre efficacement le capital financier national et international et affronter leurs gouvernements respectifs, sans situer dans un cadre internationaliste le combat qu'elles doivent mener, chacune contre leur bourgeoisie et leur gouvernement ?

Contre les organisateurs du traité de Maastricht il faut élaborer, avec les travailleurs, les militants, un programme d'urgence, de mobilisation des travailleurs en Europe et en France. Un tel programme permettrait de rassembler dans les usines, les localités, les villes, des regroupements militants contre l'Europe de Maastricht et d'Amsterdam, ouvrant la voie à la satisfaction des revendications, posant le problème du socialisme. A l'entente des bourgeoisies européennes, des conseils d'administration, des sociétés de Bourse, il faut opposer le combat internationaliste. La réponse ouvrière,

révolutionnaire, socialiste à l'échelle de l'Europe.

COMMENT CARRÉ ROUGE

CONÇOIT

LA PRÉPARATION

DES JOURNÉES D'ÉTUDE

Tels sont les considérants qui poussent *Carré Rouge* à proposer la tenue de deux journées d'étude (les 23 et 24 janvier) qui rassembleraient, dans un débat ouvert et démocratique, tous les militants, organisations et courants qui veulent participer à ce travail d'élaboration d'un programme où se combinent les mesures d'urgence de défense des travailleurs et des jeunes contre la crise capitaliste, la lutte contre les politiques que le gouvernement Jospin-Hue pourrait bientôt chercher à mettre en œuvre pour faire payer la crise, non aux capitalistes et aux financiers, mais aux travailleurs, et le combat contre l'Europe du capital, l'Europe de Maastricht et d'Amsterdam, pour l'Europe des travailleurs et le socialisme.

Carré Rouge adresse cet appel aux organisations, courants et militants, avant d'en commencer ensuite la diffusion plus large. Dans le numéro 9 de la revue, courant octobre, Carré Rouge publiera une série initiale de contributions individuelles préparées par les rédacteurs réguliers de la revue, accompagnées des premières contributions qui seraient parvenues à la rédaction avant le 3 octobre. Les rédacteurs réguliers expliqueront notamment pourquoi, selon eux, le moment historique et la tâche des militants n'est pas de trouver un « bon » programme capitaliste, à opposer aux « mauvais » programmes capitalistes, et ils tenteront de dire comment ils entendent les États-Unis so-

cialistes et démocratiques d'Europe. Ce ne seront pas des documents destinés à « cadrer » les discussions, mais des contributions à la discussion d'idées qui ne deviendront une « force matérielle » (Marx) que si des dizaines de milliers de femmes et d'hommes dans ce pays et en Europe les saisissent, en commençant d'abord par en débattre. Le débat démocratique dans le respect mutuel pourra ainsi s'engager publiquement. En décembre, le numéro 10 poursuivra ce travail en publiant une seconde série de textes, auxquels feront certainement écho des contributions publiées dans

d'autres revues et journaux, car, conformément à ce qui a été dit en chapeau, Carré Rouge prend une initiative, offre un cadre, mais ne prétend établir aucun monopole. Nous sommes convaincus de surcroît qu'à mesure que la perspective de l'accord LCR-Lutte Ouvrière se concrétisera, les militants de ces organisations n'auront de cesse de discuter entre eux et avec d'autres du contenu programmatique d'une liste commune, pouvant s'ouvrir à d'autres composantes des forces militantes anti-capitalistes et à toutes les organisations qui soutiennent cette démarche unitaire.

En décembre, il sera toujours temps de voir si le débat a progressé suffisamment loin pour qu'une « synthèse » soit tentée avant l'ouverture des journées d'étude. Là encore Carré Rouge, dans sa configuration actuelle, ne décidera certainement pas seule de l'opportunité ou non d'une telle synthèse. Naturellement, le comité de rédaction de Carré Rouge constituera avec tous les courants et organisations qui s'engagent à préparer ces journées, un comité de pilotage qui veillera avec minutie et scrupule à une préparation et à une organisation démocratiques de ces

Découpez, photocopiez, demandez-nous d'autres bons pour en placer autour de vous... Envoyez-les rapidement à « Association des Amis de Carré rouge, 34 rue de Trévise, 75009 Paris : la collecte du soutien et la rentrée rapide des bons permettra au comité de pilotage de bien préparer ces journées.

Bon de participation et de soutien aux

JOURNÉES D'ÉTUDE POUR UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE PLACÉ
SOUS LE SIGNE DES ETATS-UNIS SOCIALISTES ET DÉMOCRATIQUES D'EUROPE

Nom :

Prénom :

Adresse :

Téléphone (ou fax, etc) :

Je participerai aux journées d'étude

Je verseF pour leur organisation (Minimum : 20 F)

Je ne pourrai pas participer, mais je verse F au titre de soutien à leur organisation

journées, jusque dans les détails.

Une occasion unique, historique, s'offre, à l'occasion de ces prochaines élections européennes, de faire progresser la recomposition du front des organisations et des militants qui luttent pour le socialisme. Des divergences existent. Elles doivent être discutées dans le respect mutuel des positions de chacun. Elles peuvent être surmontées. C'est dans ce sens que *Carré Rouge* va œuvrer.

Pour que les élections européennes soient un pas en direction d'un parti démocratique des travailleurs révolutionnaires

Les mois qui viennent seront, pour tous ceux qui militent pour que se forge une force politique représentant réellement le monde du travail, riches de possibilités et de perspectives. Nous sommes à la sortie d'un tournant social et politique amorcé il y a dix ans, dont 95 a été un révélateur. Le rythme des évolutions s'accélère.

Sur le plan social, la crise, le krach rampant qui secoue l'économie mondiale amplifient les transformations économiques en cours avec la mondialisation, aboutissant à un capitalisme de libre concurrence à l'échelle mondiale, sous la férule des Etats-Unis et du FMI, au prix d'une offensive généralisée de toutes les bourgeoisies contre les travailleurs et les peuples. Sur le plan politique, l'effondrement du stalinisme, la faillite du réformisme, dont les représentants sont de plus en plus intégrés à la défense de l'économie de marché et de la propriété privée, crée la nécessité et les conditions d'une renaissance du mouvement ouvrier renouant avec la lutte de classes consciente.

Dans ce pays, la participation du Parti Communiste au gouvernement de la

gauche plurielle pose la question d'un nouveau parti de façon d'autant plus impérieuse.

Cette évolution des conditions objectives, tant sociales que politiques, s'exprime dans un mûrissement des consciences. Les révoltes, les aspirations, la combativité nouvelle, l'affranchissement à l'égard de la politique des partis de la gauche, prennent force, certes encore timidement, mais avec une confiance en soi qui grandit. Les récents mouvements des cheminots en témoignent ainsi que la révolte de la jeunesse des lycées.

Dans ce contexte, les élections européennes prennent un relief et une signification bien particuliers. Sur le plan social, elles s'inscrivent dans l'évolution de l'Europe du fait de la mise en route irréversible de la monnaie unique et de la nécessité pour les bourgeoisies européennes de constituer des unités économiques à l'échelle du continent européen pour pouvoir faire face à la féroce concurrence qu'implique le libre-échange à l'échelle mondiale. Sur le plan politique, ces élections seront l'occasion que s'affirme le courant politique d'une extrême-

gauche représentant le monde du travail, courant ébauché en 95, qui s'est renforcé depuis.

Seule une liste unitaire de l'extrême-gauche pourra permettre à ce courant de s'exprimer, de se compter, de prendre conscience de lui-même et ainsi de jeter les bases de la fondation d'un nouveau parti.

Cette liste prend actuellement la forme d'une liste Ligue Communiste Révolutionnaire-Lutte Ouvrière. C'est un paradoxe puisque jusqu'alors la LCR recherchait des alliances plutôt à droite dans la mouvance de la gauche plurielle, alors que Lutte Ouvrière semblait se replier sur elle-même, repli dont l'exclusion il y a un an et demi des militants à l'origine de *Voix des Travailleurs* était une des conséquences. Ce paradoxe est le reflet de la pression des conditions nouvelles contre les routines du passé, pression qui oblige chacun à prendre ses responsabilités. Il explique que ce soit la Ligue qui semble la plus entreprenante, avec une sorte de « précipitation médiatique », alors que LO semble se laisser faire... Qu'importe, le fait politique d'une liste d'extrême-gauche existe. Tant mieux. Nous en souhaitons le succès et la soutenons sans condition.

Cela ne veut pas dire que nous souscrivons sans réserve à l'attitude politique tant de la majorité de la LCR que de celle de Lutte Ouvrière. Chacun semble vouloir limiter la perspective de cette liste commune à un accord électoral et ignorer la portée et la signification de ses propres actes, comme s'il était inquiet d'être amené à faire l'inverse de ce qu'il disait la veille et de se voir obligé d'aller au-delà de ce qu'il souhaitait lui-même, pris dans la dynamique que presque à leur insu, les deux protagonistes sont en train de créer.

Cette inquiétude s'exprime dans leur

refus de situer cette liste commune dans la perspective d'un nouveau parti. Il y a de la part des deux une certaine logique. La direction de LO ne peut inscrire sa politique dans ce qu'avait été au lendemain des élections présidentielles de 95 l'appel d'Arlette Laguiller à un nouveau parti des travailleurs, des chômeurs, des exclus, des jeunes, appel qu'elle avait mis dans sa poche, se dérochant à ses responsabilités. La LCR, quant à elle, qui, dans la logique de ses errements de 95, avait dédaigné cet appel, ne peut du jour au lendemain prendre le virage qu'exige la situation, trop soucieuse que sont bien de ses militants de préserver des possibilités d'alliances hors du camp de la révolution. Et cela d'autant que le rapprochement actuel ne fait que souligner l'absurdité des hostilités passées et le temps perdu.

Pour notre part, nous nous situons sans la moindre ambiguïté dans la perspective d'un nouveau parti dont les éléments se sont déjà manifestés tant sur la plan électoral que sur le plan social.

La campagne électorale sera l'occasion de populariser les idées nécessaires aux travailleurs, dont une fraction d'entre eux s'empareront pour se les approprier et leur donner force en participant directement à la construction de cette force politique dont le monde du travail a besoin. Une liste unitaire aux élections européennes représentera une sorte de pôle des révolutionnaires par en haut, mais c'est par en bas, des initiatives d'une fraction des travailleurs comme de la jeunesse, que se formera cette force nouvelle que nous appelons tous de nos vœux. Et c'est dans cette perspective que, pensons-nous, doit se discuter le programme autour duquel nous militons.

Ce programme ne peut se contenter

d'être une simple affirmation propagandiste d'internationalisme. Face à la convergence de l'offensive des différentes bourgeoisies contre les peuples, il doit formuler une politique pour l'ensemble des travailleurs, pour unifier leurs luttes par delà les frontières, convaincus que la seule Europe sociale qui puisse exister, c'est l'Europe des travailleurs et de leurs luttes.

L'idée de la nécessité du contrôle de la population sur les finances et sur la marche des entreprises, des banques, des services publics comme de l'Etat devrait être la pierre angulaire de ce programme, plan de défense des travailleurs. Et cela implique de relier toutes les revendications à la mobilisation et à l'organisation des travailleurs. Rien ne changera pour eux par en haut. Ce n'est qu'en se mobilisant et en s'organisant eux-mêmes pour exercer leur propre contrôle, tant sur l'Etat que sur l'économie, qu'ils pourront imposer les changements nécessaires pour mettre fin au chômage et à la dégradation des conditions d'existence des couches populaires.

Cette campagne des élections européennes devra être un appel à l'initiative des travailleurs, des chômeurs, des jeunes pour qu'ils s'emparent de nos idées, des idées de leur propre émancipation, pour en faire une force.

Pour cela, la recherche d'unité doit s'associer pleinement avec la démocratie la plus large à l'égard de tous ceux qui inscrivent leur combat dans le camp social du monde du travail, avec la discussion la plus ouverte sur les tâches et les perspectives. Comme le disent les camarades de *Carré Rouge*, débattre, encore débattre, toujours débattre...

C'est pourquoi nous nous réjouissons de l'initiative prise par la revue d'organiser en janvier des journées d'étude sur la question de l'Europe et des élec-

tions. Ce sera l'occasion de ce débat indispensable pour préciser les tâches et les perspectives, formuler le programme. Nous sommes partie prenante et en souhaitons le succès. Un sillon s'ouvre, germera ce que nous sèmerons.

« En finir avec le capitalisme et ouvrir la perspective du socialisme »

A l'approche de la mise en place de l'euro, la question de quelle construction européenne devient une question centrale. Pourtant, cette question, dont le pivot est constitué exclusivement de critères financiers contenus dans le traité de Maastricht, ne date ni d'aujourd'hui ni de la ratification de ce fameux traité.

Ladite construction européenne a pris naissance en 1957 avec le traité de Rome, en pleine guerre froide. Depuis le début, elle poursuit un processus d'intégration économique et financière dans le cadre du capitalisme. Depuis le début, ni la question sociale ni la question démocratique ne figurent dans ses objectifs réels (sauf peut-être pour leur régler leur compte) pour quiconque ne se laisse pas abuser par le discours de l'idéologie dominante.

C'est pourquoi d'entrée de jeu il est illusoire de vouloir réorienter cette construction qu'il conviendrait pour plus de clarté d'appeler par son nom complet : construction capitaliste européenne. L'oubli du qualificatif capita-

liste masque la réalité, masque l'adversaire qu'affronte quotidiennement la classe ouvrière, masque finalement l'objectif à atteindre : **en finir avec le capitalisme et ouvrir la perspective du socialisme**. Telle est la question qui est posée aux organisations politiques qui se réclament de l'émancipation des travailleurs.

Les premières décennies de la construction capitaliste européenne furent marquées par un rythme plutôt lent, mais qui n'en n'était pas moins significatif. Qui a oublié la thèse de la croissance zéro, la casse de la sidérurgie et tous les plans successifs pour prévenir les risques que faisaient courir aux bourgeoisies les luttes ouvrières et populaires. Ce rythme s'est emballé à la fin des années 80 avec le traité de Maastricht, mais cela coïncidait avec la destruction de l'URSS. Cet événement majeur de la dernière période donnait le feu vert aux bourgeoisies européennes pour attaquer frontalement les conquêtes sociales et démocratiques imposées par la lutte

de classe. A l'époque du référendum sur Maastricht, le très libéral Alain Madelin déclarait que ce traité était une assurance-vie contre le socialisme. Tout un programme, dont tout un chacun peut mesurer les effets concrets de sa mise en pratique, quelle que soit la couleur politique de l'équipe gouvernementale.

Dans ce contexte, le mouvement ouvrier est politiquement à la croisée des chemins. Soit il s'intègre au processus avec l'illusoire espoir de colmater les brèches et d'apaiser le plus possible les drames humains et sociaux. Ce choix conduit ceux qui le font ou qui le feraient à se transformer en ONG de la lutte de classe. Soit le mouvement ouvrier résiste, défend son indépendance politique et combat cette Europe capitaliste, non en se repliant dans un sanctuaire national qui ne le protégera nullement des effets de la politique de l'euro, mais en ouvrant la seule perspective politique efficace : **la transformation socialiste de la société dans son propre pays et en Europe.**

C'est à partir de cette brève analyse et en s'appuyant sur les luttes actuelles que les communistes doivent fonder leur programme d'action anticapitaliste. A l'heure de la mondialisation du capitalisme, l'internationalisme ne peut être que la base de ce programme.

La pierre angulaire de l'action anticapitaliste doit être une réponse offensive à la thèse de la soumission aux contraintes dites objectives qu'imposerait l'économie au politique. Les communistes ne doivent pas craindre d'affirmer qu'un gouvernement vraiment populaire se propose de maîtriser l'économie. La maîtrise de l'économie demande des mesures radicales pour empêcher de nuire les maîtres de la finance, les spéculateurs et autres investisseurs, quelle que soit

leur origine, afin de s'en libérer définitivement. Cela commence par l'abrogation de tous les privilèges dont bénéficient les capitalistes en instaurant un unique impôt direct et progressif. Il faut réaffirmer haut et fort le principe de la nationalisation/socialisation des secteurs-clés de l'économie : les grands moyens de production ; les entreprises de transport ; les entreprises de télécommunication et surtout les banques, les compagnies financières et d'assurance. Ce processus, seul capable d'assumer la souveraineté populaire, doit tenir compte de l'échec de l'économie de commandement, qui fut celle de l'URSS, et de l'expérience des nationalisations de 1981-82, qui restèrent soumises à la loi du marché. Pour palier cela, la socialisation ne peut être efficace que si elle prend appui sur une planification démocratique et un contrôle de bout en bout par les salariés, les consommateurs et les citoyens. L'autre condition pour aller réellement de l'avant demeure la levée des secrets bancaires et commerciaux. La transparence démocratique est indispensable pour que le processus révolutionnaire ne stagne pas ou ne soit pas renversé par une bourgeoisie qui ne se résignera jamais à sa défaite. Cet ensemble de mesures ne peut être entrepris que par un pouvoir qui rompt toutes les amarres avec les contraintes de la mondialisation, que ce soit le traité de Maastricht et son intégration capitaliste en Europe, que ce soit l'OTAN qui s'arroge la fonction de gendarmier le monde pour le profit et la sécurité des classes dominantes.

En prenant en compte l'imbrication des économies des différents pays capitalistes, en particulier en Europe, la rupture d'un maillon peut provoquer une réaction en chaîne ; d'autant plus que les intérêts des classes ouvrières de l'ensemble des pays de l'Union eu-

ropéenne, confrontées à la politique de l'Euro, sont semblables. C'est là que l'internationalisme sort de son cadre de simple solidarité entre exploités et opprimés pour devenir une force matérielle capable d'en imposer aux diverses bourgeoisies. Si ces dernières, au-delà de leurs contradictions internes, éprouvent le besoin de faire converger leurs pratiques politiques face à l'opposition latente ou manifeste des travailleurs, ces derniers, pour rendre efficace leur puissance sociale, n'ont pas d'autre alternative que de faire converger leurs luttes. Mais sans l'intervention consciente et déterminée des communistes, cette convergence anticapitaliste n'atteindra jamais la puissance suffisante pour bousculer les classes dominantes. Et leur contestation des effets du capitalisme risque d'ignorer la cause profonde de leurs difficultés, à savoir le capitalisme lui-même, pouvant ainsi être captée par le nationalisme, le fascisme ou toute forme d'intégrisme.

Face au pacte de stabilité, aux traités de l'Union européenne, à la monnaie unique, la réponse ne peut être que similaire dans chaque pays et au niveau du continent européen. Vouloir faire céder le capitalisme dans un seul pays c'est renoncer par avance à se doter de tous les moyens possibles d'intervention. Face à une Union européenne fondée sur des critères exclusivement financiers, face à une construction capitaliste, antisociale et antidémocratique, les travailleurs qui refusent d'être broyés ne peuvent qu'envisager une union de républiques socialistes qui, seule, peut les préserver des conflits contenus en germe dans l'actuelle construction capitaliste européenne.

C'est à partir de ces premières réflexions que la **Gauche communiste du PCF** participe à la préparation des

journées d'étude initiées par *Carré rouge*, et à son comité de pilotage.

Jean-Yves Lesage
 « GAUCHE
 RÉVOLUTIONNAIRE »
 - Jeunesses
 communistes
 révolutionnaires
 (section française du
 Comité pour une

« La Gauche révolutionnaire soutient pleinement l'initiative de Carré rouge. Dès le lendemain des élections régionales, nous formulons des propositions très proches des vôtres (voir texte ci-dessous), publié dans L'Étincelle de mai).

Une campagne radicale et unitaire permettrait de commencer à construire le parti révolutionnaire large qui nous manque, unissant dans l'action militante les forces de l'extrême-gauche et celles qui se détournent de la politique du PCF. Une étape importante est devant nous. Nous proposons de l'aborder avec enthousiasme et esprit d'ouverture. »

Pour le Bureau national, Jean-Yves Lesage

Contre l'Europe capitaliste de Maastricht

Pour l'Europe des travailleurs

Appel pour l'unité

La longue grève de l'hiver 95 et les immenses manifestations qui sillonnaient la France marquaient bien un renouveau de la situation sociale et politique.

Depuis, c'est avec une dimension clairement européenne que de nombreuses luttes très radicales se sont développées : lutte des « sans-papiers », luttes pour la défense des acquis sociaux sur la protection sociale et les retraites, contre le chômage et la misère, pour la réduction du temps de travail. Ce qui n'a rien

de surprenant puisque les politiques des bourgeoisies d'Europe sont coordonnées étroitement dans le cadre des accords et traités dont Maastricht est le couronnement. Les dockers de Liverpool, les Renault-Vilvorde, les Forges de Clabeck furent des conflits qui ont transformé les vieux principes de solidarité internationale en évidence pratique pour toute une jeune génération.

Sur le plan politique, l'ancrage d'un vote national au dessus de 5 % pour les organisations de la gauche révo-

lutionnaire, dont LO bénéficie particulièrement, montre une renaissance des aspirations au changement radical de société. Les allégeances répétées de la direction du PCF à celle du PS provoquent une multiplicité de résistances dans ce parti et dans les syndicats et associations de sa mouvance.

Tout ce bouillonnement, en se fondant avec les mouvances militantes engagées dans l'antiracisme et les mobilisations anti-FN, engagées dans la lutte contre le chômage et la misère, ouvre des perspectives, porte un espoir dont les révolutionnaires doivent se saisir avec audace, détermination et sens des responsabilités nouvelles que les événements nous offrent.

En mesurant lucidement les divergences réelles qui existent, et en écrivant ce qui nous unit autour des revendications essentielles du mouvement ouvrier et populaire dans un « Plan d'urgence pour les travailleurs », nous pourrions tous ensemble donner une nouvelle impulsion aux mobilisations contre la politique du gouvernement Jospin et faire avancer la construction de l'organisation nouvelle dont ont besoin les travailleurs.

En ce sens, nous appelons l'ensemble des forces qui se réclament de la justice sociale à multiplier les rencontres et les discussions avec la volonté d'aboutir à une liste large, unitaire et anticapitaliste contre le gouvernement et contre Maastricht,

pour les prochaines élections européennes qui marqueront une étape importante.

Nous interpellons tout particulièrement les militants du PCF. En effet, cette organisation pourrait jouer un rôle important si elle rompait avec le gouvernement Jospin.

Nous nous adressons solennellement et sans aucun préalable à toutes les organisations, à tous les groupes militants en plaçant d'avance les discussions à venir sous la responsabilité collective et vigilante des jeunes et des travailleurs qui aspirent à changer ce monde.

Déclaration du Bureau national de la GR/JCR, 1er mai 1998, publiée dans L'Étincelle de mai.

Nous avons également été informés que la Ligue Communiste Révolutionnaire participerait aux journées d'étude et au comité de « pilotage » qui les préparera. La LCR nous fera parvenir une première contribution pour le numéro 10 de Carré rouge, à paraître début décembre.

Par ailleurs, le groupe réuni autour du journal La Commune nous a fait connaître sa décision, là aussi positive. Nous prenons contact avec ces camarades pour les inviter au comité de préparation et à nous faire parvenir leurs premières réflexions écrites pour le prochain numéro de Carré rouge.

Lausanne, le 24 octobre 1998

Chers camarades,

Votre texte d'invitation aux « Journées d'études pour un programme anticapitaliste placé sous le signe des Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe » m'est bien parvenu. Je vous en remercie. Voici quelques commentaires.

1. La pressante exigence de telles initiatives relève de l'évidence au moment où se propagent les escamotages théoriques et politiques, sous la pression même de l'ampleur de la crise socio-économique et politique internationale.

En effet, des propositions vont se multiplier visant à « éliminer les éléments malsains » engendrés par un « excès de néo-libéralisme » et une « répartition inéquitable de la richesse ».

La finalité de ces discours prolixes (et sentencieux) n'est autre que de constater que le système capitaliste, pour l'essentiel, reste « le meilleur possible », et qu'il est donc à sauvegarder « dans ce qu'il a de bon ». L'incapacité d'opérer la distinction (c'est-à-dire d'en reconnaître aussi la cohérence logique et physiologique) entre, d'une part, les formes d'existence et, d'autre part, la continuité du mode de production capitaliste (avec son caractère intrinsèque de mise en crise de l'ensemble des rapports sociaux) ouvre la porte à de multiples acclimatement et à une surestimation de la possibilité-capacité d'(auto)régulation du système.

Ces accommodations ne relèvent pas seulement du renouveau du vocabulaire ou des besoins de la pédagogie militante. Elles sont aussi le produit de la déroute, du désarroi, de l'égarement qui a frappé l'ensemble de la « gauche radicale » dans un contexte historique marqué non seulement par un cumul de victoires par-

tielles des classes dominantes, mais aussi par la fin d'un cycle historique du mouvement ouvrier organisé dont, sous diverses formes, l'extrême-gauche était (et est) partie prenante. Dès lors, de telles journées d'études devraient déboucher sur un réseau large et structuré de « personnes engagées » se revendiquant dans leurs recherches (autrement dit dans leurs parcours militants et intellectuels) des travaux de Marx et aussi des marxistes qui ont mené une lutte cruciale, bien que très marginale, contre les atrocités pratiques et « théoriques » de la social-démocratie et du stalinisme. En ce sens, la continuité doit être affirmée.

Simultanément, dans l'esprit même d'un Marx, un tel réseau doit manifester une préoccupation ordonnée pour les multiples luttes des exploités et opprimés à l'échelle internationale, pour la réflexion que leurs acteurs et actrices exercent sur leurs propres combats et pour les recherches foisonnantes (d'origines certes disparates) portant sur les facettes du système capitaliste international dont le marasme, en particulier, inflige des blessures à des centaines de millions d'être humains et à leur environnement vital. En ce sens, ce réseau devrait plus renouveler que « refondre-refonder ».

Dans une telle perspective, l'intérêt porté à Marx, au-delà de la commémoration, évitera les pièges de l'ornementation et de l'esthétisation orchestrées par ceux qui ont construit

et construisent un mur entre Marx et les luttes des classes. C'est dans ce sens que j'ai lu et interprété votre appel du 26 septembre 1998.

2. Certes, l'Appel ainsi que les journées d'études sont marqués par des échéances politiques, entre autres celle des élections européennes. Celles-ci pourraient être l'occasion, en Italie et en France, d'affirmer la présence de forces anticapitalistes, présence, peut-être, coordonnée. Cela constituerait un fait politique sans précédent au cours des trois dernières décennies.

Comme vous le soulignez, le mouvement des salarié(e)s en Europe, dans ses distinctes composantes syndicales, associatives, politiques, s'affronte à un dispositif encore jamais mis en place par ceux qui dictent les règles (ruling classes) au sein des pays européens (membres et même non-membres de l'UE) et au niveau de l'Union européenne.

▮ La social-démocratie (sous la forme du New Labour ou du PDS italien) présente, aujourd'hui, une force politique qui ne peut plus être analysée dans les termes traditionnels du « parti ouvrier-bourgeois », du « restaurant ouvrier avec cuisine bourgeoise ».

La jonction organique entre des cercles centraux de la social-démocratie et le grand capital privé (par exemple, en France, dans le Cercle de l'industrie, créé par D. Strauss-Kahn) fait de ces partis les vecteurs efficaces d'un projet social-libéral, s'inscrivant dans un bipartisme émergent qui rend caduques les approches « traditionalistes » sur les changements de majorité gouvernementale (gauche-droite ou l'inverse). Ce constat ne renvoie pas à une simple prise en compte de l'accroissement de la glissade « social-bourgeoise »... initiée (officiellement) en

1914 ! Il ne s'agit pas d'une simple réorganisation du rapport entre bureaucratie syndicale, partis social-démocrates et appareils d'Etat ou gérants social-démocrates de sociétés nationalisées.

On assiste à une mutation qualitative (en quelque sorte une articulation de la phylogenèse de l'espèce PS et de l'ontogenèse des membres de sa nomenklatura) des cercles dirigeants et des partis sociaux-démocrates ; à une transformation de la même ampleur de leurs rapports avec les masses salariées ou avec des segments importants des syndicats, etc. Une lecture électoralo-institutionnelle de la social-démocratie s'apparente à un simulacre de décodage du latin effectué par un lecteur apathique des pages roses du *Petit Larousse*.

Certes, une telle esquisse de la « nouvelle social-démocratie » débouche sur une appréciation de la place et du rôle des partis communistes européens : satellites (avec des nuances) des PS ; aiguillons autoproclamés ayant pour « tâche historique de déplacer à gauche » les PS, après avoir tenté, frauduleusement, d'effacer les traces de la tragique contre-révolution stalinienne, en gommant dans un même mouvement les processus révolutionnaires réellement existants, eux.

Ce genre de calcul n'existe plus lorsque le PC est devenu, lui-même, la social-démocratie de référence, comme en Italie. Là, dans la botte italienne, l'ex-togliattiste D'Alema du PDS coopte le stalinien Cossutta et le banquier Ciampi, dans un gouvernement né, entre autres, de l'urgence d'appliquer les critères de Maastricht pour le patronat italien ; un patronat dont le porte-parole, Fossa, dit que son modèle de concertation avec les syndicats (avant tout avec la CGIL, historiquement liée au PCI) sur la

flexibilité du travail doit être exporté en Europe (*24 Ore-Il Sole*, 18 octobre 1998).

Une fois ce décor planté, le défi est assurément considérable pour la « gauche radicale ». Elle doit tendre à affirmer une capacité de présence vivifiante dans les luttes sociales et les mouvements sociaux, d'en respecter l'autonomie et d'y stimuler une réflexion qui entre en écho avec des propositions programmatiques (au sens de revendications transitoires, d'instruments divers de luttes et de perspectives de combats politiques pour un changement à la racine du système). Prendre la mesure d'un tel défi contraint à ne pas se précipiter à la recherche de pierres philosophales et de schémas. Mais, sur la base de convictions raisonnées, il faudrait viser à une véritable élaboration, donc à une production exigeante relayée par la pratique politique.

▮ L'ensemble institutionnel européen possède une opacité fonctionnelle : « naturaliser » les choix de politiques économiques et sociales du grand capital, sous la forme de « contraintes issues de la mondialisation » et de « défense européenne face aux effets, encore incontrôlés, de la globalisation ».

Alors que s'opèrent des transferts de souveraineté nationale, les rapports du mouvement des salarié(e)s des pays de l'UE aux institutions politiques nationales se modifient, à divers niveaux, avec les difficultés de définition de stratégies politiques qui peuvent en découler au plan de l'édification (limitée) d'un contre-dispositif de luttes.

Dès lors, l'internationalisme passe, plus que jamais, par la capacité à internationaliser les pratiques de couches du salariat qui affrontent, pour la première fois, une offensive à l'échelle européenne du Capital à tel

point orchestrée dans le temps et le contenu.

Les diverses initiatives, remarquables, impulsées souvent depuis la France, démontrent le besoin d'ébaucher des perspectives qui posent, sans détours, l'actualité (au sens d'époque) des Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe, avec leurs prolongements mondiaux.

Il serait erroné, me semble-t-il, de ne pas percevoir les affinités existant entre les mutations à l'œuvre dans la structuration des institutions du pouvoir du Capital au sein des pays européens et le conglomérat d'institutions (de la BCE au Comité de politique européenne en passant par la Commission et le Parlement) en voie de mise en place, avec la fragilité inhérente à toute opération de cette envergure.

La mondialisation du capital financier dans cette phase impérialiste a impulsé une réorganisation significative de la hiérarchisation des instances au sein des appareils gouvernementaux nationaux : Banque centrale, Ministère des Finances et Président (ou Premier ministre) disposent des prérogatives déterminantes. De fait, les autres instances leur sont subordonnées.

Le type de structures politiques qui s'échafaudent au sein de l'UE (avec leur caractère profondément antidémocratique) est en syntonie avec ces transformations à l'échelle nationale. Elles répondent, dans leurs agencements et définitions (encore partiels), aux besoins de fractions des classes dominantes européennes. Parmi elles, on ne saurait négliger le poids de fractions du capital financier allemand (capital financier au sens de symbiose du capital monopolistique financier et industriel et non pas, au sens de Hilferding, d'une domination de la banque sur l'industrie).

D'où l'importance d'un effort afin d'in-

tégrer dans le projet que vous esquissez (et dans des initiatives analogues) des forces radicales menant leur combat en Allemagne.

A cela s'ajoute la dimension des conflits économiques inter-impérialistes, sous-jacents, par exemple, à la création de l'euro. Ce que Jean-Pierre Gérard du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, à sa manière, reconnaît lorsqu'il déclare : « *Du jour où nous avons choisi l'euro, nous sommes inéluctablement en conflit avec les Etats-Unis* » (*Le Monde*, 21 octobre 1998).

Un véritable champ de recherches et de débats doit s'ouvrir sur la relation entre la phase de transnationalisation impérialiste du capital, la réorganisation des diverses bourgeoisies européennes, le déploiement d'investissements intra-européens, les alliances qui s'opèrent dans divers secteurs (assurance, banque, industrie), les processus constitutifs de noyaux bourgeois à dimension européenne (même si n'existe pas de bourgeoisie européenne), etc.

Trois questions découlent de ces considérations. Quelles propositions transitoires, démocratiques radicales, au plan institutionnel, peuvent être avancées ? Elles devraient agir comme bras de levier dans le sens du mot d'ordre général des Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe que vous proposez.

Comment éviter la césure entre le social et l'institutionnel ? Il est impensable de ne pas intégrer social et institutionnel dans un programme anti-capitaliste qui remette en cause la politique budgétaire nationale et européenne, la destruction des systèmes de sécurité sociale par répartition ou encore les orientations ayant trait à l'emploi, avec leurs dimensions régionales, etc.

Enfin, la dimension internationaliste,

ne devrait-elle pas être plus présente ? Sans quoi, dans le cadre de contradictions interimpérialistes susceptibles de prendre des formes plus aiguës, un « chauvinisme européen », porté par la social-démocratie (ou des forces ultraréactionnaires), pourrait déployer toute sa nocivité.

Une sobre prise en compte des effets catastrophiques d'un système capitaliste international fortement hiérarchisé suffit à démontrer le degré de convergence possible des combats anti-impérialistes conduits en Europe, aux Etats-Unis et ailleurs avec les luttes émancipatrices dans la dite périphérie.

3. Vous insistez sur la gravité de la crise économique du système capitaliste international. Je ne peux que partager votre point de vue à ce sujet. La première de couverture de la dernière livraison de *The Economist* : « Will China be the next ? » (24-30 octobre 1998) reflète les craintes de la City.

De façon peut-être plus rapide que d'aucuns ne le pensent, la crise de suraccumulation-surproduction va déferler sur les Etats-Unis, en ayant emprunté divers chemins de traverse du Brésil à la Chine, après une nouvelle escalade dépressive en Asie et une intensification des processus déflationnistes à l'œuvre au Japon, seconde économie capitaliste du monde.

Je voudrais simplement faire trois remarques pour ce qui a trait à la crise économique.

Il Cette crise est certainement plus profonde et prolongée que celle qui a « bousculé » le système capitaliste à la fin du siècle passé. Elle revêt une dimension « épopée », comme le disent les hispanophones, car elle s'inscrit dans une période de transformations de la phase impérialiste du

capital. L'effort de compréhension de telles transformations-crisis exige de partir de la centralité des mouvements de la production dans cette nouvelle phase impérialiste.

Dans cet esprit, il peut être rappelé que, pour Marx, les trois caractéristiques décisives du capitalisme résidaient dans la tendance : à une concentration-centralisation accrue du capital ; à une socialisation de plus en plus ample du processus de travail ; à une extension-unification (potentielle pour Marx) effective du marché mondial. Difficile de ne point trouver des confirmations empiriques (biaisées) de ces caractéristiques dans les rapports de la CNUCED sur les investissements mondiaux (WIR), sur le commerce et les échanges (TDR) ou du BIT sur l'emploi.

Simultanément, Marx ne manquait pas de souligner comment les fonctions du crédit, s'ancrant pour leurs développements sur les caractéristiques du processus productif, pouvaient stimuler les contradictions et crises du système, à tel point d'apparaître en être la cause.

Or, la crise présente nous retrace comment s'opère la connexion (avec une dimension causale) entre la forme monopolistique (oligopolistique) du capital, soubassement de son fonctionnement dans la phase présente, et ses conséquences sur sa forme financière ; cette dernière conditionne, à son tour, le processus productif (production de plus-value) hiérarchisé et « mis en réseau » à l'échelle internationale, ainsi que la circulation de la plus-value.

En ce sens, il n'y a pas de doute que la banque moderne (la « banque universelle »), au cours des cycles d'accumulation du capital, a pour fonction de faire circuler la plus-value, sous forme d'argent, pour retransformer ce

dernier en nouveau capital, s'incarnant dans diverses formes.

Et les institutions financières accomplissent leur travail en ratissant au maximum la richesse « dispersée » à l'échelle mondiale (entre autres sous la forme de la privatisation de l'endettement public [marché obligataire]) pour la concentrer.

On pourrait dire que ce système sert à l'autofinancement de la « classe dominante mondiale », à la subordination intégrée des segments participant au processus de production de la plus-value sous la direction du capital financier et, enfin, à la destruction ou à l'écrasement de ceux qui ne peuvent participer à ce système transnationalisé.

Dans un tel contexte, lorsque s'affirme une crise de suraccumulation-superproduction du capital, qui étouffe les perspectives de production et d'accumulation de la plus-value, ce qui est confirmé par les diverses études sur la stagnation de l'investissement productif (voir *Trade and Development Report 1995*, p. 176, et 1997, p. 96) ou son recul (voir R. Brenner, *New Left Review*, N° 229, p. 235), les banques et autres institutions financières sont, logiquement, conduites à reporter, bon gré mal gré, leurs activités vers « l'exportation du capital à l'intérieur », comme l'écrivait Grossman. Dit autrement, elles s'engagent dans la création et circulation de capital fictif, dont la forme emblématique de nos jours est celle des produits dérivés (derivative investments : futures and options) ! Ces caractéristiques « d'hypertrophie financière », propres à la longue crise présente, Ernest Mandel en avait analysé les contours, dès 1972.

Il n'y a donc rien d'étonnant, puisque la phase impérialiste se caractérise par la forme monopolistique et la for-

me financière (telle que définie ci-dessus) du capital, que soient placés sur le devant de la scène les débats, trompeurs, entre « mauvais capital spéculatif » et « bon capital productif » ; ou, encore, les discussions sur l'urgence de rétablir le circuit de financement entre banques et firmes productives et de « recapitaliser » (socialiser les pertes) les conglomerats japonais.

Dès lors, en plus de l'effort analytique à accomplir, il serait nécessaire de débattre des « conséquences » politiques de l'approche faite de la crise économique et sociale contemporaine. Je ne mentionnerai qu'une question particulièrement cruciale. Il m'apparaît impératif d'établir une relation étroite entre les revendications ayant trait à la répartition (de la défense du salaire à la diminution du temps de travail en passant par les systèmes de retraites) et celles portant directement sur la propriété, l'appropriation privée de la richesse, les droits de propriété sur la plus-value accumulée historiquement que représentent, en dernière instance, les actifs mobiliers. Au moment où l'expropriation des expropriateurs prend un envol sans précédent, que ce soit sous la forme des fusions-acquisitions, des privatisations au Nord et au Sud, etc., il est temps que la gauche radicale mette en avant des revendications visant à socialiser l'accumulation privée de richesse par le pouvoir autocratique du capital financier, responsable d'une paupérisation sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cette lettre, qui se voulait brève, traduit à sa manière le besoin d'une discussion collective, à l'échelle européenne, à laquelle vos « Journées d'études » fournissent un des cadres. Tout devrait être fait, si l'on a à l'esprit la gravité de la situation, pour que

votre initiative se lie à d'autres, que des convergences s'établissent et qu'un réseau militant de discussion et d'élaboration prenne forme, afin d'étayer (sans prétention aucune de guider) l'activité réfléchie de forces militantes radicales qui surgissent en Europe.

Souvenirs, mémoires, témoignages, rééditions, trente années après l'événement, le Mai des éditeurs a fait florès ; de cette cohue nous distinguerons ici Histoire sans fin 68-98 de Gérard Filoche (1).

Le titre l'atteste, l'auteur nous conte, par le menu, trente années de militantisme. Le trajet du « petits gars » de Sotteville, fils de cheminot, étudiant, adhérent de l'U.E.C., ralliant l'opposant Alain Krivine pour fonder la J.C.R., puis la Ligue sous ses différentes appellations, section française du secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Si l'histoire est en effet sans fin, celle des hommes, inévitablement, en connaît une ; fort de ce constat, Gérard Filoche témoigne donc de son engagement dans le mouvement trotskiste, jusqu'à la décision prise en 1994 de rejoindre avec ses camarades le Parti Socialiste, fusionnant avec la bien mal nommée, la Gauche Socialiste. Sacré parcours !

Eloges de la social-démocratie

Paradoxalement, nous laisserons de côté toute la partie « trotskiste » du livre. Non qu'elle manque d'intérêt ; mais franchement, la litane des luttes fractionnelles est par définition fastidieuse : crises, scissions, textes, contre-textes, congrès, fourniront aux historiens des matériaux à vérifier, sans compter les petites rancœurs, et le lot habituel des règlements de comptes. De surcroît, l'auteur use d'un vocabulaire fort réduit, d'une écriture minimaliste, d'un langage orné de formules de communicants, bref, d'un non-style (2) qui ne facilite rien...

L'intérêt du livre est ailleurs. Il vise à expliquer, à justifier son ralliement à la social-démocratie. Saluons l'honnêteté politique de l'auteur. Filoche et ses camarades ne sont pas les premiers à avoir viré de bord, quitté les rangs des organisations révolutionnaires pour rejoindre le P.S. : Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon, Henri Weber, J. C. Cambadélis ont opéré un tel mouve-

ment. Mais à notre connaissance, c'est la première fois qu'un tel acte est politiquement assumé. Ceux que nous citons ont rallié le P.S. sans éprouver la nécessité de s'expliquer, laissant entendre qu'il y a, en somme, un âge pour tout : 20 ans pour croire à la révolution, 20 de plus pour s'insérer politiquement, avec un mot d'ordre : l'efficacité. Ah, l'argument de l'efficacité ! Cette antienne ; nous y reviendrons, d'autant que G. Filoche fredonne à la manière du chanteur, « non, je n'ai pas changé »...

Pour le lecteur qui ne possède aucun diplôme es-trotskisme, résumons : G. Filoche animera dans la Ligue durant un peu plus de vingt ans une tendance, puis une fraction, qui s'opposera aux cours gauchistes de sa direction... Nous vous parlons là d'un temps que les plus jeunes ne peuvent connaître, où notamment la Ligue prônait la lutte armée, le soutien aux mouvements armés par opposition aux luttes des

classes du prolétariat des pays concernés. À l'époque, pour la majorité du Secrétariat unifié, le capitalisme connaissait une nouvelle période de développement historique, le « néo-capitalisme »...

Le courant animé par les camarades de G. Filoche, préconisait (mollement) la lutte pour le front unique par opposition aux nouvelles avant-gardes... Ouf ! Tout ceci, nous en convenons, est lapidaire mais, grosso modo, conforme à la réalité. Enfin, alors, les dirigeants de la Ligue considéraient (ils n'étaient pas les seuls) qu'il n'existait en France qu'un parti ouvrier, le P.C.F., le P.S. étant bien entendu un parti bourgeois.

C'est au terme de ce marathon militant qu'en 1994 tout bascule :

« L'écrasante majorité de notre courant se prononça en faveur de l'adhésion collective au Parti socialiste [...]. Nous ne voulions surtout pas créer un énième groupe trotskiste. Nous voulions réaliser finalement ce que depuis le début nous recherchions : être au cœur de la gauche et non pas à ses marges. Cela impliquait de nous confronter à d'autres forces, d'autres militants, d'autres dirigeants, et nous allions voir si nous étions capables de faire mieux, d'influencer les choix de la gauche et pas seulement ceux, amoindris, de "la gauche de la gauche". Nous savions l'importance de notre choix, nous étions tous très émus, mais nous n'avions aucune impression de changer, seulement de tirer des conclusions tout à fait logiques de notre expérience.

Il était très difficile de faire un tel choix : nous savions d'avance ce que nous allions entendre. Du côté de la Ligue, des injures du type "Ils vont à la soupe", "Ils capitulent", mêlant les attaques personnelles et les bilans politiques déformés. Mais du côté du P.S. aussi : que viennent faire ces "trots-

kistes" chez nous, de l'entrisme encore ?

Nous n'avions pas d'autre choix : c'était cela ou arrêter toute activité politique, laisser s'éclater cette communauté de militants qui avaient traversé plusieurs décennies avec des convictions incompréhensibles pour "l'extérieur" de la Ligue. [...] De plus, ce choix correspondait au plus près aux réflexions politiques que nous nous étions faites depuis vingt-cinq ans : nous espérions trouver dans le P.S. un minimum de cadre démocratique, un accueil, des possibilités de s'exprimer et de militer loyalement, dans un cadre pré-établi, mais sans autocritique, sans renoncement. On ne venait pas "à la soupe" dans un parti au pouvoir mais dans un parti défait, battu... et peu de militants lui promettaient un proche retour au pouvoir. [...] Nous avions mené toute cette réflexion et opéré ce choix, jusque dans les détails organisationnels, en toute clarté, collectivement. C'est le caractère collectif de ce choix qui m'importait le plus : ce n'était pas une aventure individuelle ni un coup de tête, dès lors, il ne s'agissait pas d'un abandon mais d'un rebondissement, non pas un recul mais un progrès. »

LE P.S. : UN PARTI

OUVRIER ?

Avant de revenir sur « l'émotion » bien humaine qui étreint G. Filoche au moment de son départ de la Ligue, avant même de savoir si l'on peut dans le parti socialiste combattre... pour le socialisme, essayons de répondre à la question qui figure à tout examen de capacité du mouvement révolutionnaire : le P.S. est-il encore un parti ouvrier ? Cette discussion a été inaugurée dans les colonnes de la revue *Le Marxisme aujourd'hui*, par deux excellents camarades, Denis Collin et René

Revol. Le premier répond par la négative, le second par son contraire. Denis Collin conclut ainsi ses « Réflexions sur la social-démocratie » :

« L'abandon à la fois officiel et de facto de toute référence à la transformation socialiste inscrit très clairement la social démocratie actuelle dans une trajectoire qui ne la distingue plus des partis libéraux, comme les démocrates américains. »

Reprenant le chemin parcouru par le P.S. depuis 1981, Denis Collin pointe avec lucidité la politique de cette formation, prenant en charge, au gouvernement, dans l'Etat, les intérêts du capital financier, s'alignant à l'extérieur sur l'impérialisme nord-américain (guerre du Golfe, etc). Avec pertinence, l'auteur de ces « réflexions » démontre avec sérieux et novation que les analyses de Lénine et de Trotsky sur le rôle et la place des bureaucraties réformistes, prenant appui sur l'aristocratie ouvrière, ces célèbres « lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise » doivent être enrichis. De fait, le parti de François Hollande et de Lionel Jospin n'est plus dirigé par des « aristocrates ouvriers », des éléments corrompus de la classe ouvrière, mais par des avocats d'affaires (Dominique Strauss-Kahn, Hubert Vedrine, Robert Badinter, François Hollande, etc.), des conseillers d'entreprise en tous genres (Martine Aubry, Christian Pierret, Jacques Attali) et une cohorte de hauts-fonctionnaires qui, dans l'appareil d'État, mettent en œuvre leur savoir-faire au compte du capital. À cet égard, indiscutablement, Trotsky n'utiliserait plus, s'agissant du P.S., la formule « un parti de bistrotiers », mais plutôt « un parti de... restaurants gastronomiques » ! Les cadres du parti socialiste sont, au pire, des agents directs de la bourgeoisie, au mieux, les élus de la collaboration de classe et du crétinisme parlemen-

taire. En la matière, nous sommes à des années-lumière d'un Jaurès, d'un Blum, même d'un Guy Mollet. Ces dirigeants historiques étaient porte-parole d'une social-démocratie réformiste, réformisme comme moyen mis en œuvre pour atteindre l'objectif du socialisme, qui restait inscrit dans les statuts, comme dans les références programmatiques de la S.F.I.O., fût-ce après la scission de 1920.

La différence n'est pas mince. Jusqu'en 1981, le programme du parti socialiste s'inscrivait comme un instrument pour « changer la vie », pour accéder, progressivement, par les réformes, à un nouveau développement historique de civilisation. Il y avait, dans la social-démocratie, un lien théorique, politique, dynamique entre le programme « minimum » et le but, le socialisme.

Depuis, tout a changé en la matière. C'est « l'invention du possible ». Le parti socialiste part, procède, de la reconnaissance, indépassable, de « l'économie de marché », du capitalisme. La propriété privée des moyens de production est garantie, considérée comme intangible. En clair, les socialistes affirment haut et clair : il faut aménager le système tel qu'il est ; le briser, le remettre en cause conduit aux folies meurtrières et à l'échec.

L'intégration progressive depuis les années 80 de la social-démocratie aux appareils d'Etat a progressivement modifié la donne. Il ne s'agit plus de « lieutenants ouvriers » de la bourgeoisie mais de « lieutenants bourgeois », dirigeant des fantômes, des débris d'organisations ouvrières.

Cela suffit-il, cher Denis Collin, à ce que le P.S. soit un parti bourgeois, à l'égal de Force Démocrate, de l'U.D.F. ou des démocrates américains ? C'est l'éternelle question. Nous ne le croyons pas. Que ce parti ait rompu, dans ses statuts, ses textes, ses

actes, avec la classe ouvrière, son mouvement organisé et, évidemment, le socialisme qu'il n'évoque plus, ni les dimanches ni les jours de fête, est une évidence. Il s'agit d'un parti contre-révolutionnaire. Il n'empêche : ce parti conserve toujours un lien, pas seulement historique, avec celui fondé lors du congrès de la salle du Globe à Paris, en 1905 ; mais surtout il est perçu, utilisé, par des millions de salariés dans leurs luttes contre les partis officiels de la bourgeoisie.

CLASSE ET PARTI

L'histoire du Parti Socialiste (c'est vrai pour le P.C.F. aussi) n'appartient pas seulement au passé, aux historiens, mais fonde son existence dans ses rapports politiques vivants avec les classes sociales. Quand elles veulent voter contre les candidats de Juppé, les masses utilisent, sans beaucoup d'illusions, les candidats du P.S. pour combattre la politique que... Jospin sitôt élu remet en vigueur.

L'élection de Tony Blair (une sorte de Jacques Delors, plus branché) en Angleterre, de Schroeder en Allemagne, surnommé par les médias le « camarade-patron » signifie d'abord la défaite de Mme Thatcher et de H. Kohl. Évidemment, ni l'un ni l'autre ne met en œuvre une politique socialiste, une politique de défense des intérêts ouvriers ; mais la défaite des conservateurs, de la C.S.U.-C.D.U., est un signe du mouvement, de « l'état d'esprit » des salariés. Et le résultat d'un constat. Terrible, mais lucide. L'inexistence à ce jour d'un pôle révolutionnaire, permettant aux salariés de combattre les partis bourgeois et les prétendus partis socialiste et communiste, fournit seule l'explication de cette situation. Si pourri soit-il, le

P.S. demeure un parti fondé historiquement comme produit de la lutte des classes du prolétariat pour se doter d'un instrument dans sa lutte contre le capital. Et tant que ce parti n'aura pas été enterré six pieds sous terre, si putréfié soit-il, il se survivra, avec des crises, des convulsions, des scissions, et de fugaces embellies...

En clair, cher Denis Collin, même si la réponse de René Revol est marquée des illusions sur les possibilités de mener au sein de cette formation un combat progressiste, la social-démocratie reste reliée par un fil quasi invisible au passé du mouvement ouvrier. C'est un parti ouvrier dégénéré, fossilisé. Hélas, l'histoire fourmille de partis ouvriers contre-révolutionnaires... C'est en relation avec cette histoire, et non pas contradictoirement à elle, que le P.S. est devenu, notamment depuis les deux septennats de François Mitterrand, comme sous le gouvernement Jospin, l'un des partis sociaux-démocrates d'Europe les plus intégrés à la défense de l'ordre capitaliste, au point que les dirigeants des grands groupes financiers et industriels les utilisent, pour « gouverner » leur entreprises... Ils savent faire soupirer d'aise les grands actionnaires en évoquant les Peyrelevade, Michel Bon, Louis Schweitzer, Christian Blanc... De leur militance au P.S., souvent de leurs années de jeunesse, ils ont appris à « gérer » les rapports avec les bureaucraties syndicales, à apprécier une situation sociale, à combattre la classe ouvrière avec plus d'efficacité que les patrons formés dans les grandes écoles de la bourgeoisie française. À cet égard, il faudra un jour revenir sur le rôle et la place que tiennent, notamment, les anciens trotskistes dans ce concert contre-révolution-

naire (3). Ainsi, si le P.S. reste, encore, un parti ouvrier, totalement dégénéré, reconnaissons-lui le mérite de s'afficher, sans vergogne, au même titre que le P.C.F., comme un parti anti-socialiste, agissant dans le respect de l'économie de « marché », c'est-à-dire pour la défense du système capitaliste.

DROITE ET GAUCHE

Si à Carré Rouge nous ne souffrons pas de schizophrénie sémantique, nous n'utilisons pas, ou rarement, les formules « gauche » et « droite ». Ce qui précède explique notre prudence en la matière. Sans doute ne faut-il pas être formaliste. N'empêche, la gauche, cette nébuleuse politique, est un paquet qui cache souvent des objets, eux, parfaitement identifiés. La Fondation St-Simon est ainsi fondée par des « gens de gauche »... Ce langage multiplie les risques qu'il y a à camoufler les classes sociales, leurs représentations politiques... à l'aide d'un vocabulaire de boxe. En la matière, la gauche, c'est surtout une bonne droite.

Les révolutionnaires, les marxistes, font découler l'analyse des formations politiques, de celles que Marx et Engels établissent dans le *Manifeste communiste* : l'existence de deux classes antagoniques, bourgeois et prolétaires.

Répétons-le, il ne s'agit pas d'une manière, mais d'une méthode, dont la clarté éclaire encore aujourd'hui le champ de bataille mondial de la lutte des classes. Mais revenons à notre auteur.

« *Nous voulions [...] être au cœur de la gauche et non pas à ses marges* » et encore « *Nous voulions [...] influencer les choix de la gauche et pas seulement ceux, amoindris, de la "gauche de la gauche"* ».

Nous donnons acte à G. Filoche qu'il a rejoint en 1994 les vestiges d'un parti

ouvrier combattant contre le socialisme. G. Filoche et ses camarades peuvent toujours chanter « *Non, nous n'avons pas changé* », ils sont entrés au P.S. avec la claire conscience qu'ils devaient se borner à essayer « *d'influencer* » l'appareil social-démocrate. Ils n'y gagneront pas d'ouvriers à la cause du socialisme, d'abord parce qu'il n'y en a plus depuis belle lurette, mais surtout parce qu'ils ont abandonné ce combat. Nous n'instruisons pas là un procès, nous procédons à un constat. La Gauche socialiste ne se détermine pas par rapport aux intérêts des salariés, des chômeurs, des sans-papiers, des sans-droits : elle se détermine par rapport à l'appareil du P.S.

LA « GAUCHE

SOCIALISTE »

Ainsi lors de la publication du livre de Pierre Péan sur Mitterrand, son passé et son présent pétainiste, qui monte avec Lang et Mermaz au secours du vieux Président ? Julien Dray. Julien Dray s'en explique d'ailleurs avec sincérité. Il a, dit-il en substance, fait de moi un député, je lui renvoie l'ascenseur (4)... Nous sommes quittes.

Qui soutient Rocard dans ses entreprises comme premier secrétaire du P.S. après qu'il succède à Laurent Fabius ? La Gauche socialiste. Mieux encore : au lendemain de la défaite électorale, Henri Emmanuelli propose Delors comme candidat du P.S. aux présidentielles, puis, lorsque ce dernier refuse d'y aller, qui soutient alors le candidat Henri Emmanuelli contre Jospin ? La Gauche socialiste... Dans ces batailles de cliques, de clans, la Gauche socialiste intervient. Non sur le plan des principes, mais pour conquérir des positions, des places. C'est le règne des combines.

Exagération ? Lorsque Lionel Jospin forme son gouvernement, il règle ses

comptes : ni la vieille garde la plus corrompue du mitterrandisme, ni la Gauche socialiste n'obtiennent de ministères. C'est le célèbre « droit d'inventaire ». Il faut que tout change pour que rien ne change.

Jean-Luc Melançon, inamovible sénateur, s'en émeut et, à la veille du congrès de Brest, alors que le gouvernement Jospin refuse de régulariser les sans-papiers, s'oppose au mouvement des chômeurs, inaugure au pas de charge (au mépris des engagements) les privatisations ; le leader de la minorité réclame, à la télévision, des ministres pour son courant ! Ah, qu'il était doux le temps où on pouvait dans un communiqué s'opposer (amicalement) à la politique de François Mitterrand et siéger comme Marie-Noëlle Lieneman, tous les mercredis, à la table du conseil des ministres...

« Nous sommes prêts à gouverner », clame Melançon. « Nous en sommes capables ». Procès d'intention ? La première sortie internationale du premier ministre vaut symbole. Les rites protocolaires sont « signifiants ». Donc, pour son premier voyage à l'étranger, Lionel Jospin vole avec quelques idées simples vers l'Afrique francophone compliquée. Il défend sa politique contre les travailleurs émigrés, puis poursuit son voyage pour Rabat. Dans la capitale du Maroc, il salue le roi-boucher malade et vieillissant, affirmant qu'on ne peut « regarder le présent avec les lunettes du passé ». Bref, il apporte son soutien au sanguinaire tyran Hassan II et à son nouveau premier ministre... socialiste. Pas un mot, **pas un**, sur les milliers de syndicalistes emprisonnés, et sur Abraham Serfaty qui exige de revenir vivre sur sa terre, le Maroc. La morale de Lionel Jospin ne s'embarrasse guère de ces détails. Qui l'accompagne dans cette délégation où officiels et chefs d'entreprise fourmillent ? Jean-

Luc Melenchon. « *C'est tactique* » nous objectera-t-il. Soit, soit, mais où est alors la déclaration du sénateur de l'Essonne se solidarisant avec Serfaty, exigeant son retour au pays ? Silence. Silence gêné...

On peut, comme Trotsky, croiser le fer avec Marceau Pivert qui dirigeait la « Gauche révolutionnaire » dans les années 30. Mais évoquer son nom suffit à mesurer le gouffre qui sépare un courant socialiste de l'actuelle Gauche socialiste qui, dans sa dernière université d'été, vient de se prononcer, cher camarade Revol, pour « l'économie sociale de marché », provoquant le fou-rire de Lionel Jospin et des dirigeants du C.N.P.F.

AU CŒUR DE LA GAUCHE

Nous ne dirons pas au camarade Filoche qu'il ment lorsqu'il prétend combattre au sein du P.S. sur les « valeurs » qui étaient siennes dans la Ligue ; simplement, Filoche filoute : être « au cœur de la gauche », c'est prétendre gauchir une politique qui ne peut l'être. Ainsi l'inspecteur du travail G. Filoche devient un conseiller technique des parlementaires socialistes, voire de Martine Aubry ; pour eux, il prépare des « amendements » techniques. Mais cette loi des « 35 heures » est une saloperie qui fait sauter toutes les conventions collectives, organise la baisse des salaires, l'annualisation du temps de travail, un terrible retour en arrière !

Caricature ? Le 6 octobre, *la Tribune* publie en bonne place les réflexions de M. Pierre Pitault, P.D.G. de Pitault Berry. L'homme n'est pas un gauchiste. « J'ai toujours voté R.P.R. » précise-t-il. Dans l'article, il explique les avantages de cette loi, appliquée dans son entreprise, pour augmenter la productivité, instaurer la flexibilité, contourner les syndicats, baisser les

salaires ; en conclusion, il s'interroge : « *Peut-on, tout en étant de droite, être contre un gouvernement qui réforme la taxe professionnelle et s'attaque aux scandales des tribunaux de commerce ? Jospin réalise ce qu'on attendait de Juppé...* ».

Ainsi, l'éloge de la social-démocratie, prononcé par Filoche ou par Revol, tourne court. Ce parti, comme le P.C.F., constitue l'effrayant vestige du passé, l'instrument le plus efficace du maintien de l'ordre capitaliste. Une police sociale et politique du capital. Prétendre, à l'intérieur, y travailler pour son redressement est une chimère. D'autant que **jamais le mouvement de mobilisation ouvrière ne repassera par ces formations, comme ce fut le cas par le passé.**

Les salariés utilisent ces formations, en certaines circonstances, répétons-le par défaut, sur le plan électoral, mais elles ne s'y engagent plus. Le Mitterrandisme à cet égard a levé toutes les illusions.

Il y aurait fort à dire encore sur le livre de Gérard Filoche. En travaillant à cet article, une hypothèse s'est formée, une conviction s'est forgée. Jean-Christophe Cambadélis en 1988 et Gérard Filoche en 1994 rejoignent le P.S. : l'un et l'autre ont poussé jusqu'à l'extrême les manifestations de dégénérescence et les impasses politiques de l'O.C.I. et de la Ligue. L'O.C.I. défend « *La République une et indivisible* », la « *démocratie* », « *les prérogatives des organisations syndicales* », la « *souveraineté de la nation* » et promeut un Parti des Travailleurs au programme minimum, n'évoquant pas le mot socialisme : Jean-Christophe Cambadélis et ses camarades ont filé au P.S. mener ce combat avec plus de profit électoral. Ils ont poussé jusqu'au bout la logique de Lambert. Nul complot élyséen n'était pour cela nécessaire. Quant à

Gérard Filoche et ses camarades, ils ont connu une évolution du même type. La Ligue se prononçait, se prononce encore, pour une « *vraie gauche* » « *radicale* », pour être « *la gauche de la gauche* », la formation « *extrême* » de l'union de la gauche. Ne voyant rien venir, Gérard Filoche a rejoint la « *vieille maison* » délabrée, pour atteindre plus vite cet objectif. C'est cohérent.

La réflexion sur ces deux expériences ne relève pas de l'anecdote, ni d'un goût pour de subalternes polémiques. Nous retrouvons là l'argument usé, éculé de l'efficacité. Les petites organisations ne sont pas « efficaces ». Allons donc dans les « grandes ». Parfois, l'histoire a le sens de l'humour.

G. Filoche, malgré les conseils éclairés de son ancien et nouveau camarade Henri Weber, également sénateur, malgré le « *cadre démocratique* » du parti socialiste, a du mal à se faire élire député (5). Et ce, au moment où, dans son ancienne Ligue Communiste, ce groupuscule « inefficace », sous la pression de la situation politique d'ensemble, se dessine, les dernières élections présidentielles et régionales l'attestent, la possibilité de résultats électoraux significatifs, et probablement aux prochaines élections européennes, d'élus ! C'est à n'y rien comprendre, sauf à penser avec Marx et Trotsky que, lorsque les idées s'emparent des masses, elles deviennent des forces matérielles.

Ce qui souvent est pénible chez les nouveaux convertis, c'est leur zèle. Changeant de dieu, ils multiplient, à l'excès, les manifestations d'adoration.

« *Me voilà donc en train de faire un certain éloge du PS en tant que principal "parti des salariés", qui devait avec Lionel Jospin revenir au pouvoir avant le trentième anniversaire de*

Mai 68 : l'éloge n'est pas pour sa gestion, ni ses hésitations à affronter le libéralisme, à rompre avec le capitalisme, comme chacun l'aura compris. Il s'agit plutôt du cadre offert à ceux qui veulent mener une vraie politique de gauche, concrète et capable d'offrir un réel débouché politique aux mouvements sociaux. Agir comme des militants, avec les salariés, au cœur de la gauche, pour changer celle-ci, pour faire triompher l'idée neuve d'un "vrai" socialisme. »

On ne pourra pas nous reprocher d'avoir lésiné sur les extraits. C'est que cette discussion n'est pas médiocre.

OSER POSER

LES PROBLEMES

THÉORIQUES

Que des cadres, des militants chevronnés quittent les rangs du mouvement révolutionnaire pour ceux de la social-démocratie ne peut s'expliquer seulement par des traits personnels, l'amertume, les désillusions. Il faut y ajouter la multitude des départs, sur la pointe des pieds, et surtout, image parlante entre toutes, l'âge des soldats encore en activité, pas seulement celui des capitaines !. 500 000 lycéens sont aujourd'hui dans les rues, et l'âge moyen des militants des organisations trotskistes atteint, voire dépasse, la barre des cinquante ans ! Les organisations de jeunesse de l'O.C.I., la L.C.R., l'A.J.S. et la J.C.R., qui rassemblaient des milliers de jeunes combattants, en organisaient des dizaines de milliers d'autres, ont disparu. Il n'est d'ailleurs pas indifférent que ces organisations de jeunes révolutionnaires aient fini par être dissoutes par les maisons-mères. Quand une formation politique a peur de la jeunesse, elle est virtuellement à l'agonie. La source de l'énergie, du renouvellement, est tarie.

Le mouvement trotskiste doit réfléchir à tout cela. Mais il ne s'agit pas de battre sa coulpe. Micro-appareils, gourous, activisme, intolérable régime intérieur ne peuvent s'expliquer par des circonstances particulières, des hommes particulièrement pervers. Le mouvement trotskiste a dû, après l'assassinat de Léon Trotsky, faire face à des urgences dans des circonstances historiques extrêmes (6).

Bien des camarades m'ont, sur cette question, manifesté leurs désaccords. Mais je signe et persiste. Tant que le stalinisme dominait, les sections décisives de la classe ouvrière internationale, s'appuyant sur des appareils étatiques policiers, tant que la lutte pour la survie de la IV^e Internationale se menait dans ces conditions, alors que « les trente glorieuses » permettaient à la classe ouvrière d'obtenir des résultats tangibles, des conquêtes réelles, des progrès limités mais effectifs, les groupes, les organisations de la IV^e Internationale ont pour l'essentiel borné leur action à maintenir un programme socialiste, sans pouvoir engager un travail théorique, politique, d'actualisation et d'approfondissement. Et cette situation s'explique d'autant mieux que, dans les années 50, la IV^e Internationale, comme cadre de discussion, a explosé. Nous avons donc hérité des « leçons de la révolution d'Octobre », du combat de l'opposition de gauche contre le stalinisme, des éléments programmatiques de la IV^e Internationale. Nous avons **traduit** en français ces textes, cet héritage. **Et nous en sommes restés là.** Car l'essentiel du combat se menait contre les staliniens, fossoyeurs de la révolution, de l'internationale, du socialisme. Sans doute peut-on considérer que le cours des événements, notamment dans les dix, quinze dernières années aurait pu être différent. Soit.

Que chacun y réfléchisse et apporte

ses éléments de réponse. Mais au bout du bout, il y a probablement une raison déterminante qui fait que c'est seulement **après la chute du mur de Berlin, après que ses premières conséquences se matérialisent à l'échelle du globe**, que commence seulement à se mener la réflexion théorique, celle que nous initions à *Carré Rouge*.

LA PLACE DE

LA RÉVOLUTION

D'OCTOBRE

Les rythmes de l'histoire sont lents, c'est ainsi, et que cela nous guérisse de toute prophétie « *d'imminence* » clamée à tort et à travers.

Répétons-le : nous nous sommes bornés « *à faire parler les textes sacrés* » comme d'autres prétendent faire tourner les tables. Nous avons défendu la Révolution d'octobre, sans dépasser la traduction en français de cette gigantesque expérience. « *En Russie le problème ne pouvait être que posé. C'est dans ce sens que l'avenir appartient au bolchevisme* ». (Rosa Luxemburg, *La Révolution Russe*). Quelle actualité, quelle modernité !

Les bolcheviques, les internationalistes, dans leur diversité, considéraient que la victoire d'Octobre inaugurerait le début de la révolution mondiale. Le début, l'amorce. Et rien, rien, ne pouvait aboutir positivement sans qu'en Allemagne, en France, en Angleterre, aux États-Unis, la révolution poursuive sa transformation civilisatrice, hors de quoi... la barbarie prospérerait. Il en fut ainsi, on le sait, par l'action de la social-démocratie, mais surtout et essentiellement du stalinisme. La défaite de la révolution allemande déboucha sur la victoire de Hitler et ses conséquences : la terrible Deuxième Guerre mondiale, et le renforce-

ment du stalinisme !

La IV^e Internationale, explosant dès le lendemain de l'assassinat de Léon Trotsky, a peu élaboré depuis Lénine, Rosa, Trotsky, Racovsky, etc. Pire, mobilisée, arc-boutée dans la lutte pour sa survie, toute tentative d'engager cette réflexion dans ses rangs était taxée de révisionnisme, vouée aux gémonies, stoppée avant d'être.

Le parti bolchevique a conduit l'Octobre victorieux dans des conditions historiques à ce point exceptionnelles, il a dû se cramponner pour résister à la contre-révolution armée à la limite de la survie, la formation du stalinisme fut si rapide, brutale, bestiale, que cette situation a objectivement (et subjectivement) marqué ceux qui ont résisté à cette violence.

Lénine, dans *la Maladie infantile* mesure le premier avec lucidité que la langue russe ne vaut rien pour conquérir le pouvoir dans les grandes métropoles industrialisées du capital. Relisons ce qu'il écrit, les craintes qu'il manifeste, non seulement contre les gauchistes allemands, hollandais, etc., mais également contre la direction de la III^e internationale, pour apprécier le chemin qu'il estimait devoir être accompli dans l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire qui vaille à Berlin, à Paris, à Londres et New York.

A PROPOS DE

LA DICTATURE

DU PROLÉTARIAT

Que ceux qui ânonnent les auteurs et les textes sacrés daignent y réfléchir. Il est vain d'attendre de Marx, Lénine, Luxembourg, Trotsky, des réponses toute faites. Répétition ne vaut pas solution. Elaborer, débattre, revisiter, n'est pas réviser. Nul n'entend réhabiliter Bernstein mais poser tranquillement les questions de la conquête du

pouvoir par la classe ouvrière, par les salariés, car « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes* ».

Marx, dans ses célèbres lettres à Kuegelman, au lendemain de la Commune, définit la nécessité, dans le combat contre la dictature de la bourgeoisie, de « la dictature du prolétariat » comme période de transition vers une société sans antagonisme, vers la société sans classes, donc sans violence. Il faut aujourd'hui s'interroger sur cette question fondamentale :

▮ Qui peut sérieusement soutenir, après le stalinisme, sa noire et sanglante nuit sur les peuples, qui peut aujourd'hui prétendre que cette stratégie, celle de la dictature du prolétariat soit encore fondée ?

▮ Qui peut penser que les classes ouvrières européennes, organisées depuis des siècles en partis, syndicats, défendant pied à pied les libertés, comme des acquis, des conquêtes, issues de la grande Révolution française, qui encore peut considérer que la classe ouvrière fera du socialisme son objectif, et pas seulement celui d'une avant-garde, sans que cette finalité lui garantisse **plus de libertés, plus de démocratie, un État par lui dirigé**, un État minimum, un État ouvrier démocratique chassant, traquant la bureaucratie et les bureaucrates comme ses plus dangereux ennemis, mais les combattant par les moyens de la démocratie. Candide au mieux, révisionniste au pire. J'entends d'ici les cris et j'attends les volées de bois rouge. Peut me chaut ; cette discussion doit se mener.

Les soviets dirigés par les bolcheviques, mais aussi les anarchistes qui alors marchaient main dans la main, durent procéder à la dissolution de la Constituante. C'est ainsi, et cela fut à la fois juste et nécessaire. Mais revenons sur les causes fondamentales de

cette situation. Elles ne tiennent pas à la chronologie historique, mais, en partie, au passé même de la très jeune classe ouvrière russe :

« *L'avant garde de notre classe ouvrière est le produit du capitalisme européen qui, déferlant dans un pays neuf, y a édifié des centaines d'entreprises formidables, organisées selon les derniers perfectionnements de la technique occidentale. Notre ouvrier, c'est le jeune barbare plein de force que n'a pas encore corrompu la civilisation capitaliste, qui n'est pas perverti par le confort et le bien-être, miettes de la table des exploiters des colonies, qui ne s'est pas encore laissé plier au joug de la légalité de l'ordre bourgeois. Il a pour ancêtres les paysans qui pillaient les maisons et les révoltes des seigneurs [...] Il ne ressemble ni au prolétaire d'occident dressé par deux siècles d'industries manufacturières et capitalistes, ni au semi-prolétaire de l'Inde et la Chine. Qui ne comprends pas ses "traits originaux" ne comprendra rien à ses merveilleuses réalisations, ne saisira pas l'essence de ce phénomène sociologique qu'est le parti bolchevique.* » (Préobrajenski)

Décidément, il faut lire, relire, le *Parti Bolchévique* de Pierre Broué dont est tirée cette citation.

N'est-il pas évident que la nature, la composition, l'histoire et l'expérience des prolétariats des vieux pays capitalistes diffèrent, du tout au tout, avec le tableau prodigieux que Préobrajenski nous livre.

La lutte pour que la classe ouvrière russe s'émancipe se menait avec un prolétariat minoritaire, sans histoire, sans passé, aux antipodes d'une classe ouvrière, dont l'histoire même, « des bras nus et enragés » de la Révolution française jusqu'à l'existence d'Internet, est reliée à une expérience dont la richesse, la complexité exigent une analyse, une réflexion particulière.

SOCIALISME, DÉMOCRATIE ET

LIBERTÉ

Les classes ouvrières européennes ont un passé de luttes sociales et politiques qui n'a rien à voir avec la virginité du jeune prolétariat russe des Romanov.

De surcroît, la classe ouvrière, les salariés plus généralement sont numériquement majoritaires ; si cette classe ouvrière est différenciée, mise à mal par le chômage de masse et la précarité, elle sera amenée à se rassembler pour défendre son existence, assurer sa survie face à la crise qui se développe. Ajoutons enfin que les sections nationales de cette classe ouvrière internationale intègrent plus ou moins clairement, mais intègrent, l'histoire mondiale de sa lutte contre le capital. À cet égard, il est absurde de penser que la révolution russe, la formation du stalinisme, lui soient indifférentes. La bourgeoisie, les appareils du P.S. et du P.C. en sont d'ailleurs parfaitement conscients. Il faut réformer le capitalisme, disent-ils, le réformer, le rendre plus supportable, mais pas le briser : voyez d'ailleurs ce qu'en Russie, dans les pays d'Europe de l'est, en Chine, au Vietnam, voyez ce que cela a donné ! La révolution conduit non seulement à l'échec économique et social mais aux dictatures sanglantes.

La question du socialisme ne se pose plus dans les termes où Marx et Engels l'abordaient, au lendemain de la Commune de Paris ; ni comme Lénine et les dirigeants de la III^e Internationale l'envisageaient, après 1917. Le stalinisme a fait depuis son sale boulot historique. Et nous sommes loin, très loin, d'avoir accompli notre devoir de deuil sur cette question déterminante.

La question de la démocratie pour le socialisme, par le socialisme, n'est pas une question de forme, de bons senti-

ments. C'est une question déterminante. Déterminante pour les militants révolutionnaires, au quotidien et dans l'absolu. Au quotidien, car dans toutes les luttes de classes, c'est le problème du contrôle par les travailleurs de leurs combats qu'ils doivent aider à résoudre : comités de grève, demain conseils ouvriers constituent la clef politique de toutes les luttes sérieuses contre le patronat, le gouvernement. Dans l'absolu, car le socialisme ce n'est pas la propriété collective plus la planification économique. En somme une affaire d'économistes et de techniciens. Le socialisme, c'est le développement immédiat, total, complet et permanent de toutes les libertés existantes et nouvelles pour, du village au sommet d'un État ouvrier et démocratique, organiser la production et les échanges, l'exercice du pouvoir politique au compte de l'immense majorité de la société.

La démocratie n'est pas un plus, mais le fondement, la garantie d'un tel processus. Une vitale nécessité. On peut parier, du moins imaginer que, demain, les soviets ne prononceront pas la dissolution de la Constituante comme en Russie, mais la convoqueront. L'organiseront. En détruisant l'appareil d'État de la bourgeoisie, la révolution devra garantir, élargir, développer toutes les libertés interdites par la propriété privée des moyens de production. **Le combat pour le socialisme ne peut se mener que sous le drapeau de la liberté.**

À cet égard notons, pour y revenir dans l'avenir, qu'il existe un lien entre démocratie, socialisme et régime intérieur, la conception même qui peut présider à l'existence d'organisations révolutionnaires. L'histoire du centralisme démocratique dans le mouvement ouvrier, dans le mouvement révolutionnaire reste à écrire. Il demeure qu'en dehors du moment de la Révolu-

tion d'octobre, quand la discipline procédait de la libre discussion dans l'action, de l'affrontement politique ouvert sans égard pour les titres (Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, etc.), jamais, jamais, cette forme d'organisation n'a fonctionné autrement que comme machine à normaliser, discipliner, militariser l'action et la pensée des militants. Là aussi, bien des camarades jugeront ces propos iconoclastes. Qu'importe. Là aussi, la IV^e Internationale a hérité dès sa fondation, dans sa difficile existence, des stigmates du stalinisme, et avant sa formation comme bureaucratie contre-révolutionnaire, des conditions mêmes de la vie politiques de la jeune révolution soviétique (cf. l'opposition ouvrière, Cronstadt, l'interdiction des fractions, etc.).

Il va naturellement falloir se coller avec ce problème théorique et politique si nous croyons possible, c'est le cas à *Carré Rouge*, qu'une grande formation révolutionnaire et socialiste, section d'une Internationale révolutionnaire, voit le jour.

Ainsi, foin d'éloges de la social-démocratie. Nous préconisons de nous attaquer aux problèmes théoriques et politiques de l'actualité de la lutte pour le socialisme. Loin de renoncer, nous préconisons d'avancer.

C'est le problème de la transition, du mouvement, des mots d'ordre qui l'incarnent et de la forme qui l'exprime. Avancer pour élaborer un programme pour les États-Unis socialistes et démocratiques d'Europe exige un tel travail collectif. C'est notre ambition.

Notes

1- *Histoire sans fin 68-98*, Gérard Filoche - Editions Flammarion.

2- Si nous nous autorisons cette remarque, qui peut choquer, sur le style, c'est que G. Filoche utilise la boursoufflure et l'emphase sans craindre le comique : « L'admirable Marie-

France Pisier »... Jean-Luc Mélançon « est si important »... Le P.S. « un extraordinaire parti »...

3- Nous reviendrons, dans un prochain numéro de *Carré Rouge*, sur cet aspect du problème de l'entrisme, son histoire, ses histoires.

4- Le livre d'entretiens croisés entre Julien Dray (député au PS) et François Baroin (député RPR)... sans rire ! *Chronique d'une différence*. (Éditions numéro 1)

5- Citation : « *Ainsi que me l'avait encore expliqué Henri Wéber, "Le P.S. c'est 100.000 membres dont 40.000 élus, l'un est élu et l'autre veut l'être, il n'y a que cela qui compte". Henri exagérait, mais pas tant que cela* ».

La relation par l'auteur de « sa campagne » électorale dans le P.S. pour être élu à la candidature est terrible. D'une drôlerie involontaire. Décidément, le ridicule ne tue pas.

6- Cf. le dernier numéro des *Cahiers Léon Trotsky* consacré au S.W.P. durant la seconde guerre mondiale est à cet égard, édifiant.

Samuel Holder,
militant de « Voix des
Travailleurs »

Une extrême-gauche bien vivante et en grande partie ouvrière commence à avoir une audience inusitée dans les couches populaires. Cela a été confirmé par les résultats des élections régionales. Mais ce fait s'est également révélé au cours de plusieurs luttes depuis le début de l'année. Il se traduit à un autre niveau par une influence plus grande dans un certain nombre d'entreprises. Le numéro de septembre de *Liaisons sociales/Magazine* consacre un article à cette extrême gauche qui « s'immisce dans le jeu syndical ». Son auteur Roch Sonnet écrit à juste titre dans sa conclusion : « Plus qu'une percée significative de l'extrême gauche dans le paysage syndical, c'est plutôt d'une plus grande capacité à se faire entendre qu'il faut parler. »

Mais le problème pour l'extrême-gauche n'est pas seulement d'être un courant d'opinion en progression qui se contenterait de jouer, de temps à autre, un rôle utile dans les mobilisations des travailleurs ou de la jeunesse. Il est de se transformer en un mouvement révolutionnaire cohérent, capable de formuler une politique pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Dans la situation inédite actuelle dont tout le monde aujourd'hui se plaît à reconnaître l'existence, la tâche des militants d'extrême-gauche est de contribuer à créer les conditions de l'apparition sur la scène politique et sociale, d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Se dégager des formules du passé pour penser les tâches d'aujourd'hui

« Comprendre, c'est dépasser. » Hegel

Accomplir ce passage vers un tel parti ne supposera pas seulement beaucoup d'efforts et de détermination pour les révolutionnaires

mais aussi une capacité à rompre avec les schémas et les formules stéréotypées auxquels ils s'étaient accoutumés et qui sont à présent au-

tant d'obstacles à la réalisation de leur but. Cet article vise à aborder quelques aspects de cette rupture nécessaire.

**CE QUE SEUL
LE MOUVEMENT
TROTSKYSTE
PEUT APPORTER
ET CE QU'IL DOIT
DÉPASSER**

Depuis plusieurs décennies le mouvement trotskyste a été le seul à être capable de défendre un programme révolutionnaire internationaliste au prix de très grandes difficultés. Il peut en être légitimement fier. Par fidélité constante aux idées conformes aux perspectives historiques de la classe ouvrière, bien des groupes trotskystes se sont arc-boutés à ce programme, même si certains d'entre eux ont été fascinés momentanément par le titisme, le maoïsme, le castrisme ou le guevarisme. Aussi émiétté soit-il, seul le mouvement trotskyste a été capable de maintenir des noyaux de militants ouvriers politiques dont les convictions communistes internationalistes sont intactes. Seul le courant trotskyste a été en mesure de transmettre, en dépit de ses faiblesses et de ses errements, des références fondamentales, des idées constituant le ciment nécessaire à tout programme révolutionnaire pour notre époque.

Mais la fidélité au programme et aux idées défendues par Trotsky et l'Opposition de gauche de 1923 à 1940 a pris bien souvent dans son expression un caractère abstrait pour ne pas dire scolastique. Les raisons fondamentales sont les suivantes : dans sa situation objective, le mouvement trotskyste n'était pas en mesure de

surmonter ses divisions et de s'enraciner dans la classe ouvrière. De ce fait la plupart des militants pouvaient difficilement, dans des conditions politiques et sociales qui leur étaient le plus souvent contraires, échapper à la tendance consistant à plaquer artificiellement des formules extraites notamment du Programme de transition, pour tenter à toute force de jouer un rôle.

Y compris pour analyser des phénomènes nouveaux comme l'effondrement de l'URSS, la référence mécanique à des analyses de Trosky détachées de leur contexte et de la signification d'ensemble de ses raisonnements, a rendu cette réalité opaque à bien des militants trotskystes. De façon unilatérale, les uns s'attendaient tellement à une « révolution politique » que tous les événements étaient passés au crible de cette seule grille d'interprétation. Ils se sont aperçus beaucoup plus tard que la révolution politique ne s'était pas produite mais que par contre une contre-révolution sociale s'est accomplie. A l'inverse, mais en procédant des mêmes raisonnements rigides qui ne colleront jamais bien à une réalité mouvante et contradictoire, certains se sont obstinés jusqu'à aujourd'hui, à nier la victoire du capitalisme qui a détruit l'économie de l'ex-URSS ; et cela sous prétexte qu'un marché semblable à celui des pays capitalistes riches n'y fonctionne toujours pas. Détacher un critère pour en faire un instrument d'appréciation absolue d'un phénomène conduit toujours à des résultats étranges.

Le mouvement trotskyste ne fera pas l'économie d'une critique approfondie de ses illusions, de ses déconvenues et de ses mésaventures intellectuelles et militantes. En comprendre les raisons lui permettra de

jouer un rôle décisif dans l'avenir. Dans cette optique il lui faut dépasser sa tendance habituelle et toujours récurrente d'avancer « le programme », en espérant que les masses le « reconnaîtront » un jour et porteront du même coup les trotskystes à leur tête.

Il n'est pas concevable de redonner vie à un mouvement marxiste révolutionnaire en prise sur la lutte de classe, sans un effort collectif pour élaborer les analyses et les formulations adéquates pour affronter nos tâches actuelles.

**LA CRISE DE L'HUMANITÉ
SE RÉDUIT-ELLE À
LA CRISE DE
LA DIRECTION
DU PROLÉTARIAT ?**

Les problèmes ne se posent pas dans les mêmes termes qu'à l'époque du Programme de transition rédigé par Trotsky en 1938, qui commençait par la phrase bien connue : « *La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique du prolétariat* ». A l'époque il existait un mouvement ouvrier international de masses ayant vécu ou gardé en mémoire l'expérience de plusieurs révolutions et contre-révolutions. Sur la base de ces expériences se posait avant tout le problème aux militants de la Quatrième Internationale de gagner concrètement l'avant-garde du prolétariat à une politique juste. La situation actuelle du mouvement ouvrier n'a rien à voir avec celle des années trente. Avec le processus d'effondrement du stalinisme, qui est très avancé mais pas encore achevé, le mouvement ouvrier se trouve fortement désorganisé, déboussolé,

alors que l'offensive du patronat s'intensifie.

Aujourd'hui ce ne sont pas tant les tâches de direction du prolétariat qui se posent aux révolutionnaires que le problème de contribuer efficacement à la renaissance à tous les niveaux d'un mouvement ouvrier organisé. Vouloir appliquer quasiment à l'identique les formules du Programme de transition qui correspondaient à une période de grands bouleversements révolutionnaires et contre-révolutionnaires, serait parfaitement stérile.

En effet la période actuelle reste pour l'essentiel une période de recul mais où commencent à se mettre en place les conditions d'un renouveau du mouvement ouvrier. Le poids social de la classe ouvrière n'a pas diminué mais elle ne peut plus compter comme autrefois sur des partis et des syndicats bureaucratisés assurant jusqu'à un certain point sa défense. L'encadrement militant réformiste social-démocrate ou stalinien se dilue au fil des années. Le problème n'est pas celui de la « crise de la direction » du prolétariat mais celui de la crise générale du mouvement ouvrier et de ses organisations. De ce point de vue, la classe ouvrière est plus démunie que jamais et se retrouve affaiblie par des décennies de stalinisme et de réformisme social-démocrate. D'un autre côté, il y a aussi moins d'obstacles entre elle et les révolutionnaires qui ont été maintenus sur ses marges pendant longtemps. Les révolutionnaires doivent relever un défi beaucoup plus considérable et accomplir des tâches beaucoup plus vastes, sans bluff, sans impatience mais aussi sans rester en dessous des possibilités qui se présentent déjà à eux.

Bien des travailleurs commencent à prendre conscience que des luttes

difficiles et de grande ampleur seront indispensables pour briser l'offensive des capitalistes. Il en découle le besoin de s'organiser à tous les niveaux. Pour mener de tels combats, ils auront besoin d'idées, d'un programme, d'hommes et de femmes de différentes générations, résolument engagés aux côtés de la classe ouvrière jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie et la destruction de son appareil d'Etat. Il n'y a pas de voie toute tracée et d'étapes prévisibles pour que ces hommes et ces femmes se regroupent et constituent un parti. Encore faut-il, sur cette question aussi, renoncer aux idées toutes faites du passé.

Y-A-T-IL UNE « AVANT-GARDE » NATURELLE, POTENTIELLE ET CLAIREMENT LOCALISÉE

Pendant longtemps les différents groupes trotskystes étaient à la recherche de « l'avant-garde ». Certains considéraient que les militants syndicaux et ceux du PCF constituaient une telle avant-garde, plus ou moins potentielle. Mais du fait de l'influence réduite des révolutionnaires dans les entreprises, ces militants du PCF étaient surtout en avant-garde pour empêcher les révolutionnaires de pénétrer dans les rangs de la classe ouvrière et de jouer un rôle dans ses luttes.

Quoi qu'il en soit, ce concept d'avant-garde ne fait aujourd'hui qu'embrouiller la question des tâches à accomplir par les révolutionnaires. Le mieux pour eux est d'appréhender le monde du travail globalement, sans *a priori*. Ils doivent prendre en compte que tous les tra-

vailleurs qui ne veulent pas subir leur sort ont besoin de s'organiser et qu'il serait absurde de fixer *a priori* des limites au nombre et au type de travailleurs susceptibles de s'organiser à tous les niveaux, et en particulier au sein d'un parti révolutionnaire.

Il faut souhaiter que la future avant-garde de la classe ouvrière soit la plus large possible, sans commencer déjà à procéder dans sa tête à on ne sait quelle sélection des « meilleurs ». La future avant-garde ouvrière ne se situe pas plus chez les chômeurs, chez les sans-papiers, chez les jeunes précaires, chez les vieux travailleurs menacés de licenciement, chez les militants du PCF que chez les ouvriers ou ouvrières non organisés. Toutes les catégories de travailleurs contribueront à l'émergence d'un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie car le système capitaliste brasse toutes les catégories, de sorte que la « conscience » n'est pas plus l'apanage de l'une plutôt que d'une autre.

A cela il faut ajouter que les marxistes révolutionnaires auraient tort de se considérer *a priori* comme l'avant-garde de l'avant-garde. Outre le ridicule d'une telle posture, il vaut mieux laisser les travailleurs en juger sur pièces aux travers des durs combats qui attendent tous ceux qui veulent œuvrer à la destruction du système capitaliste. De toute façon nous n'aurions aucune chance de nous lier solidement aux travailleurs, de comprendre leurs aspirations et d'établir des liens de confiance avec eux en restant prisonniers de comportements élitistes et de discours qui veulent en imposer en parlant de « cadres », de « révolutionnaires professionnels » ou « d'avant-garde ». Formellement, ce vocabulaire fait terriblement « léniniste » mais il tourne le dos au bolchevisme réel et dé-

coule d'une lecture formelle de *Que faire ?* déformée par le stalinisme.

OPPORTUNISTES,

CENTRISTES, PETITS-

BOURGEOIS,

OUVRIÉRISTES ET

ANATHÈMES

La division du mouvement trotskyste en de multiples groupes et tendances ne facilite pas la perception d'une réalité politique et sociale nouvelle avec un œil neuf. Chaque groupe a exploré une voie politique et a eu ses propres modes de recrutement et d'implantation. Le mode de relation habituel entre les groupes a été plus celui d'une concurrence plus ou moins hostile que celui d'une émulation fraternelle. Cela n'a pas permis la confrontation fructueuse des points de vue ni la mise en commun des expériences.

Pour justifier son existence séparée et même pour attribuer à d'autres qu'à soi-même l'état de fragmentation du mouvement révolutionnaire, il est évidemment commode de se considérer comme le noyau de l'avant-garde, la nouvelle direction révolutionnaire d'une pureté immaculée ou d'un pragmatisme sans égal. Ce sont toujours les autres qui ont failli, qui ont pêché par ouvriérisme ou par opportunisme petit-bourgeois. Certes, cela sonne tout à fait « trotskyste » de qualifier d'autres groupes d'opportunistes, d'ouvriéristes, de centristes de droite, ou de gauche pour les moins malchanceux. Trotsky a utilisé tous ces qualificatifs dans un contexte historique donné, de façon à la fois précise et nuancée, et en aucune manière comme des anathèmes stérilisants.

Dans tous les cas, Trotsky visait en utilisant de tels termes à cerner une réalité politique en mouvement afin de mieux définir des tâches concrètes pour les militants. L'utilisation de ces notions est devenue à notre époque, au moins pour un temps, passablement vide de sens car fondamentalement dominée dans leur emploi par le sectarisme, l'esprit de chapelle qui se complait dans son isolement et doit bien justifier son existence séparée par des considérations pseudo-politiques sur les autres tendances.

La clarification des tendances au sein du mouvement ouvrier comme du mouvement révolutionnaire s'opère actuellement d'une manière dont ne peuvent rendre compte utilement les termes d'opportunisme, d'ouvriérisme ou de centrisme. Les prises de conscience en cours actuellement modifient profondément le paysage politique et rendent périmées bien des caractérisations qui pouvaient être naguère justifiées. La situation est en voie de clarification au sein du mouvement révolutionnaire. Tous les militants d'extrême-gauche sur qui ne s'exerce pas la force d'attraction des partis gouvernementaux, qui sont en rupture ouverte et déclarée avec le gouvernement, qui se considèrent plus que jamais comme des militants révolutionnaires, sont amenés dans les circonstances présentes à se situer de fait sur le terrain du monde du travail. Et ils seront amenés à collaborer ensemble.

LA FIN DES TOURS

D'IVOIRE POUR QUE

L'EXTREME-GAUCHE

OUVRIERE JOUE

PLEINEMENT SON ROLE

Cela ne règle pas toutes les questions essentielles bien sûr. Car ces militants peuvent se situer sur le terrain de la classe ouvrière de façon plus ou moins confuse. Par peur de passer pour des archéo-marxistes, ils peuvent ruser avec les mots en appelant « mouvement social » un mouvement ouvrier composé de travailleurs avec ou sans emploi, avec ou sans logis, avec ou sans papiers. Or ce mouvement ouvrier, il est nécessaire de le penser non pas comme l'addition de mouvements autonomes et disparates mais comme un tout ayant sa cohérence de classe face à la bourgeoisie.

Ces militants peuvent appeler « libéralisme » le capitalisme pour faire moderne, mais ce faisant, ils substituent un terme prêtant à confusion à un terme extrêmement clair scientifiquement et, qui plus est, compréhensible par n'importe quel travailleur. Les mots qu'on emploie révèlent des choix d'analyse et des choix dans la façon d'intervenir dans la pratique. Ils ne sont pas sans incidence importante sur la conscience de chacun, sur le rôle militant qu'on joue et sur le programme qu'on avance.

En revanche, le commentaire pointilleux, formellement fidèle à un langage révolutionnaire, cherchant éternellement des justifications dans le passé, cherchant à tout définir de façon figée pour partager le bon grain révolutionnaire de l'ivraie opportuniste ou centriste, ce commentaire éternel des écrits et des actes des autres n'est qu'une vaine occupation dans la mesure où on ne se plonge pas soi-même dans la mêlée des luttes sociales, dans les débats avec d'autres courants révolutionnaires.

Il est très compréhensible que pendant toute une période, une partie des révolutionnaires se soient préoccupés avant tout de se délimiter des

réformistes et de tous ceux qui s'y adaptaient par trop au sein de l'extrême-gauche. Il est très compréhensible qu'une autre partie des révolutionnaires se soient préoccupés avant tout d'intervenir dans le mouvement ouvrier tel qu'il était avec ses déformations bureaucratiques et ses illusions réformistes. Cela n'a pas été pour certains sans une perte d'affirmation des idées révolutionnaires « pour ne pas se couper des masses ».

Mais aujourd'hui le temps est venu pour tout le monde, sans renoncer en aucune façon à son identité de révolutionnaire et sans renier ce qu'il y a de meilleur dans son héritage politique, de lui donner enfin un contenu réel. Cela implique de sortir de sa tour d'ivoire pour vérifier la validité de ses idées dans le feu de la confrontation démocratique avec d'autres révolutionnaires et dans la vérification militante pratique qui devient possible à une échelle inconnue depuis longtemps. Une telle vérification n'est possible qu'en agissant dans un cadre large regroupant les diverses tendances marxistes révolutionnaires.

FRONT UNIQUE, OPPOSITION SYNDICALE ET MÉTHODE TRANSITOIRE

Pendant la période de boom économique et même au-delà, la meilleure des propagandes révolutionnaires n'était pas capable de dégriser les masses de leurs illusions dans les partis de gauche et les appareils syndicaux. Tout au plus l'extrême-gauche dans les années soixante-dix et le début des années quatre-vingt était-elle considérée par une partie des travailleurs comme un aiguillon

sympathique, utile pour que la gauche n'oublie pas ses promesses. Mais les travailleurs ne comptaient pas sur elle pour défendre leurs intérêts.

Les effets conjugués de la crise et des plans d'austérité menés tambour battant par la gauche au gouvernement ont changé complètement la donne. Lorsque des militants trotskystes parlaient dans la période précédente de « front unique », c'était inévitablement une formule creuse qui a fini par se transformer pour l'OCI en un gadget politique justifiant le suivisme à l'égard des appareils du Parti socialiste et de FO.

Aujourd'hui la question du front unique de tous les exploités face au patronat, à l'Etat et face à la menace de l'extrême-droite se pose en termes concrets aux révolutionnaires. Bien des travailleurs peuvent observer qu'ils sont restés fidèles à leur poste et fidèles à leurs convictions, ce qui leur donne une position politique forte. Et eux seuls sont en mesure de catalyser toutes les énergies du mouvement ouvrier et de la jeunesse pour constituer un tel front de classe.

Ce positionnement nouveau modifie la façon dont les révolutionnaires intervenaient dans les syndicats ou dans les luttes ouvrières. Etant minoritaires et systématiquement contre-carrés par les bureaucrates syndicaux, ils agissaient en opposants plus ou moins à contre-courant, et une partie d'entre eux estimaient nécessaire de construire des oppositions structurées au sein des syndicats. Les choses ne se présentent plus dans les mêmes termes. Les révolutionnaires ont acquis des positions dirigeantes dans certains syndicats locaux, souvent par défaut mais aussi grâce à leurs qualités de militants reconnues par les travailleurs.

De ce fait, c'est davantage une opposition ouvrière large au gouvernement et au patronat qu'ils sont en position de construire en entraînant dans cette voie nombre de syndicalistes de gauche, plutôt que des oppositions syndicales artificielles.

De même dans les mouvements, les révolutionnaires ne sont plus condamnés à être des « oppositionnels de service », rongant leur frein en s'alignant plus ou moins sur les directions syndicales ou montant au créneau pour proposer un comité de grève, en parvenant rarement à ce qu'il voie le jour. Le recul du stalinisme et du poids des appareils réformistes en général fait que la démocratie ouvrière peut renaître aisément dans toutes les luttes si les révolutionnaires s'en font sans complexe les ardents propagandistes. Grâce à leur intervention, la démocratie dans une lutte ne peut pas être le champ de manœuvres ou de tromperies bureaucratiques. Cette démocratie prend un contenu de classe. Elle prend la forme d'assemblées générales souveraines, de comités de grève élus, de collectifs, de coordinations, peu importe le nom. Elle permet aux travailleurs de comprendre les positions en présence, l'état du rapport des forces pour agir et décider en connaissance de cause. Elle libère leur énergie et leur permet de tisser des liens très solides entre eux.

Ce qu'une partie du mouvement trotskyste appelle « la méthode transitoire » avait en général un caractère abstrait et pour tout dire métaphysique. Indépendamment de luttes réelles et de toute intervention de leur part dans ces luttes, bien souvent en toute méconnaissance du niveau de conscience des travailleurs, ces militants s'appliquaient à définir un programme de transition pour

notre époque. La tentation reste grande pour certains d'entre eux, surtout depuis le succès de la candidature d'Arlette Laguiller en 1995, de brandir un plan d'urgence comme un talisman susceptible d'unifier la classe ouvrière. Il est improbable que les travailleurs dans leur ingratitude « reconnaissent » de tels plans ou de tels programmes de transition comme le leur.

C'est une question de méthode et c'est une question de rupture avec les formules toutes faites, conçues à l'écart des travailleurs par des « avant-gardes » autoproclamées. Cependant la formulation d'un programme traçant des perspectives pour la classe ouvrière est une tâche fondamentale, urgente pour tous les révolutionnaires. Aucun combat ne pourra se mener utilement sans un tel programme. Mais son élaboration requiert le concours de toutes les tendances révolutionnaires et des travailleurs les plus conscients.

**FORMULER UNE
POLITIQUE POUR
L'ENSEMBLE
DU MOUVEMENT OUVRIER
ET FRANCHIR UNE ÉTAPE**

Aucune tâche correspondant aux exigences de notre époque ne peut être menée à bien par une seule tendance. La collaboration s'impose dans tous les domaines, notamment les discussions, la presse et les luttes. Les révolutionnaires sont en bonne position pour tracer des perspectives aux travailleurs en rupture avec la gauche plurielle. Ils sont en position de faire pénétrer les idées marxistes révolutionnaires en profondeur au sein de la classe ouvrière.

Se frayer un chemin vers cette fraction du monde du travail qui rompt avec le réformisme ou qui s'éveille à une politique de classe est une tâche collective qui concerne tous les révolutionnaires sans exception. L'extrême-gauche est devant une étape qu'elle doit franchir pour lui permettre d'être une force politique décisive pour le monde du travail. C'est une mutation difficile, douloureuse, qui engendre encore beaucoup de scepticisme et d'hésitations. Car tant que tous les révolutionnaires n'ont pas réussi à accéder à une claire conscience de leurs tâches et de ce qui est à leur portée, leur passé militant au sein de petits groupes en concurrence les rattrape. Leur passé maintient encore en vie pour un temps les querelles de chapelles, les vieux débats et les vieilles formules.

Il fait obstacle à la compréhension de la situation nouvelle dans laquelle nous sommes placés et qui nous donne des responsabilités considérables.

Pour y parvenir, la discussion et la réflexion théorique doivent être menées à bien publiquement, avec tous ceux qui y sont prêts. Les débats peuvent prendre à présent un autre caractère que celui, traditionnel dans l'extrême-gauche, de joutes oratoires où chacun campait sur les positions de « son organisation » sans rien attendre de la discussion. Les débats qui s'ouvrent actuellement, et notamment celui lancé par *Carré Rouge* sur l'Europe, prennent un contenu constructif d'un mouvement révolutionnaire fédérant toutes les tendances. Ils prennent un contenu constitutif d'un programme permettant de renforcer le camp des travailleurs et de contribuer à la préparation de leurs luttes.

La combinaison entre débats, collaborations diverses et interventions communes dans les luttes permettra à l'ensemble du mouvement révolutionnaire de se dégager des formules du passé, de se libérer des carcans intellectuels que la situation historique antérieure lui imposait. Elle permettra de redonner à la méthode marxiste toute sa vitalité et sa force d'intervention dans la lutte de classe.

L'héritage politique commun à tous les marxistes révolutionnaires est fondamental. Nous situons nos débats et notre action dans la perspective de la lutte démocratique des travailleurs à l'échelle internationale pour supprimer la propriété privée, détruire les appareils d'Etat et permettre à l'humanité de vivre dans une société socialiste à l'échelle mondiale. Toutes nos idées et tous nos actes doivent procéder de cet objectif. C'est ainsi que tout ce qui faisait écran entre les travailleurs et les révolutionnaires disparaîtra et permettra la réalisation effective de cet objectif historique.

Après avoir publié, dans le numéro 8, de larges extraits de la "proposition de plate-forme révolutionnaire minimale" élaborée par un groupe de marxistes révolutionnaires iraniens, nous livrons ici, comme prévu, une première contribution à sa discussion. Les points abordés dans le texte qui suit sont limités à certains thèmes de la plate-forme, qui ont pour "particularité" d'être déjà en débat dans notre revue : différents articles des numéros précédents en ont traité tel ou tel aspect, et les premières journées d'études de Carré Rouge, tenues en juin dernier, ont notamment été l'occasion d'échanges sur "socialisme et démocratie". Le débat avait alors été introduit par plusieurs contributions, exprimant en partie des approches et points de vue différents. Cet article se veut donc un apport - nécessairement "partisan" - à une discussion dont nous souhaitons qu'elle soit poursuivie, avec les camarades iraniens comme à Carré Rouge et au-delà.

Socialisme, démocratie et organisation

Premières réflexions sur la plate-forme des camarades iraniens

SOCIALISME

ET STALINISME

La plate-forme commence par « *ce que signifie le socialisme* », en signalant que « *le programme socialiste se définit inévitablement par ses buts socialistes* ». Sur cette base, elle af-

firme : « *Nous ne pouvons pas attendre de tendances en désaccord avec les buts élémentaires du socialisme qu'elles s'unifient et établissent une nouvelle alliance de la gauche révolutionnaire (...) Ceux qui appellent ce bloc (l'ex-URSS et ses satellites, la Chine, Cuba, etc.) "socialis-*

te”, et n'ont pas encore révisé cette position, ont à notre avis démontré en pratique qu'ils n'ont pas leur place au sein de la gauche révolutionnaire ».

Pour abrupte qu'elle soit, une telle définition est néanmoins tout à fait justifiée. Un projet marxiste révolutionnaire, s'il est sérieux, doit en effet obligatoirement être établi en positif : nous nous organisons sur la base de ce que nous voulons, de ce pour quoi nous luttons (le socialisme, qu'il faut donc définir), et pas seulement en opposition, même radicale, au système capitaliste. Cela peut paraître évident, mais cette évidence n'est pas nécessairement admise dans les faits. La méthode qui consiste à se définir comme « anticapitaliste » sans (oser ?) mettre en avant sur le même plan le combat pour le socialisme, comme à poser les problèmes de la construction révolutionnaire non en partant des objectifs généraux, des principes, mais de questions d'ordre tactique circonstancielles telles que le contenu d'un plan d'urgence ou une orientation syndicale, a un certain nombre d'adeptes. Une seconde raison renforce la validité du point de départ adopté pour la rédaction de cette plate-forme : aucun révolutionnaire socialiste « digne de ce nom » ne peut plus aujourd'hui, alors que nous mesurons toute l'étendue du travail de destruction de la conscience et de l'organisation du mouvement ouvrier accompli par le stalinisme, faire abstraction de son bilan et des multiples enseignements à en tirer ; il est théoriquement et pratiquement impossible d'œuvrer efficacement à rouvrir la perspective socialiste, si l'on ne produit pas un effort afin de comprendre et donc pouvoir expliquer ce qu'ont été (et restent dans certains pays) les systèmes bureaucratiques se revendi-

quant frauduleusement du socialisme, et d'être ainsi en mesure de s'en démarquer de façon absolue. C'est pourquoi il faut aussi souscrire à l'appel des camarades iraniens à mener un tel débat. C'est d'autant plus nécessaire que beaucoup de conceptions véhiculées par le stalinisme ont déteint sur le mouvement révolutionnaire, y compris de filiation trotskyste. L'un des problèmes les plus graves est la déformation étatique de la perspective socialiste qui continue de marquer à différents niveaux de nombreux marxistes révolutionnaires : l'étatisation ou la nationalisation sont considérées, sinon comme un but en soi, du moins comme des mesures intrinsèquement positives, allant nécessairement dans le sens de l'émancipation des travailleurs. L'effondrement de l'ex-URSS n'a pas suffi à balayer une telle conception. Les effets dramatiques de la restauration capitaliste, tels que l'on peut les observer actuellement, contribuent même à redonner vigueur à l'idée selon laquelle le système de propriété étatique qui prévalait jusqu'en 1991 constituait malgré tous ses travers un « acquis » du mouvement ouvrier. Cette appréciation repose sur des éléments de sens commun indéniables : si l'on fait abstraction du problème des libertés (mais peut-on le faire ?), les travailleurs russes vivaient mieux avant. Elle esquive cependant le problème du terrible coût, principalement humain (mais aussi écologique), de ces « conquêtes » : terreur et massacres de masse, utilisation à grande échelle du travail forcé et quasi-esclavagiste. Et elle ne prend pas non plus en considération le fait que la brève période pendant laquelle les conditions matérielles d'existence des travailleurs soviétiques ont réellement progressé a, en gros, cor-

respondu avec le boom d'après-guerre de l'économie capitaliste mondiale (les « trente glorieuses »), au cours duquel la situation des masses s'est aussi améliorée relativement à l'Ouest, et même dans une série de régions du Sud. De ce point de vue, ceux des révolutionnaires qui cultivent la nostalgie de l'URSS ont d'ailleurs une position et une attitude symétriques de celles des « antinéo-libéraux » nostalgiques de l'Etat-providence et de son rôle de « régulation » dans les pays capitalistes développés. Les uns et les autres ont les yeux tournés vers un passé révolu, alors que la tâche est de reconstruire une perspective authentiquement socialiste, basée sur l'auto-activité et l'auto-organisation des masses, et donc débarrassée de l'illusion étatique qui a bloqué pendant des décennies l'émancipation des travailleurs et a ainsi, en fin de compte, laissé la voie libre au capitalisme « globalisé », libéral ou mafieux qui sévit désormais.

Cette conception a aussi tous les défauts d'une analyse statique, « photographique », qui ne se pose pas la question de rechercher les origines de la situation actuelle dans le système antérieur et sa dynamique. L'Etat soviétique (et les autres Etats de même type) représentait-il une forme de barrage au capitalisme, ou bien son cheval de Troie ? La plate-forme des camarades iraniens apporte là-dessus l'éclairage nécessaire : « *La révolution russe a été défaite aux environs de 1924, mais la contre-révolution n'est pas parvenue alors à imposer une marche arrière allant jusqu'au rétablissement du capitalisme. Elle eut pour résultat le maintien d'une exploitation collective du prolétariat sous le nom de socialisme et d'économie planifiée. Ainsi, au lieu que se développe une avancée vers*

le socialisme, la période de transition fut prise dans une spirale bureaucratique régressive, conduisant peu à peu à un retour au capitalisme. Les stimulants matériels et financiers dans la production se développèrent graduellement et, en fin de compte, les conditions pour le retour au capitalisme prévalurent».

LA DÉMOCRATIE DIRECTE DANS LA TRANSITION AU SOCIALISME

Cette claire délimitation de tout fétichisme étatique mène à une conclusion très importante, de valeur stratégique pour le programme du socialisme révolutionnaire : « *La seule garantie de mener à bien cette transition et de parvenir à la société communiste réside dans la nature politique de l'Etat. C'est précisément pour cette raison que l'on ne peut pas parler de société de transition lorsque ce pouvoir a été arraché des mains du prolétariat. Une telle société ne peut que revenir au capitalisme* ». Et encore : « *Ce qui garantit une telle transition n'est pas le pourcentage de propriété étatique, mais la domination des organes d'autogouvernement des producteurs, les soviets* ».

La plate-forme définit les conditions qui doivent permettre de garantir cette nature révolutionnaire socialiste de l'Etat : dans la sphère politique, prédominance des formes de démocratie directe des masses, lesquelles supposent l'existence du multipartisme ; dans la sphère socio-économique, développement de la socialisation c'est-à-dire de la maîtrise du processus de production par les travailleurs eux-mêmes, l'étatisation représentant dans cette voie un moyen sans doute nécessaire mais nulle-

ment une garantie. Le « semi-Etat » des travailleurs déperira dès son instauration et permettra ainsi d'avancer vers la disparition des classes sociales et la fin de toute oppression à ces deux conditions, qui de plus sont largement interdépendantes : « *Pendant la période de transition, la propriété d'Etat doit évoluer graduellement et consciemment vers la propriété sociale. Le niveau de ce développement est étroitement lié au niveau de démocratie dans les conseils. Sans les plus larges droits démocratiques dans les conseils, non seulement la propriété d'Etat ne signifiera aucune transition vers le socialisme, mais elle renforcera une bureaucratie collective* ». Deux conditions auxquelles s'ajoute une troisième, que la plate-forme ne manque pas non plus de signaler : l'extension de la révolution, indispensable puisque le socialisme ne peut être construit qu'à l'échelle internationale.

Il est important de souligner que ces considérations ne résultent pas de déductions purement abstraites, mais s'enracinent dans l'expérience du mouvement ouvrier, en particulier celle de la révolution russe, seule tentative socialiste révolutionnaire consciente et qui ait été brièvement victorieuse au cours de ce siècle. La dégénérescence de cette révolution, dont les effets continuent pour une large part à modeler la situation mondiale, en particulier celle du mouvement ouvrier, a été le résultat d'une combinaison de causes objectives et subjectives qui ont fait que toutes les conditions justement énoncées dans la plate-forme, après avoir paru être à portée de main, ont finalement disparu et se sont retournées en leur contraire : échec puis recul de la vague révolutionnaire socialiste en Europe ; extinction des organismes

de démocratie directe et fin du multipartisme ; développement de la gestion bureaucratique de l'économie au détriment de la gestion directe par les travailleurs ; renforcement de l'appareil d'Etat au lieu de son dépérissement (1).

Les camarades iraniens insistent à juste titre sur le fait que « *les individus socialistes ne seront pas créés par la force* », et donc sur la nécessité de développer dans la société de transition une démocratie politique qui soit bien plus étendue et profonde que celle pouvant exister sous le capitalisme. Mentionnant le besoin « *d'autres organes démocratiquement élus, représentant, aux côtés des soviets de travailleurs, d'autres secteurs et couches de la société* », ils évoquent « *une solution (qui) pourrait être la création d'un parlement élu* ». Ce problème complexe (comme les camarades le reconnaissent eux-mêmes) a suscité nombre de débats dans le mouvement socialiste révolutionnaire, en particulier à la suite des réflexions de Rosa Luxemburg sur la dissolution de l'Assemblée constituante par le pouvoir des soviets, après la révolution d'Octobre 1917. Une autre contribution à la discussion de cette plate-forme pose le cadre méthodologique dans lequel une réponse doit être recherchée : « *proposer des corps représentatifs de type parlementaire impose une réflexion préalable sur les problèmes de la délégation politique et de la participation effective des masses à une "démocratie de type nouveau"*. *La transition socialiste est indissociable de l'élargissement de la démocratie par en bas, de la démocratie directe, de la prédominance du social sur le politique et de la disparition ou absorption progressive de l'Etat* » (2).

On ne peut pas en effet perdre de

vue que le parlementarisme constitue l'une des formes les plus achevées de la délégation de pouvoir, donc un puissant facteur pour l'existence d'une bureaucratie politique et pour la reproduction dans la sphère politique de rapports de domination. Si l'on envisage l'existence de formes parlementaires dans la société de transition, le problème se pose automatiquement de l'instauration de mécanismes de contrôle et de révocabilité, c'est-à-dire de formes de démocratie directe dans la démocratie représentative. C'est aussi le cas, à un autre niveau, s'agissant des organes centraux du pouvoir des soviets ou conseils, mais celui-ci a toutefois sur le parlement l'immense avantage de reposer sur des institutions impliquant en permanence l'ensemble des producteurs et des consommateurs dans le processus des prises de décision. Parler d'une « démocratie de type nouveau » n'est pas une phrase en l'air : cela exprime très concrètement le fait que si la démocratie dans la période de transition (démocratie socialiste) intègre des acquis de la démocratie bourgeoise (libertés de presse, d'organisation, d'expression, droit de vote...), elle en diffère en même temps de façon radicale ; la démocratie socialiste signifie une rupture, également sur le plan de la démocratie.

DÉMOCRATIE, DICTATURE ET LIBERTÉ

La plate-forme précise la place de la démocratie dans la transition socialiste de la façon suivante : « *Démocratie et socialisme ne sont pas deux phénomènes séparés, dont le premier ne serait qu'un moyen de réaliser le second (et un moyen qui pourrait parfois être mis de côté). Pour les travailleurs la démocratie signifie le*

droit de s'autodéterminer dans toutes les sphères de la vie sociale, y compris celle de l'économie. La lutte pour cette forme de démocratie ne peut être victorieuse avant l'abolition des classes (en d'autres termes, avant le socialisme). Pour Marx, la lutte pour le socialisme sans combat pour la démocratie est dépourvue de sens. Pour nous, socialisme signifie organisation démocratique de la société ».

Mais cette démocratie de type nouveau, bien plus large et réelle que celle des régimes parlementaires bourgeois, signifie en même temps l'exercice d'une « dictature » : la « *dictature révolutionnaire du prolétariat* », selon la définition de Marx. La plate-forme souligne à juste titre qu'elle a un contenu essentiellement social : « *Cette dictature n'implique pas une forme de gouvernement despotique, mais une phase nécessaire afin de permettre à la classe ouvrière d'instaurer sa domination et d'engager la période transitoire menant à l'abolition de la propriété privée* ». Le fait d'exproprier et d'interdire démocratiquement la propriété privée constitue en effet une mesure éminemment coercitive, « *dictatorial* », à l'encontre de la bourgeoisie ! Tel est bien le sens du concept original de Marx, qui n'a rien à voir avec la soi-disant « dictature du prolétariat » que les bureaucrates staliniens revendiquaient à des fins d'autolégitimation (après avoir pris soin d'en gommer l'adjectif « révolutionnaire »).

Il ne s'agit pas seulement d'une question de mots dont le sens a été détourné, ou qui auraient peut-être été mal utilisés dès l'origine. Même si la « dictature révolutionnaire du prolétariat » est devenue une expression chargée d'un contenu tel qu'il est devenu difficile de l'utiliser en de-

hors d'un débat théorique, une réflexion plus générale s'impose sur les concepts de démocratie et de dictature, qui ont été revendiqués simultanément par tous les grands théoriciens et dirigeants socialistes révolutionnaires (pour Rosa Luxemburg, la dictature devait consister dans la façon d'appliquer la démocratie, tandis que Lénine n'hésitait pas à parler de « dictature démocratique »).

Antinomiques, les deux termes sont cependant loin d'être aussi incompatibles que l'entend le sens commun. La démocratie, c'est la participation de tous à la décision collective, laquelle, par définition, implique un type de contrainte : la minorité est en général invitée à accepter la décision de la majorité. Le problème se pose dans la société bourgeoise, mais aussi dans toute institution (parti, syndicat, Etat) ou action de la classe des exploités. Par exemple, dans toute grève est posé non seulement le problème de la démocratie (assemblée générale souveraine, comité de grève...) mais aussi celui de la nécessaire unité des travailleurs, c'est-à-dire du pôle centralisateur par rapport au pôle libertaire. Faut-il ainsi laisser le travailleur individuel, ou un groupe de travailleurs, libre de ne pas faire grève alors que la majorité, ou même une minorité plus active et consciente, a décidé la grève ? Il n'y a évidemment pas de réponse toute faite valable en toute circonstance : seule la vie, l'expérience concrète dans chaque situation particulière, permet d'apporter une réponse.

Dans son ouvrage *Beyond Capital*, Istvan Mezsaros cite une réflexion de Marx, soulignant le fait que la classe (toute classe) « *devient à son tour indépendante à l'égard des individus* » qui en sont membres, et exerce ainsi sur chacun d'entre eux sa domination. « *En règle générale, les débats*

sur la théorie de Marx négligent cet aspect, et se concentrent sur ce qu'il dit à propos de l'émancipation du prolétariat par rapport à la bourgeoisie. Mais qu'en est-il de cette émancipation, si les individus qui constituent le prolétariat restent dominés par le prolétariat en tant que classe ? » (3). Cette forme de « dictature », qui existe dans la société capitaliste, devient plus aiguë pour les individus de la classe ouvrière dans la société de transition au socialisme, précisément parce que c'est leur propre classe qui parvient alors au pouvoir. La réalisation du socialisme, impliquant l'abolition de toutes les classes et de la classe ouvrière elle-même, suppose donc de mener un combat conscient contre cette domination. L'histoire de la Russie révolutionnaire des années 1917-1921 illustre cette contradiction. Elle abonde d'exemples d'oppositions entre l'Etat central et les collectifs de travailleurs, au plan strictement politique comme au niveau socio-économique. Ainsi, dès décembre 1917, un débat (qui s'est ensuite poursuivi sous différentes formes) avait commencé à opposer les partisans de la gestion ouvrière et de formes de décentralisation, à ceux (qui l'ont emporté) préconisant la concentration des pouvoirs de décision entre les mains des organes centraux de « l'Etat ouvrier ».

Mettre en avant la démocratie, même de la façon la plus conséquente, est donc loin de suffire à résoudre les problèmes liés aux modes d'organisation et de lutte des travailleurs, et demain à la construction du socialisme. Que fait-on avec ceux qui ne sont pas d'accord, et qui constituent toujours, par définition, une minorité ? La démocratie n'est pas égale à la liberté. Cette dernière réside dans l'exercice plein et entier d'une déter-

mination individuelle. C'est justement parce que la démocratie ne suffit pas qu'il est nécessaire, afin de restreindre et résorber progressivement les éléments d'autoritarisme inévitables au sein des différentes institutions dont les travailleurs se dotent dans le cours de leur lutte, d'associer à la démocratie (et à l'indispensable solidarité de classe) des éléments libertaires. Confondre démocratie et liberté ne peut d'ailleurs qu'entraîner des conséquences dommageables, pour l'une et pour l'autre : un fonctionnement collectif « démocratique » peut parfaitement s'accommoder de formes d'oppression des minorités, tandis que la liberté individuelle sans contrôle aboutit à nier l'organisation et donc la démocratie. Définir le socialisme ou le communisme (ainsi que la plate-forme le signale, les deux termes doivent être considérés comme des synonymes) comme une « organisation démocratique de la société » apparaît donc source de confusion. Dans sa phrase célèbre du *Manifeste Communiste*, Marx définit le communisme comme « une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». C'est-à-dire que le communisme est le règne de la liberté de l'individu social, désormais en mesure de s'épanouir pleinement car débarrassée de l'exploitation et de l'oppression. Si Marx avait conçu le communisme comme le règne de la démocratie (et de l'organisation), il aurait dit exactement l'inverse : le libre développement de tous comme condition du libre développement de chacun. C'est l'idéologie stalinienne qui a dans une certaine mesure inversé les termes de la proposition de Marx, en développant la conception selon laquelle un « ordre socialiste » garantirait l'émancipation de l'humain.

Des directions d'organisations trotskystes ont ensuite pratiqué le mimétisme, en mettant en avant une idéologie du « collectivisme » opposé à « l'individualisme », leur servant surtout à justifier des régimes internes caractérisés par le fait qu'elles exercent un contrôle très étroit sur les militants. Or, cette vision du socialisme à base d'ordre et de discipline, du nivellement de toutes différences autres que sociales, est aux antipodes de la conception de Marx et de ses véritables partisans. Notre divergence centrale avec les anarchistes porte sur les formes et la fonction de l'organisation ainsi que sur les conditions de la disparition de tout Etat, au cours du processus menant au socialisme, pas sur l'objectif à atteindre. Loin de signifier la mise en place d'un quelconque « Etat démocratique », la réalisation du socialisme implique le dépérissement complet de l'Etat, par définition instrument d'une classe et donc facteur d'oppression. De ce fait, elle signifie aussi la fin de la démocratie (en tout cas dans ses différentes acceptations jusqu'à ce jour), et y compris de la politique puisque celle-ci ne constituera plus une sphère séparée des autres activités humaines.

LE PARTI

RÉVOLUTIONNAIRE

D'AVANT-GARDE

Les « trahisons » des partis sociaux-démocrates et staliniens, les traces dans les consciences des multiples expressions et conséquences de l'imposture stalinienne, mais aussi la reproduction par les organisations révolutionnaires et trotskystes d'une série de mécanismes bureaucratiques, font que de nombreux militants, travailleurs et jeunes d'avant-

garde, rejettent aujourd'hui la notion de parti révolutionnaire d'avant-garde, voire de tout parti politique comme outil d'émancipation des exploités. La constitution de tels partis est pourtant indispensable. Ils remplissent une fonction auquel aucun autre type d'organisation ne peut prétendre, notamment pas l'organisation syndicale qui a pour vocation de regrouper les travailleurs à partir d'une conscience élémentaire - celle de la nécessité de défendre des intérêts immédiats nés dans le processus du travail exploité. La « forme-parti » est la seule à pouvoir apporter une réponse globale, embrassant l'ensemble des terrains (socio-économique, politique, idéologique, culturel, etc.) sur lesquels la lutte de classes s'exprime, et donc à apporter des réponses au niveau du pouvoir d'Etat, qui concentre ou synthétise tous les pouvoirs. Comme le signalait Pierre Naville, « *le parti est la forme moderne d'une association volontaire de personnes visant à instaurer le régime qui leur paraît préférable (...) il est le triomphe du critère idéologique dans les formes institutionnelles de la vie sociale* » (4).

Les camarades iraniens n'ont pour leur part aucun doute là-dessus. Ils indiquent dans leur plate-forme : « *De même qu'il faut une révolution socialiste pour entreprendre la transition au socialisme, il faut un parti révolutionnaire pour diriger la classe ouvrière dans cette révolution. La stratégie du socialisme révolutionnaire est donc la stratégie de formation d'un parti révolutionnaire* ». Mais quel type de parti révolutionnaire, qui doit-il regrouper ? Parti « de masse » ou parti « d'avant-garde » ? La plate-forme répond que « *le parti révolutionnaire des travailleurs est un parti ouvrier d'avant-garde. C'est un parti qui, à la fois, est doté d'un program-*

me socialiste révolutionnaire et regroupe les secteurs d'avant-garde du mouvement ouvrier».

Deux articles de *Carré Rouge* n°7 mettaient à juste titre en cause, à partir d'un bilan de l'OCI-PCI mais aussi d'autres organisations trotskystes, la conception de « *l'avant-garde autoproclamée* » (5). Le qualificatif de « parti d'avant-garde » ne se proclame pas mais se mérite, se conquiert, à travers la capacité d'un groupe de révolutionnaires à s'insérer profondément dans la classe ouvrière et à fusionner avec le secteur le plus avancé de cette classe, tel qu'il se dégage dans ses luttes. Comme le dit la plate-forme, « *ce parti requiert avant tout un programme révolutionnaire, qui ne soit pas une simple réminiscence de telle ou telle expérience passée dans le monde, mais qui surgisse de l'intérieur de luttes de classes spécifiques et de l'expérience déjà acquise par l'avant-garde de ces luttes (...) Tant que le programme socialiste ne sera pas étroitement lié à des secteurs décisifs de cette avant-garde, le parti prolétarien ne sera pas construit* ».

Mais une fois écartée la caricature de « l'avant-garde autoproclamée », il reste à définir les raisons pour lesquelles le parti révolutionnaire à construire est un parti regroupant une avant-garde et non l'ensemble ou la majorité de la classe. Sur ce point encore, les camarades iraniens apportent une réponse lorsqu'ils signalent : « *L'idéologie dominante étant celle de la classe dirigeante, il en résulte que jusqu'au moment de la crise révolutionnaire, c'est-à-dire à la veille du renversement de l'Etat bourgeois, seule une minorité de travailleurs sera attirée par le programme révolutionnaire socialiste (...) La nécessité d'un parti d'avant-garde surgit du fait que le processus par le-*

quel les masses prennent conscience d'elles-mêmes n'est pas linéaire ni régulièrement ascendant ». Autrement dit, le parti révolutionnaire ne regroupe nécessairement qu'une partie minoritaire, une avant-garde du prolétariat, du fait de l'existence au sein de la classe de niveaux de conscience extrêmement différents et qui ne tendent à s'homogénéiser qu'en période révolutionnaire. D'ailleurs, si le niveau de conscience était homogène ou avait tendance à s'homogénéiser en dehors de moments exceptionnels, la nécessité d'un parti (ou de plusieurs partis) ne se poserait même pas. Ce sont les anarcho-syndicalistes qui auraient alors raison : la fonction du parti pourrait être naturellement remplie par les organisations de masse ou à vocation de masse que sont les syndicats. La très opportune remarque de Naville quant au fait que la forme-parti incarne « le triomphe du critère idéologique » sert également à mettre l'accent sur ce caractère avant-gardiste du parti révolutionnaire : l'idée d'un parti ayant vocation à regrouper tout le prolétariat conduit en effet inévitablement, dans les conditions de la société de classe, à ravalier le critère idéologique (c'est-à-dire, en fait, la capacité de maîtrise et d'élaboration par les militants des questions théoriques, programmatiques et politiques) au rang d'accessoire décoratif, donc à favoriser dans le parti l'émergence de « spécialistes » (qui eux, contrairement à la masse, « savent »), c'est-à-dire à briser ou empêcher la formation de « l'intellectuel collectif » et à favoriser le processus de bureaucratization que l'on veut précisément éviter. L'histoire nous a apporté à ce sujet suffisamment d'éléments de réflexion : c'est après tout bien à cela que servent les « promotions

Lénine ».

Le problème de la construction d'un parti révolutionnaire est à l'évidence extrêmement complexe, et toutes les réponses apportées jusqu'à présent, y compris celle qui est apparue comme la plus concluante (bien que le succès initial du Parti bolchevique ne l'ait en rien garanti contre la dégénérescence), n'ont pu être que des approximations. La principale contradiction réside dans le fait qu'en même temps que par nécessité il se constitue de façon séparée des masses, le parti d'avant-garde doit s'efforcer en permanence de résorber cette séparation, de faire en sorte que les masses élèvent leur niveau de conscience, s'autodéterminent et abolissent en définitive la nécessité du parti. La même chose vaut d'ailleurs pour ceux qui sont les dirigeants de l'organisation ou du parti : ils ne remplissent réellement leur rôle de dirigeant que dans la mesure où ils contribuent à créer les conditions qui permettront d'abolir leur rôle de dirigeant (en formant d'autres militants, les plus nombreux possibles... à prendre leur place). Si le parti et les dirigeants du parti ne se situent pas dans une telle perspective, tous les dangers inhérents aux « mini-directions », voire aux « micro-appareils » ou « micro-bureaucraties » plus ou moins autoproclamés, sont alors présents. Il n'y a bien sûr aucune « garantie » d'empêcher ce type de déviation. En revanche, il existe des moyens, qui sont mentionnés dans la plate-forme : d'une part, l'élévation du niveau théorique et la lutte idéologique ; d'autre part, l'insertion la plus profonde et la liaison la plus étroite avec le prolétariat et son avant-garde effective, c'est-à-dire celle qui se trouve à la tête des processus de lutte et de mobilisation.

L'unique raison d'être du parti révolu-

tionnaire est la lutte pour le socialisme et, comme l'a écrit Rosa Luxemburg, « l'essence de la société socialiste consiste en ceci que la grande masse travailleuse cesse d'être une masse dirigée, mais au contraire se met à vivre par elle-même toute la vie active politique et économique, à la diriger par son autodétermination toujours plus consciente et plus libre » (6). C'est pourquoi, soulignant dans le même document la nécessité du parti d'avant-garde tout comme celle d'éviter sa dérive substitutiste, elle proposait une synthèse jusqu'à présent inégalée : « la Ligue Spartacus n'est pas un parti qui voudrait arriver par-dessus les masses ouvrières, ou par ces masses elles-mêmes, à établir sa domination ; la Ligue Spartacus veut seulement être en toute occasion la partie du prolétariat la plus consciente du but commun : celle qui, à chaque pas du chemin parcouru par toute la large masse ouvrière, rappelle celle-ci à la conscience de ses tâches historiques ; celle qui représente dans chaque stade particulier de la révolution son aboutissement final, et dans chaque question locale ou nationale les intérêts de la révolution mondiale des prolétaires » (7).

EXPÉRIENCE ET CONSCIENCE

La plate-forme des camarades iraniens se situe dans une telle perspective lorsqu'elle définit la réalité et les tâches du parti. Mais elle paraît s'en éloigner à travers l'affirmation selon laquelle « le parti d'avant-garde est en fait la conscience accumulée de la classe » et, plus loin, « le programme socialiste révolutionnaire n'est rien d'autre que la généralisation concentrée et la compréhension des expériences de l'avant-garde (à

l'échelle internationale) ». La porte se trouve ainsi entrouverte à des conceptions de type spontanéiste, possibiliste ou ouvriériste : faire abstraction du caractère du parti en tant que catégorie spécifique, non identique à l'avant-garde ouvrière (dont le parti ne constitue en aucun cas une simple « projection ») peut en effet conduire à sous-estimer un certain nombre de tâches qui ne découlent pas automatiquement ou directement de l'expérience accumulée dans les luttes, notamment dans le domaine de l'élaboration théorique.

A ce titre, l'affirmation selon laquelle « Marx n'a pas rendu socialiste le mouvement ouvrier, c'est la classe ouvrière qui a converti le libéral Marx au communisme » peut donner lieu à une interprétation unilatérale. Les rapports entre expérience et conscience, pratique et théorie, spontanéité et organisation, sont éminemment dialectiques, ces catégories s'entrelacent en permanence et s'unissent dans une même activité révolutionnaire : Marx s'est nourri de l'expérience théorique et pratique du mouvement ouvrier (mais pas seulement de lui) dans le même temps où il avait déjà commencé à l'influencer sur ces mêmes plans. De même, s'il est absolument vrai que « Lénine et Trotsky n'ont pas avancé l'idée de construire des soviets ouvriers, ils ont compris leur importance lorsque les ouvriers eux-mêmes les ont constitués », on ne peut pas oublier que la réalité de ce mouvement ouvrier était pour une large part déterminée par l'intervention de la social-démocratie révolutionnaire.

Ces remarques constituent dans le document le prélude et la préparation à une attaque en règle contre les « intellectuels ». La plate-forme affirme que le terme même d'intellectuel « a perdu la signification qu'il pouvait

avoir au XVIII^e et au XIX^e siècles, et ne représente plus aujourd'hui qu'un argument entre les mains d'éléments petits-bourgeois à la recherche de parcelles de pouvoir et avides de grands discours à l'intérieur du mouvement communiste ». Cette « charge » s'explique peut-être par telle expérience particulière et malheureuse au sein de la gauche iranienne, mais ne se justifie en rien au regard de l'expérience générale du mouvement ouvrier. Ainsi, il n'est pas vrai que « c'est de cette couche que surgissent les principaux secteurs de la bureaucratie ». Dans les Etats bureaucratiques, les apparatchiks se sont recrutés dans différentes classes sociales, y compris (et même principalement, aux débuts de l'URSS) dans la classe ouvrière au-dessus de laquelle ils se sont élevés. Et si quelque chose les caractérisait dès le départ sur le plan intellectuel, c'est bien une médiocrité absolue.

Par ailleurs, il faut réaffirmer l'importance de l'élaboration théorique (évidemment liée à une pratique politique), qui est d'autant plus grande aujourd'hui, alors qu'avec le mouvement de mondialisation du capital et l'effondrement du bloc de l'Est et du stalinisme, nous sommes entrés dans une nouvelle période à l'échelle mondiale, posant aux marxistes révolutionnaires des problèmes et des tâches nouveaux et complexes. De ce point de vue, il est plus que jamais nécessaire que des « intellectuels » (ou toute autre dénomination que l'on puisse trouver) placent leurs capacités au service du prolétariat et du combat pour rouvrir la perspective socialiste. Les camarades iraniens, notamment dans ce document, font d'ailleurs eux-mêmes œuvre intellectuelle salutaire en posant une série de questions essentielles et en com-

mençant à leur apporter des réponses.

A PROPOS DU « CENTRALISME DÉMOCRATIQUE »

« La notion de "centralisme démocratique" est sans doute celle qui a le plus servi à englober la gauche communiste iranienne dans la terrible spirale de l'organisation bureaucratique », note la plate-forme. Il s'agit d'une expérience largement partagée à l'échelle internationale. François Chesnais était ainsi tout à fait fondé à écrire, dans ces pages, que « depuis quarante ans à coup sûr, le "centralisme démocratique" a surtout été l'instrument permettant à des directions politiques faibles ou malhonnêtes de faire appel au principe d'autorité plutôt que de laisser libre cours chez les militants à la pensée et à l'action politiques » (8). Il y aura à mener sur cette question, que les directions faibles ou malhonnêtes ont l'habitude de présenter comme un « principe » intangible, une réflexion critique approfondie, en sachant qu'il sera pour cela nécessaire de remonter aux origines du concept et de considérer son application depuis qu'il existe.

Ce que l'on peut dire ici, c'est d'abord que cette notion reflète une nécessité réelle : toute organisation révolutionnaire doit être démocratique, parce qu'elle regroupe des rebelles en lutte contre le pouvoir bourgeois ou bureaucratique, parce que c'est une condition pour l'élaboration des meilleures réponses politiques, et parce que cette organisation doit dans une certaine mesure préfigurer dans son fonctionnement des rapports socialistes ; et il lui faut aussi être centralisée dans l'action, parce

que la bourgeoisie (ou la bureaucratie) et son appareil d'Etat sont de tout temps hautement centralisés. Comme « formule algébrique » unissant deux pôles contradictoires, le centralisme démocratique ne signifie donc rien d'autre que le fait que le parti doit être le plus coordonné possible, et en même temps le plus démocratique possible dans le sens où chaque militant ou groupe de militants doit avoir le droit de participer à l'élaboration des décisions, d'exprimer l'ensemble de ses positions et désaccords avec la direction, et même (comme le montre l'expérience concrète du Parti bolchevique dans les périodes où il a été porté par le flux démocratique de la classe ouvrière et de la société) la liberté de ne pas suivre ses décisions voire de s'en désolidariser publiquement.

Il faut ajouter à cela que le niveau de la démocratie, tout comme le degré de centralisme, varie obligatoirement selon les situations. Dans un pays soumis à une plus ou moins forte répression étatico-policière, la démocratie et la liberté seront nécessairement restreintes. Comment, par exemple, tenir un congrès dans des conditions optimales de démocratie si le parti est contraint à la clandestinité, si ses militants sont emprisonnés, torturés et assassinés ? En revanche, dans un pays tel que la France, où les libertés démocratiques bourgeoises du mouvement ouvrier sont à peu près totales, la démocratie ne peut être qu'absolue, la liberté de chaque militant ou groupe de militants n'étant limitée que par la nécessité évidente de faire correspondre les actes avec le projet commun incarné par le parti. En 1906, c'est-à-dire à l'une des périodes où les marxistes révolutionnaires russes bénéficiaient de libertés démocratiques et avaient pu sortir de la clan-

destinité, Lénine défendait « *la liberté de critique, entièrement et partout* », c'est-à-dire publiquement, dans la presse du parti et ailleurs, avec pour seule restriction de ne pas « *détruire ou gêner l'unité d'une action décidée par le Parti* » (9). Autrement dit, la seule « limite » aux droits démocratiques, à la liberté d'expression et d'intervention des militants, est celle qui est déterminée en dernière analyse par le programme qu'ils défendent en commun, par ce que Trotsky définissait comme leur « *compréhension commune des événements et des tâches* ». Dans les

conditions que nous connaissons ici, les restrictions à la démocratie et à la transparence parfois imposées au nom de la sécurité voire d'une semi-clandestinité, alors que les militants sont évidemment connus comme tels sur leur lieu travail ou d'habitation (faute de quoi ils ne pourraient remplir leur rôle de militant), et que l'appareil d'Etat dispose de moyens technologiques d'investigation ultrasophistiqués, ne sont que de outils de coercition, de parcellisation et de neutralisation des militants, utilisés par des directions qui reproduisent et utilisent à leur niveau et à leur profit,

ne serait-ce que pour rester directions, des mécanismes bureaucratiques.

Poser le principe de l'élargissement maximal des droits et garanties démocratiques, notamment sous la forme du droit de tendance et de fraction, comme le fait la plate-forme des camarades iraniens, est donc une réponse positive et sans aucun doute adéquate. Mais l'expérience montre qu'elle ne suffit pas à régler la question des rapports réels entre les militants du parti comme entre ses instances. De nombreux aspects doivent être étudiés et discutés. Un problème

Notes

(1) Voir sur ce point les articles de *Carré Rouge* n° 6 et 7, « Redécouvrir les enseignements de la révolution d'octobre » et « Le Livre noir du communisme, une opération préventive de guerre idéologique ».

(2) « Quelques commentaires pour commencer le débat », par Aldo Andres Romero et Roberto Ramirez, paru dans *Debates* (re-

vue de discussion publiée par le MAS d'Argentine) n° 1, août 1998.

(3) *Beyond Capital* (Au-delà du Capital), Merlin Press, Londres/New York, 1995, pages 908 et 909. Pour Marx, voir *L'idéologie allemande* aux Editions sociales, 1976, page 62.

(4) *Le nouveau léviathan*, tome 5 (Bureaucratie et révolution), page 349, Editions An-thropos, 1972.

(5) « Il nous faut un autre type de discus-

sion ! », par François Chesnais, et « Pourquoi nous est-il si difficile de tirer "quelques enseignements de notre histoire" ? », par Benoît Mesly.

(6) « Que veut la Ligue Spartacus ? », in *Spartacus et la Commune de Berlin*, éditions Spartacus, 1977, page 91.

(7) *Idem*, page 97.

(8) Article cité de *Carré Rouge* n° 7.

(9) « Liberté de critique et unité d'action », *Œuvres*, tome 10, page 467.

est celui d'une forme de fédéralisme, c'est-à-dire de l'autonomie de décision des instances locales, au moins pour les questions qui sont de leur ressort. Un autre, celui de l'expression publique des divergences et du droit à expérimenter des orientations différentes de celle qui est majoritaire. Un autre encore concerne l'appareil (les « permanents ») et son contrôle. Et le problème des problèmes est de savoir comment tendre à ce que l'organisation devienne effectivement, autant que possible, la propriété collective de ses membres. Cela implique notamment que l'information circule dans tous les sens, que l'élaboration de l'orientation politique ne soit pas le monopole de quelques-uns, qu'une politique de formation permette à chaque militant de développer au maximum ses capacités, et que les directions puissent être contrôlées par les militants - alors que dans la plupart des cas c'est le contraire, la direction contrôle étroitement les militants qui ont pour seul droit effectif celui d'élire la direction lors des congrès. Cela signifie, en somme, introduire dans l'organisation révolutionnaire d'avant-garde d'importants éléments de démocratie directe.

Le titre pourrait faire penser à un épisode du Comte de Monte Cristo, dont il partagerait la profondeur du retournement de situation.

J'écoute la radio qui livre cette petite phrase d'un responsable japonais : « J'ai l'impression d'être au bord de l'océan, au milieu de tous ces gens qui bronzent et je vois arriver une gigantesque vague qui a déjà englouti 40 % de l'économie mondiale ».

J'ouvre le Monde diplomatique. Citation de l'ultra libéral Business week dans l'article de Serge Halimi. « Le modèle américain est partout attaqué. Le marché est de plus en plus perçu comme l'ennemi de la croissance. Les nations s'en retirent pour réagir à l'une des plus grandes destructions de richesses jamais connues »

Et pourtant!

Dix ans après...

Il y a tout juste 10 ans, au milieu du fracas assourdissant de l'effondrement du stalinisme, le capitalisme paissait et Mr Fukuyama déclarait : « Il me semble que ce siècle est en train de revenir au point d'où il est parti, une victoire éclatante du libéralisme économique et politique » et il ajoutait : « Tout système viable qui puisse se substituer au libéralisme occidental a été totalement discrédité. »

Pour les vieux militants ou ex-militants, dont je suis, qui ont commencé à lutter dans les années 60, qui ont milité avec un dévouement et une conviction sans limite pendant 20 ou 25 ans, avant de quitter ou d'être exclus d'organisations, trotskyste en l'occurrence, qui leur semblaient

avoir échoué sur toute la ligne, mais qui ne renonçaient en rien à leur certitude que « le socialisme est le seul but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner »... Quelle extraordinaire accélération de l'histoire ! qui nous fait passer, en dix ans, de la désagrégation du stalinisme au déclenchement d'une crise du capitalisme que nous aurions eu peine à imaginer. Elle nous laisse abasourdis, alors que nous avons passé des décennies à l'annoncer, parce que

a) La chute du Mur de Berlin en 89 n'allait malheureusement pas ouvrir la voie aux masses de ces pays pour qu'elles prennent en main leur destin ;

b) C'était la loi d'airain du capitalisme

le plus sauvage, s'appuyant sur les sinistres bureaucrates staliniens devenus PDG maffieux, qui allait s'appliquer avec une brutalité inouïe. Ces processus semblaient parachever la mise en œuvre de toutes les mesures mises en place par les Reagan et Thatcher, secondés par les Mitterrand et Kohl.

Et dès la fin de ces années 80, plusieurs questions se trouvaient posées, et certainement pour des dizaines de milliers d'« anciens ».

▮ Que faire pour lutter contre la dispersion, contre le gâchis de l'éparpillement de tant de militants qui refusaient la soumission au « veau d'or » ?

▮ Comment remettre tout à plat ? Allait-on enfin faire une analyse sérieuse de la situation du capitalisme (alors que la classe ouvrière semblait disparaître et que tout se vendait, même la communication, dans un monde apparemment réduit à la spéculation et au commerce) et du rapport des forces avec la classe ouvrière ?

Celle-ci qui, dans nos organisations, ne pouvait avoir que l'avantage, avait-elle oui ou non subi des revers ou des défaîtes et pourquoi ?

Comment avait-on pu passer de la situation des années 60-70 à celle des années 80 ? François Chesnais fut le premier à analyser le dispositif mis en place par l'impérialisme et les reculs imposés à la classe ouvrière.

▮ Allait-on enfin tirer le bilan tant politique qu'organisationnel de ces organisations auxquelles nous avons appartenu ? Le centralisme démocratique n'était-il pas devenu le centralisme contre la démocratie, et nous, de parfaits sous-officiers de l'armée prussienne « s'épuisant dans des tâches à la définition desquelles nous ne participions qu'en apparence », à l'instar des PC que nous combattions

en bonne gauche de la gauche.

▮ Le socialisme : L'éternel amalgame fait tant par la bourgeoisie que par les staliniens entre socialisme et stalinisme trouvait un nouveau souffle avec l'effondrement des régimes staliniens. Comment réhabiliter l'idée même de socialisme, en employant un terme discrédité et vilipendé, synonyme de terreur pour des centaines de millions d'êtres humains, ou d'alignement cynique sur les exigences de Wall street aussi.

Notre besoin de continuer à exprimer des certitudes qui s'imposaient aux marxistes que nous sommes, malgré le ressac, (condition sine qua non pour ne pas être emportés) nous conduisit parfois vers des formes d'organisation où, enfin, nous pourrions échanger avec les frères ennemis d'hier, comme dans les comités Juquin. Mais très vite, nous nous sommes montrés très peu habiles à manier la nouvelle langue faite de périphrases destinées à éviter les mots socialisme, classe ouvrière...

Cela permit en tout cas à beaucoup d'entre nous de constater que les militants des organisations sœurs(ennemies) se posaient exactement les mêmes problèmes que nous. Et pour cause !

Puis les revues et regroupements ont fleuri, répondant à un réel besoin d'établir un bilan, de mettre en commun toutes les ressources pour une réelle réflexion, à la lumière de tout ce qui s'était passé.

Pour ma part je fus partie prenante du regroupement autour de la revue Le marxisme aujourd'hui impulsée par Pierre Broué en 1990. Dans notre court texte fondateur, nous disions :

« [...] Le système capitaliste développe une entreprise sans précédent : jeter aux oubliettes de l'histoire l'idée même de socialisme, de communisme, en prenant appui sur le naufrage

aussi brutal que spectaculaire de leur perversion monstrueuse, le stalinisme [...] Mais nous affirmons plus que jamais que le système capitaliste, qui affame les 3/4 de l'humanité et qui, dans ses propres bastions, remet en cause les acquis sociaux et moraux en tentant de nous plonger définitivement dans la barbarie des "eaux glacées du calcul" dont les nouveaux héros sont les "golden boys" et les flics justiciers, ne peut être une issue pour l'humanité [...] » Et nous appelions enfin à ce « qu'à l'échelle internationale soit renoué le dialogue interrompu par le gangstérisme et le terrorisme staliniens entre tous ceux qui se réclament du socialisme et de l'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et des bureaucraties [...] »

Les cercles constitués se défirent peu à peu, la revue reposa sur trop peu de camarades et les liens se distendirent.

En 94, la grève contre les CIP a jeté sur le pavé bon nombre d'« anciens » et c'est ainsi que nous nous sommes retrouvés à 7 pour nous regrouper autour du texte fondateur de Carré rouge, partant du sentiment qu'avec cette grève une nouvelle période s'ouvrirait, après les années de disette qui avaient suivi les combats étudiants de 86.

Le texte de présentation « Notre revue » se concluait ainsi : « Le pari que prétend engager notre revue, c'est d'apporter une contribution, si modeste soit-elle, à l'armement politique des résistances qui mûrissent sous les eaux dormantes. Le mouvement des peuples et des travailleurs ne se commande pas ; il est l'ordre fondamental des sociétés. »

Dans les mois qui suivirent, ce fut la manifestation à propos de la loi Falloux, la grève d'Air France, puis la grande grève de 95 contre le plan Juppé...

Ce texte de fondation reprenait l'ensemble des questions posées, en avançant déjà dans l'analyse, en rompant avec certaines idées reçues jamais réévaluées à la lumière de l'expérience et des faits : premier bilan de nos organisations ; coût de la survie du capitalisme ; l'alternative socialisme ou barbarie ; nécessité première de la destruction de l'Etat contre tous les réformismes, fussent-ils « révolutionnaires » ; question de la démocratie tant dans les organisations qu'au niveau de la société (remise en cause du centralisme démocratique érigé en principe de fonctionnement) ; rapports entre organisations et masses ; socialisme et libertés ; comment se rassembler et pour quoi faire, etc.

La situation créée aujourd'hui, le constat d'« ingouvernabilité du monde », dix ans après que les hérauts de « la fin de l'histoire » aient embouché leurs trompes et oliphants, renvoie à ces lignes de notre texte : « Toute tentative d'enrayer les effets effroyables du capitalisme exige de remettre en cause la propriété privée des moyens de production. Il n'y a pas de compromis ni de moyen terme possible. Il n'y a pas de "modération" ou d'"adoucissement" possible. » Et un peu plus loin : « Ce qu'il s'agit sans cesse de démontrer, c'est que dans tous les domaines, la survie même de la civilisation est antinomique au maintien de la propriété privée des moyens de production. »

Aujourd'hui, 10 ans après, c'est bien de cela qu'il s'agit. « Les 30 glorieuses » sont bien mortes et enterées. Le coût de la survie du système, c'est la situation des thaï, indonésiens, russes, ou sud-américains brutalement rejetés par millions de ce système dont ils sont la purge gargantuesque.

Chacun se rassure comme il peut

dans les boîtes à babyl, en disant qu'un million de russes dans les rues, c'est moins que les dix attendus...

Demain ce sera notre tour, avec à n'en pas douter, des mouvements gigantesques. Nous serons de ces combats (comme nos camarades enseignants de Seine-Saint-Denis) c'est une évidence, mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel, c'est qu'« aucune crise "finale" ne peut se produire dont l'issue serait la disparition spontanée du système capitaliste, laissant le terrain libre à une réorganisation tout aussi spontanée de la société mondiale sur des bases communistes. » (texte fondateur)

Et dans son article, Serge Halimi remarque fort justement : « Mais désormais, même certains des partisans les plus dogmatiques et cyniques du libéralisme redécouvrent les vertus de l'Etat, quand il s'agit de protéger le capitalisme de ses pulsions autodestructrices, même le président Clinton (qui, dans son pays, a supprimé l'aide sociale aux pauvres) comprend qu'une transition économique douloureuse entreprise sans un filet de protection social adéquat peut sacrifier des vies au nom d'une théorie économique ».

Passons sur l'incroyable cynisme, et constatons que ce bon vieil « Etat » et son « filet social » est déjà dans les têtes pour imaginer un nième « new Deal » pour sauver le système de ses « pulsions autodestructrices », qui ne sont rien d'autre que des tendances inhérentes à sa loi fondamentale : l'accumulation du profit, sans foi ni loi.

Et dans notre texte de fondation, la citation précédente sur la crise du capitalisme se concluait ainsi : « Si tel est bien le contenu inconscient et spontané de toutes les luttes de quelque ampleur de la classe ouvrière, il ne

peut être atteint que si ce mouvement est "fécondé" de l'intérieur par la conscience de son objectif final : l'expropriation totale de la propriété privée des moyens de production et la destruction des Etats dont la raison d'être est de la protéger, quelle que soit leur forme. »

Au terme de cette décennie, peut-être décisive pour l'avenir de l'humanité, convenons que nous avons de moins en moins « droit à l'erreur ». Tout est à discuter et à rediscuter, dans des conditions sans précédent. Le capitalisme s'enfoncé dans la crise.

La social-démocratie a fait faillite.

Le stalinisme a fait faillite.

Des millions de salariés se grattent la tête ou s'indignent en se demandant ce qui distingue « ces » dirigeants des « autres », en votant pour eux parce qu'il faut bien voter contre les « autres », et en se demandant quelles nouvelles calamités vont les frapper.

Tout sera tenté, sous toutes les formes, avec des alliances allant de Blondel à Voynet ou de Viannet à Seguin, pour sauver le sacro-saint Etat bourgeois au nom du réalisme, mais ils ont et ils auront beau faire, la crise économique et sociale va renforcer la conviction que le système capitaliste n'offre aucune issue ;

ils ont et ils auront beau faire, nous seuls sommes porteurs d'avenir, car plus que jamais, l'impérialisme, c'est « l'archaïsme » et le socialisme « la modernité. »

Pour avancer, il nous faut rassembler tous ceux que cette conviction empêche de dormir, car chaque jour de nouvelles souffrances, de Djakarta à Rio, nous est de plus en plus insupportable.

Pour avancer, il nous faut affirmer à travers toute notre action, à chaque moment, la nécessité d'en finir avec

l'ancien ordre en réhabilitant l'idée du socialisme comme seule issue possible à construire, et non comme modèle préétabli et défini.

Une chose est sûre, c'est que tous savent désormais **ce qu'il ne doit pas être.**

A bien des égards, notre situation risque de ressembler à celle du mouvement socialiste à ses débuts : libre débat, éducation, socialisme pour tous les jours et pas « seulement pour les jours de fête ».

Un vieux souvenir : au début des années 50, Budapest, un collègue, sur le chemin de l'école, passe devant un cinéma de quartier, et pour la millième fois, il lit cette phrase de Staline, aux caractères maladroitement découpés dans du contre-plaqué peint en rouge et collés entre les affiches : « Nous communistes, nous sommes faits d'une matière différente ». Ce garçon était l'auteur des lignes qui suivent. Comme des millions d'autres, il voyait ces « communistes » remplir les camps et prisons, réprimer toutes les libertés... au nom d'un « avenir radieux ». Quand, quelques années plus tard, en Octobre 1956, la révolution ouvrière a fait sauter, pour quelques semaines, la dictature policière stalinienne, nous avons pu goûter une liberté incroyable, une fraternité qu'on ne peut décrire, où même l'air a un goût nouveau, où toute la société, à part quelques sbires staliens ultra minoritaires, est « faiseuse » de l'histoire. Une fois de plus, c'est la classe ouvrière, reprenant d'une manière spontanée le « modèle » de la Commune de Paris, qui a créé la vraie démocratie : celle des conseils ouvriers.

Le grand fleuve de la liberté... ou la force des expériences vécues

Ce sont des souvenirs difficiles à partager parce que cette liberté inouïe que nous avons vécue était en quelque sorte anachronique, volée à l'avenir, un petit coin de rideau soulevé sur la société socialiste que nous voulons : démocratique, autogestionnaire, auto-organisée, où chacun et chacune peut librement construire son avenir en construisant l'avenir de l'humanité.

La déception qui suivit la répression sanglante de la révolution des conseils a été à la mesure de l'ivresse collective et des espoirs immenses qu'elle avait suscités.

De même, cette ouvrière de chez

Wonder, filmée dans *La reprise*, qui, face aux efforts conjugués des patrons et des bureaucrates de la CGT pour casser la grève générale de 1968, crie : « Je ne veux plus rentrer dans cette taule ! », ne refuse pas seulement d'être exploitée, mais elle aussi a senti le goût de ce fruit défendu qu'est la véritable liberté créée par la lutte des travailleurs, elle aussi a rêvé, a cru que le monde allait être changé.

Depuis la chute du mur de Berlin, ceux qui ont pu goûter ce fruit défendu sont de plus en plus nombreux. La chape de plomb du stalinisme a sauté et l'énergie créatrice des opprimés se li-

bère. Pour ne parler que de la France, toute une série de luttes exemplaires se sont opposées à l'Etat bourgeois : novembre-décembre 95, les « sans-papiers », la lutte des chômeurs, le mouvement de la Seine-Saint-Denis... Chaque fois, il y a eu tentative pour créer des espaces de liberté, pour organiser, contrôler et faire épanouir la lutte contre l'exploitation du capital. Alors, dans cette nouvelle situation, dans ce pays et ailleurs, des dizaines, sinon des centaines de milliers de femmes et d'hommes, avec ou sans travail, ont pu découvrir qu'ils ne sont pas seulement des créateurs de richesses pour le compte des exploités, mais qu'ils sont aussi des créateurs de liberté, dans et à travers la lutte contre les diverses expressions de la barbarie capitaliste, et que la démocratie ouvrière est la condition absolue de la lutte victorieuse.

Bien des années ont passé depuis 56, les dictatures stalinienne se sont effondrées ; pourtant, le mouvement qui se fixait comme objectif de continuer l'œuvre de Marx, de Lénine, de Luxembourg, de Trotsky, est en crise et je me demande si notre difficulté à rompre définitivement avec la conception stalinienne d'élite auto-désignée, de « l'homme d'acier », n'en est pas aussi une des causes.

QUELS SONT

LES « VRAIS »

RÉVOLUTIONNAIRES ?

L'extrême-gauche révolutionnaire (j'inclus ici toutes les tendances : trotskystes, maoïstes, différentes tendances libertaires, autonomes...) ne reconnaît comme révolutionnaires que ceux qui se réclament d'un programme (d'une organisation, d'un regroupement, d'un courant révolutionnaire). Il est tout à fait légitime et nécessaire

que les militants qui se reconnaissent dans un programme se regroupent. Je suis de ceux qui veulent œuvrer pour le renouveau du marxisme-révolutionnaire, du point de vue théorique, politique, pour la construction de son expression organisée parmi les travailleurs et la jeunesse. Le problème se pose quand ces révolutionnaires ne reconnaissent pas les tentatives d'auto-organisation, quand ils n'y participent pas, ou quand ils y participent pour couper court ou contrôler leurs « excès », considérés comme trop « radicaux », et qu'en passant, ils utilisent ces luttes afin de « pêcher à la ligne » des militants pour construire leur propre groupe. De là découle la ridicule prétention selon laquelle la « vraie » conscience révolutionnaire ne pourrait être incarnée que par « son » organisation ou parti (ce problème concerne aussi bien ceux qui sont pour un parti révolutionnaire et ceux qui sont opposés au concept « parti » et sont pour des mouvements, réseaux etc.). Nous sommes tous passés par là, il est grand temps de changer.

Les connaisseurs me rétorqueront que c'est un vieux débat, usé jusqu'à la corde, entre Marx et Bakounine, Lénine et Rosa Luxembourg, trotskystes et anarchistes...

▢ C'est vrai, le débat est vieux, mais il revient avec force, dans cette nouvelle situation, et tant mieux pour nous. C'est même le débat essentiel dans la situation actuelle, pour le renouveau des idéaux du socialisme véritable. Je suis militant trotskyste depuis 30 ans et je me pose vraiment des questions. Et dans les colonnes de revues comme Carré Rouge ou International Socialist Forum, certains articles prouvent que je ne suis pas le seul.

▢ Je ne partage pas l'opinion selon laquelle la dégénérescence généralisée des courants se réclamant du trots-

kysme et/ou des « IVe Internationale » serait seulement due à la pression et à l'isolement dans lesquels le stalinisme a maintenu les marxistes révolutionnaires. Il ne s'agit pas de minimiser le poids de cet isolement et il ne faut pas oublier la répression féroce contre tous les mouvements d'opposition ouvrière à la bureaucratie stalinienne, avant tout contre les trotskystes en URSS, Chine, pays de l'Est... Pour autant, je ne crois pas qu'une fois le stalinisme disparu, les marxistes-révolutionnaires peuvent répondre à la nouvelle situation sans entamer un travail de renouvellement de leurs idées et de leurs pratiques.

▢ Plusieurs auteurs ont évoqué dans les colonnes de CR, que le « mouvement trotskyste » a pris comme Bible, les principes d'organisation léninistes, a accepté comme un texte sacré Que faire, notamment l'annonce par Lénine que la classe ouvrière ne peut dépasser de par son propre mouvement la conscience « trade-unioniste ». Dans le travail de reconstruction de la conscience de la classe ouvrière, nous aussi, nous avons nos responsabilités, nous sommes donc condamnés à aller jusqu'au bout dans ce débat... sans jeter l'enfant avec l'eau du bain.

▢ Quels sont les « vrais » marxistes, quels sont les « vrais » révolutionnaires, lesquels sont des marxistes révolutionnaires authentiques, des faux, des demi-teintes... En paraphrasant Marx : qui examinera les examinateurs ? Question provocatrice peut-être, question difficile dès que l'on quitte le terrain habituel des sectes : l'excommunication réciproque ; cependant, je pense qu'il est vital de la poser. Question vitale quand se pose la nécessité du regroupement des révolutionnaires, qui pour certains ne sont séparés que par des différences de l'épaisseur d'un papier à cigarette.

▢ Je ressens d'autant plus la nécessité

de poser ces questions que pendant les 30 dernières années j'étais membre de différentes organisations trotskystes qui avaient la particularité commune de prétendre représenter exclusivement ou quasi exclusivement la « continuité révolutionnaire de la IV^e Internationale » et du bolchevisme. Et de considérer, par conséquent (! ?), que tous les autres courants trotskystes (sans parler des libertaires) étaient « opportunistes », « révisionnistes » ou « sectaires » (ce qui était vrai pour certains mais pas pour tous) et de qualifier les regroupements provisoires : associations, coordinations, collectifs, réseaux etc., comme petits-bourgeois par nature, du moment qu'ils n'étaient pas « dirigés » par « le » parti en construction.

▮ Ce qui me semble plus grave, c'est qu'encore aujourd'hui, certains groupes maintiennent cette position. Je dis cela, tout en sachant qu'il ne faut pas tomber dans l'œcuménisme et l'angélisme béat. Tout le monde n'est pas beau, tout le monde n'est pas gentil. Il y a des courants trotskystes qui ont pu faire, malgré leurs tailles relativement modestes, de gros dégâts dans la conscience des travailleurs et qui, encore aujourd'hui, n'ont rien appris.

▮ Aujourd'hui, il me semble qu'il y a un nombre de critères relativement simples, un « programme minimum » qui permet de délimiter le camp des révolutionnaires de ceux qui, par exemple en France, se considèrent comme la « gauche de la gauche », qui ne veulent pas rompre définitivement avec le gouvernement capitaliste de la « gauche plurielle ».

▮ Indépendance face à la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement, qu'il soit de « gauche » ou de « droite » - internationalisme - lutte dans son propre pays pour l'unité des travailleurs (autochtones, immigrés, jeunes, chô-

meurs...) - reconnaissance et toute aide possible fournies aux efforts de la classe ouvrière pour s'auto-organiser, pour contrôler ses luttes démocratiquement - lutte contre toute tentative de contrôle bureaucratique sur ces luttes, y compris au nom du « réalisme » d'extrême-gauche - acceptation du fait que c'est aux travailleurs, chômeurs, jeunes, que revient le droit de choisir entre différentes alternatives socialistes et révolutionnaires qui leur sont proposées. Il s'agit d'un programme de mobilisation pour un socialisme autogestionnaire, démocratique, basé sur l'auto-organisation, qui ne peut être crédible si les organisations qui le propagent ne sont pas elles-mêmes à l'image de la société que nous voulons, si elles ne sont pas réellement démocratiques dans leur fonctionnement interne, non pas demain « quand on sera nombreux », mais tout de suite, dès aujourd'hui.

TROTSKYSTES ET LIBERTAIRES

Je suis loin d'avoir la moindre prétention de « trancher » dans ce débat : je me méfie de plus en plus des jugements définitifs. Ce dont je suis sûr, c'est qu'il faut en finir avec la vision manichéenne et caricaturale de notre héritage. Et ce, aussi bien du côté des trotskystes que des libertaires. Des affirmations telles que : les bolcheviks ont fait tirer sur les ouvriers de Kronstadt, ou bien, les anarchistes malgré leur soi-disant opposition à l'Etat ont envoyé des ministres dans le gouvernement bourgeois en Espagne... ne sont pas fausses, elles sont trop réductrices, la réalité est plus riche. La période actuelle permet à nos yeux de s'ouvrir, aux « interdits » de notre éducation de se lever, et nous pouvons découvrir ce que nous refusions parfois de voir, de savoir. Ainsi, une dis-

cussion plus sereine et plus productive entre nous devient possible.

Au risque d'enfoncer des portes ouvertes, j'avoue en toute humilité que je ne réalisais pas, avant d'avoir lu les écrits de Daniel Guérin sur l'Espagne révolutionnaire, l'ampleur et la profondeur de l'auto-organisation ouvrière et paysanne, la planification(!) non bureaucratique, organisée à la base cette fois-ci, les communes paysannes socialisées, etc.

Riches éléments pour le débat fraternel et sans a priori avec nos amis libertaires ! Car il me semble important de continuer le débat et l'action commune avec les tendances socialistes libertaires. On pourrait être dans le même parti, organisation... avec certaines tendances communistes libertaires, pas avec toutes, mais comme disait Lénine, on peut « marcher séparément et frapper ensemble ».

DE LA SPONTANÉITÉ

La situation actuelle est nouvelle : la classe ouvrière est confrontée à l'échelle internationale à une crise structurelle du système de production capitaliste d'une part, et de l'autre, la force principale qui a pu sauver pendant tant d'années le système capitaliste, le stalinisme, n'existe plus. Situation éminemment contradictoire où des forces nouvelles se dégagent pour riposter aux attaques, mais en même temps, au niveau de la conscience, il faut tout reconstruire. C'est une situation sans précédent et le débat : quelle(s) organisation(s) avec quel (s) programme(s) pour le socialisme doit se nourrir du mouvement propre de la classe ouvrière (tout en essayant de le « féconder »).

Un examen objectif permet d'affirmer que tous les grands mouvements, luttes, que ce soit en France ou à l'échelle internationale, de ces années

d'après stalinisme ont été l'œuvre des travailleurs, chômeurs, jeunes eux-mêmes, c'est-à-dire des fruits de la spontanéité révolutionnaire du prolétariat. (Par ailleurs toutes les grandes « innovations » de la lutte de classes, comme la Commune de Paris, l'« invention » des conseils ouvriers, les soviets, lors de la révolution russe de 1905) ont été les fruits de cette spontanéité, pas ceux d'une direction particulièrement « éclairée ». Le grand mérite de Marx, de Trotsky et de Lénine, sans parler de Rosa, c'est d'avoir reconnu la force créatrice du prolétariat. Dans la situation actuelle, il faut être plus que jamais attentif, il s'agit d'appréhender toutes les tentatives des travailleurs pour riposter à l'impérialisme d'une manière auto-organisée, même si les formes, la manière de s'exprimer de ces luttes, ne rentrent pas forcément dans les schémas préalablement établis.

LE GRAND FLEUVE

DE LA LIBERTÉ ...

Le socialisme est la seule alternative à la barbarie capitaliste qui avance à grands pas chaque jour. Il n'y pas d'autre alternative, mais le problème est qu'aujourd'hui, seule une infime minorité est convaincue de la nécessité et de la possibilité du socialisme démocratique. Les idéaux du socialisme, de la nécessité d'organisation en général, du parti révolutionnaire en particulier, du syndicalisme de lutte de classes, de solidarité internationale ont été profondément atteints. Pourtant il y a de formidables énergies qui se libèrent et qui ne peuvent plus être contrôlées par les staliniens, et encore moins par les sociaux-démocrates. C'est notre tâche de contribuer à réparer les dégâts causés par le stalinisme dans la conscience de classe. La société socialiste sera un grand fleuve de liberté ou ne sera pas. Après l'échec à l'Est,

tout le monde a compris : aucun travailleur ne veut qu'un ou plusieurs parti(s) révolutionnaire(s), une ou plusieurs avant-gardes révolutionnaires auto-proclamées s'approprient le pouvoir au nom de ce qu'ils déclarent être l'intérêt du prolétariat. Des générations de militants ont été éduqués dans la croyance qu'il est possible pour le parti révolutionnaire d'avoir raison contre les travailleurs jusqu'au point de les écraser.

Il ne s'agit ni de nier ni de sous-estimer la force du marxisme révolutionnaire, mais d'admettre pour de bon et jusqu'au bout la célèbre phrase de Marx : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes. » Sans les masses de travailleurs, sans leur participation, à l'échelle d'un pays et à l'échelle internationale, sans qu'elles prennent en main leur propre destinée, les analyses les plus justes, les actions les plus désintéressées mènent inévitablement à une dégénérescence bureaucratique.

Osons affirmer une fois pour toutes : on ne fera plus tirer sur les ouvriers d'un nouveau Kronstadt ! La défense efficace de la révolution socialiste dans une éventuelle guerre civile contre les forces impérialiste ne peut se faire que par la participation de toutes et de tous aux prises de décision et à leur exécution. Autrement, elle est, de toute façon, condamnée à périr.

Ce grand fleuve de liberté est incompatible avec le règne des ronds de cuir de l'« ordre prolétarien ». Pourtant, il y aura un ordre, et cela ne sera pas « l'anarchie », argument souvent utilisé pour couper court à toute discussion. Encore un souvenir de cette vraie révolution ouvrière de Budapest en octobre 56 : un carton au milieu du trottoir sur un grand boulevard ; c'est une collecte pour les victimes de la répression, des combats de la semaine passée contre la police politique du régime

staliniens et des troupes du Kremlin. Le carton se remplit de billets, une fortune, à l'époque ! Pourtant, personne ne le garde et personne n'y touche. C'est que tout le monde en est le gardien, le carton appartient à la révolution, à tous. Image trop idyllique ? L'homme, même révolutionnaire, ne peut changer si vite ? Pourtant, cela s'est bel et bien produit sous nos yeux ! C'est donc possible, les travailleurs, l'énorme majorité d'un peuple, peut se souder autour de ses conseils, autour de son propre pouvoir, peut commencer à rejeter le « vieux fatras ».

Ce que nous voulons, c'est un socialisme des conseils ouvriers, élus dans les lieux de travail, dans les quartiers, nous voulons aussi des contre-pouvoirs, des syndicats indépendants des conseils, des associations, des collectifs, des organisations, des partis, des mouvements, des réseaux... Tout ! Toutes les possibilités (les travailleurs en lutte en inventeront sans doute d'autres encore, faisons-leur confiance) qui permettent la plus grande participation, le choix des orientations, le contrôle de leur exécution par tous. D'une manière embryonnaire, les luttes actuelles, en France et ailleurs, préfigurent ce foisonnement et cette diversité qui seront ceux du véritable socialisme.

Comment y contribuer ? La préparation de la révolution socialiste et celle de la société socialiste démocratique suivent le même processus. C'est celui de la lutte, de la clarification programmatique face à la bourgeoisie et à ses acolytes de « gauche ». Cette préparation, qui commence aujourd'hui à l'intérieur d'une lutte défensive du prolétariat face aux attaques, doit être aussi un grand fleuve de libre expérimentation, de fraternité dans la diversité. Il y a de la place pour tous les combattants conséquents contre le capital : ceux qui veulent un nouveau parti ouvrier

révolutionnaire, avec ses tendances diverses, avec sa démocratie réelle, une nouvelle Internationale ouvrière révolutionnaire (dont je suis). Mais aussi il faut qu'il y ait des revues, des courants, des individus, des réseaux... Si tous ces ruisseaux coulent dans le même sens, se renforcent mutuellement, nous l'emporterons.

Nous avons eu le plaisir de recevoir de Claude Luchetta, enseignant et militant de la FSU dans le département de la Haute-Loire, plusieurs notes sur des problèmes politiques auxquels les enseignants se trouvent directement confrontés. Nous en publions ici de très larges extraits.

Bloc-notes politique d'un militant dans l'enseignement

LE RAPPORT MEIRIEU,

UNE IMPOSTURE PÉDAGOGIQUE (JUIN 1998)

Les conclusions de la commission Meirieu prétendent apporter une réponse au malaise des lycées. Les événements et la mobilisation de Seine-St-Denis ne sont que la partie visible de l'iceberg. L'exclusion, l'échec scolaire et la déstabilisation des personnels minent aujourd'hui le système éducatif. (...) Les choix ministériels sont faits : il s'agit de donner moins aux élèves en faisant travailler davantage les personnels et en les plaçant sous la dépendance directe des chefs d'établissement.

Bien sûr, ces choix sont motivés, comme toujours, par des considérations soi-disant d'ordre pédagogique. Il s'agirait de préparer les jeunes à une perspective de « *diversification progressive* ». Pour cela, il faudrait articuler « *une culture commune* » avec des « *cursus de formation dont la lisibilité et la cohérence* » seront renforcés. Le lycée devra désormais favoriser « *l'approche interdisciplinaire ou pluridisciplinaire d'objets complexes* ». Certes ! Mais cette

nouvelle scolastique ne cache-t-elle pas des intentions beaucoup moins avouables ? Ne faut-il pas dénoncer l'illusion qui consiste à s'imaginer que la pédagogie puisse servir à elle seule de traitement des dysfonctionnements du système éducatif, quand ce n'est pas de la société dans son ensemble ? En somme: le bidouillage pédagogique comme accompagnement des ravages du libéralisme ! Car il s'agit bien de cela : en raisonnant « *à moyens constants* », le rapport Meirieu fait l'impasse sur l'effort nécessaire à l'amélioration de la situation dans les lycées. Les moyens seront « *affectés selon des critères pédagogiques pertinents* ». La question des effectifs par classe « *doit donc toujours être rapportée à la nature des activités pédagogiques effectuées* ». Ajoutons que l'organisation des services et la dotation horaire seront dépendants de « *la construction préalable d'un projet d'établissement* ». Où l'on découvre comment la pédagogie peut servir

d'alibi à la dislocation du service public !

Le projet Meirieu se caractérise par **l'obsession du modèle de l'entreprise privée**. Dans chaque lycée est implanté un « *lieu ressources* » élargi à des partenaires extérieurs: « *entreprises industrielles et artisanales, collectivités territoriales* ». Cela ne revient-il pas à donner un rôle déterminant au patronat et aux notabilités politiques locales ? Au nom de quoi ces gens là auraient-ils compétence en matière d'éducation et de « ressources » ! Plus loin, on trouve cette affirmation : « *le lycée et les entreprises industrielles et de services, privées et publiques, trouvent dans leur proximité une richesse mutuelle* ». Ah, la « culture d'entreprise » ! Bien sûr, comme l'entreprise, le lycée doit fonctionner à flux tendus puisqu'on parle d'ouvrir les salles de travail le mercredi, le samedi et pendant les vacances « *sous la responsabilité des personnels compétents assistés d'emplois-jeunes* ». En même temps que le rapport Pair prévoit d'accroître le pouvoir pédagogique et statutaire des chefs d'établissements, Meirieu propose que le proviseur soit aidé « *par deux à trois enseignants, qui exercent temporairement auprès de lui des fonctions d'assistant de directions* ». Voilà comment au nom de la décentralisation et de la proximité on démultiplie la hiérarchie en créant des petits chefs ! L'arrivisme comme profil de carrière ou ... diviser pour régner !

Et, pour finir, on prétend instaurer au lycée pour les élèves la semaine de 35 h (devoirs compris !). L'univers scolaire est ainsi aligné sur l'univers de l'entreprise. Sérieusement, qui peut prétendre que l'accès à la culture devrait se contenter de 35 h par semaine ? Nous savons bien que cet objectif ne sera pas respecté dans

les lycées bourgeois. Désormais, c'est l'hérédité culturelle qui deviendra décisive. D'un côté, les élèves-35-heures capables de faire un exposé en 10 minutes, de rédiger une lettre et de « surfer sur le web ». De l'autre, les élèves encadrés par les parents qui savent le temps qu'il faut pour accéder au Savoir. D'un côté, les lieux de vie et les lycées-maisons-de-la-culture. De l'autre, les établissements d'élite où la dynastie sociale sera perpétuée. Mais, l'essentiel n'est plus d'apprendre. Confrontée à des élèves désespérés et démotivés, l'institution cherche à les occuper... Il faut quand même sauver les apparences. Au nom du qualitatif, on sacrifie le quantitatif !

Les élèves auront globalement moins d'heures de cours mais on demande aux enseignants de travailler davantage (15 h d'enseignement par semaine + 4 h d'activité pédagogique pour les certifiés). Les heures de première chaire ne seront plus prises en compte. Les 35 h de formation continue dans l'année seront prises hors du temps de travail. Globalement, on assiste donc à un alourdissement de la charge de travail pour les enseignants. Parallèlement, les horaires obligatoires seraient réduits dans toutes les classes de seconde, en séries générales et en séries technologiques. Le projet ajoute dans les enseignements obligatoires 1 h d'éducation civique et juridique et 1 h d'enseignement artistique. Les élèves devraient tester toutes les options et intégrer de l'informatique, avec des horaires hebdomadaires cependant réduits de 3 h. Le projet prévoit que des enseignements ne soient pas soumis à une périodicité hebdomadaire. On va donc vers des programmes totalement éclatés.

Même si Meirieu affirme qu'il refuse que le projet d'établissement intro-

duise des disparités locales, la politique qui est mise en œuvre contredit totalement ces bonnes intentions. Il paraît difficile de concilier la liberté pédagogique des enseignants et le renforcement des hiérarchies locales, les projets d'établissements et le caractère national du système éducatif, les postes à profil et les garanties statutaires, etc. Bref, on ne peut marier l'eau et le feu !

Le rapport du recteur Pair va dans le même sens, son but étant d'élargir la sphère de la décision discrétionnaire pour amener les enseignants à se soumettre. Il s'agit de développer l'autonomie des établissements scolaires de manière à organiser des « *dérogations* » étendues aux règles nationales et leur attribuer une partie du recrutement des personnels, ainsi que l'instauration d'un avancement au mérite « *pour les personnes remarquables* ». Dans le primaire, il propose la création d'établissements du premier degré avec à leur tête un véritable chef, pour y réaliser les mêmes objectifs. L'un des effets pervers de cette autonomie institutionnelle des établissements primaires et secondaires est d'introduire aujourd'hui les élus du Front National dans les écoles. Le rapport Meirieu s'inscrit dans le cadre plus général de ce qui est nommé la « *réforme de l'Etat* ». Réforme mise en chantier par la droite et poursuivie par le ministre de la fonction publique Edmond Zuccarelli et par Claude Allègre. Il s'agit de promouvoir le principe de la reconnaissance au mérite et de renforcer le pouvoir des hiérarchies locales. La déconcentration comme moyen de « *gestion des ressources humaines* » est le cheval de Troie du libéralisme. Il s'agit de remettre en cause les garanties statutaires nationales des personnels et d'organiser la mise en concurrence

des établissements scolaires. Dépouillé de ses oripeaux idéologiques, le bricolage pédagogique que nous propose Philippe Meirieu n'est que **la couverture d'un redéploiement budgétaire** dicté par les marchés financiers. Nous sommes en présence d'une offensive sans précédent contre l'Education nationale. Offensive d'autant plus insi-

dieuse qu'elle s'abrite derrière un discours humaniste séduisant et démagogique. La déferlante libérale a besoin d'un système éducatif éclaté et lui fournissant une main d'œuvre au moindre coût. Le discours sur l'éducation à la citoyenneté et l'apologie des nouvelles technologies servent à légitimer une politique d'adaptation aux exigences économiques immédiates. Il serait urgent que nos

cœur de la bêtise et de la démagogie. Comment peut-on évoquer indifféremment le sport ou la culture ? Comme si Ronaldo avait la même importance que Pythagore ou Molière ! C'est bien la première fois que l'école se donne comme objectif la formation des futurs « *sportifs de haut niveau* » !

Dans le cadre de la Charte, il est prévu que l'instituteur enseigne les matières fondamentales. Pour combien de temps encore ? Les après-midis sont confiées à des intervenants extérieurs. La « *plus grande autonomie dans les choix pédagogiques* » est à mettre en relation avec « *les contrats éducatifs locaux* » et l'appel aux collectivités locales. Certes, on peut souhaiter une plus grande autonomie dans les pratiques pédagogiques individuelles. Les maîtres ont été saturés par des réformes successives et incohérentes. Mais, dans le contexte envisagé par la Charte, cette autonomie peut fort bien ouvrir la voie à une dislocation des programmes nationaux. Evoquer « *un enseignement adapté à des publics divers* » n'est-ce pas risquer de mettre en œuvre des contenus d'enseignement différenciés en fonction de l'environnement social et économique de l'enfant ?

Au nom de « *l'équité* », il s'agit de remettre en cause le caractère national et républicain de l'école. Imaginons, un instant, les pressions exercées par les différents « *partenaires* » locaux du maître ! Parler de « *contrat éducatif* » c'est remplacer la loi par le rapport de force. Qui, localement, contracte avec qui ? Et surtout : pour faire quoi ? L'acquisition des savoirs peut-elle faire l'objet d'un contrat ? Cette notion de « *contrat* » introduit dans l'école des pratiques qui appartiennent au monde juridique et, surtout, au monde de l'entreprise. De la

LA « CHARTE POUR BATIR L'ÉCOLE »

LIVRE CELLE-CI AUX MARCHANDS

(SEPTEMBRE 1998)

organisations syndicales s'opposent à cette politique. L'École est le fondement de la République. Son avenir est en jeu .

L'offensive capitaliste contre l'école fait feu de tout bois. Elle va jusqu'à s'habiller d'un jargon humaniste et convivial et se trouve une légitimité dans les sciences de l'éducation et les colloques pédagogiques. Ceux qui nous gouvernent ont le souci du bien de l'enfant. Face au « *monde complexe* » (lieu commun du discours libéral) qui entoure l'enfant ils vont même jusqu'à proposer un « *allègement du programme existant* »... sans doute pour mieux comprendre la complexité environnante ! En réalité, l'objectif est de flatter l'opinion publique et, surtout, d'obtenir la reconnaissance des experts et des marchés financiers. La « *Charte pour bâtir l'école* » que Claude Allègre et Ségolène Royale tentent de nous vendre en cette rentrée scolaire, constitue la panoplie parfaite du mercantilisme pédagogique.

La laïcité n'est plus qu'une « *idée* », car l'école s'adresse désormais à un « *public diversifié* ». Les instituteurs

sont « *responsables de la coordination de toutes les activités organisées sur le temps scolaire* ». « *Les collectivités locales* » prennent en charge l'après-midi. Tel est le discours des nouveaux Diafoirus ! L'école n'est plus qu'une part de marché. Cet espace préservé, où l'enfant apprenait lentement à s'ouvrir au monde et à la culture, est jeté en pâture aux notables et aux associatifs. La Charte programme la disparition du service public d'éducation. Elle est l'aboutissement d'une politique qui, au nom de l'ouverture de l'école, disloque l'institution. Le maître n'est plus dispensateur du savoir (le même pour tous) mais « *responsable* » et contrôleur des « *activités organisées sur le temps scolaire* ». L'objectif est d'occuper l'après-midi de l'enfant sous le contrôle d'un contre-maître ! « *Berger n'est pas instruire* » écrivait le philosophe Alain. Nous pourrions ajouter : animer n'est pas instruire. Le comble est dans l'affirmation suivante : « *l'égalité devant l'accès à la culture ou au sport ne sauraient être dissociée de cet objectif* ». Effet pervers du... Mondial ! Nous touchons là au

même façon, les patrons souhaiteraient remplacer la nature contraignante de la loi inscrite dans le code du travail par un contrat avec le salarié considéré individuellement. Le contrat ne fait alors que consacrer et monnayer une relation en faveur de l'employeur. Le contrat éducatif est, au mieux, une formule de rhétorique, au pire, un carcan soumettant le maître aux pressions des notables et des parents.

Au même titre que le rapport Meirieu, cette politique s'inscrit dans le cadre de la « réforme de l'Etat », dont le but est de décharger l'Etat de ses responsabilités en matière de service public. Selon la nouvelle doctrine, l'Etat « stratège » se borne à définir les grandes orientations de son intervention. La réalisation peut en être confiée à des opérateurs privés. Cette politique veut obtenir la réduction des charges de fonctionnement du service public ; la déréglementation des statuts du personnel (déqualification, précarisation) ; enfin l'expulsion de certaines catégories de la fonction publique d'Etat. Le rappel des directives communautaires approuvées par la France à Bruxelles, qui est fait dans le texte ministériel, est d'ailleurs édifiant. On y apprend que « la formation est un service qui peut être assurée par le secteur public ou privé », que « les nouvelles technologies de la communication peuvent avantageusement remplacer les enseignants », que « l'enseignement public devrait se limiter aux acquisitions de base, une sorte de culture commune minimum ». L'école publique devrait se contenter « d'apprendre à apprendre », la formation continue donnant le reste et notamment la formation professionnelle.

Il s'agit donc de faire prendre en charge, au moindre coût pour l'Etat,

la formation de l'enfant par les collectivités locales. Cette formation serait assurée par des personnels échappant aux **qualifications** et aux **statuts** de la fonction publique. On parle « d'éducateurs sportifs et culturels rémunérés par les villes ou les associations ». On parle même « d'adultes en surnombre ». Comme s'il suffisait d'être adulte pour être éducateur ! On confond l'école et la tribu, l'école et la famille. Je voudrais rappeler cette formule de Danton à la Convention lors de la séance du 13 août 1793 : « *Tout se rétrécit dans l'éducation domestique, tout s'agrandit dans l'éducation commune* ». L'école n'est pas un espace où « l'adulte en surnombre » pourrait venir faire son singe savant ! Le moindre saltimbanque local serait-il habilité à éduquer ? Cette conception est **corporatiste** et **anti-répu-**

blicaine. Elle fait de l'école un enjeu politique et mercantile. Cette Charte s'inscrit dans une logique de déréglementation généralisée. Il suffirait désormais d'animer la journée de l'enfant en « *synergie avec les collectivités locales et le secteur associatif* ». Effectivement, une telle tâche peut être assurée par des emplois-jeunes et par des animateurs locaux. L'éducation n'échappe pas aux appétits du marché. [...] Ce n'est pas un hasard si Allègre veut faire de la formation « *le grand marché du XXI^e siècle* ». L'école est une entreprise qu'il faut « manager » dans le but de rechercher partout des « gains de productivité ». Les directeurs d'école et chefs d'établissements seraient les futurs patrons. La Charte n'est pas, comme tant de responsables syndicaux voudraient nous le faire croire, un projet « inté-

LA RENTRÉE SYNDICALE : UNE LEÇON DE CHOSE

(FIN SEPTEMBRE 1998)

ressant » qui esquisserait une nécessaire évolution de l'école, projet auquel il ne manquerait que des moyens budgétaires. Car, justement, la Charte peut fort bien se passer de moyens ! Elle a même pour fonction de légitimer idéologiquement le renoncement de l'Etat. La Charte est un projet réactionnaire de part en part. Elle ne peut ni se négocier, ni s'aménager. Elle se combat.

La crise financière s'approfondit et se transforme en crise économique. Déjà, les banques et les instituts de conjoncture évoquent une croissance ralentie en 1999. L'Europe n'est donc plus à l'abri. « *Dans la précarité aussi, les capacités des jeunes se révèlent* » : Le cynisme de ce titre du supplément Initiatives/Em-

ploi du quotidien *Le Monde* que dirige Alain Lebaube, donne la tonalité de cette rentrée. Vive la précarité et la déréglementation ! Ah, qu'elle était belle l'époque où les enfants descendaient au fond de la mine ! Gouvernement, patronat et médias collaborent afin d'organiser la paix sociale : le gouvernement de la gauche plurielle privatise à tour de bras et multiplie les allègements de la fiscalité patronale ; le patronat organise la précarité et s'appuie sur la loi Aubry pour mettre en œuvre la flexibilité ; les médias tirent à vue sur toute forme d'opposition organisée à la politique « consensuelle » du gouvernement. On assiste au lynchage médiatique de Pierre Bourdieu et à la stigmatisation de Lutte Ouvrière comme

organisation occulte et sectaire. La bourgeoisie met ainsi en place le dispositif qui devrait lui permettre de parer à toute éventualité en cas de crise ouverte. Crise qui pourrait fort bien combiner une récession avec une crise sociale et politique. Bien sûr, rien ne permet de préjuger des formes de la crise à venir. Mais les forces politiques se disposent dans un contexte où, rappelons-le, se fait sentir cruellement l'absence d'une direction politique de la classe ouvrière. De ce point de vue, la manière dont les appareils politiques et syndicaux se sont disposés lors de la rentrée scolaire est une véritable leçon de chose.

Rappelons que, durant l'été, Claude Allègre a mis en place, par un décret en coup de force, la déconcentration de la gestion des personnels. Cette déconcentration introduit les règles de management du privé dans le service public d'éducation. Elle renforce le pouvoir des chefs d'établissement dans l'évaluation et la carrière des personnels et adapte l'Ecole à l'environnement local. Bref, c'est l'éclatement du service public qui s'inscrit évidemment dans le cadre de la réforme de l'Etat. La CFDT et la FEN cautionnent cette décision. Le SNES refuse. Puis, la veille de la rentrée, Claude Allègre décide la réduction de 17 % du taux de paiement des heures supplémentaires (qui sont imposées !). En même temps, se développe une violente campagne de presse contre les enseignants et la FSU. Déjà, dans *Marianne* du 3 août, Claude Goasguen (Démocratie libérale) pressait Allègre d'aller plus vite et plus loin et, surtout, d'avoir le courage d'affronter la FSU. Claude Allègre affirme mensongèrement au journal télévisé de 20 heures que les heures supplémentaire sont payées y compris pendant les vacances !

Cette calomnie a une fonction politique bien définie : isoler les enseignants, les désigner comme boucs émissaires à l'opinion publique. Dès la rentrée, les professeurs des classes préparatoires (classes ne pouvant pas fonctionner sans le système des heures supplémentaires) se mettent massivement en grève. *Minute* peut alors titrer : « *Le mammoth refuse de laisser écraser ses privilèges* » ! On peut raisonnablement soutenir qu'Allègre a délibérément ouvert la voie aux propos crapuleux de la presse fasciste !

En juin, la direction du SNES a pris la décision de lancer une grève le 10 septembre, jour de la rentrée en lycées. Or chacun sait bien que cette grève n'est pas massivement tenable puisque la rentrée est toujours étalée sur deux ou trois jours. De son côté, au niveau fédéral, la FSU décide d'une journée de grève le 18 septembre. L'articulation de ces deux grèves n'est pas évidente pour le prof normalement constitué ! S'il y a grève le 18 c'est bien que les directions syndicales ne croient pas au succès de celle du 10 ! Allègre annonce qu'il accepte d'engager des négociations tout en maintenant son plan de déconcentration et la baisse du taux des heures supplémentaires. Le SNES annule alors la grève du 10 ! Certaines sections syndicales étaient fortement mobilisées (Isère, Seine-St-Denis, Bouches du Rhône, etc.) et acceptent mal l'annulation du mot d'ordre de grève. Elles accusent la direction du SNES de trahison. Mais la grande majorité des syndiqués respirent. La grève du 10 septembre était difficilement tenable. La voie semble maintenant dégagée pour une grève fédérale massive et unitaire le 18. C'était sans compter sur l'attitude des appareils syndicaux. En effet, le SNIIPP soutient la

Charte pour l'école et en accepte la négociation avec Allègre. La direction FSU va à la grève à reculons : article consensuel de Deschamps dans *Le Monde*, aucun matériel préparant le 18, etc. Sans compter le désarroi des militants du SNUIPP qui s'interrogent sur la valse hésitation du SNES. Le SNETAA n'appelle pas au 18 ! Résultat : la grève est peu suivie dans l'enseignement primaire et son succès est limité dans le secondaire.

Mais, fait significatif, la grève semble majoritaire (50 à 60 %) dans les établissements urbains. Là où le ras-le-bol est le plus sensible et le plus concentré. Il s'agit bien alors d'un mouvement politique contre Allègre. La dislocation et le désarroi imposés par les appareils syndicaux n'ont pu empêcher l'expression concrète du rejet de la politique gouvernementale. C'est bien pour cette raison qu'Allègre tente d'associer le SNES à la gestion de la déconcentration. La destruction de l'enseignement public et des statuts doit nécessairement passer par la mise au pas du syndicalisme. Le risque se trouve peut-être aujourd'hui dans la division approfondie du corps enseignant : entre les précaires et les statutaires, entre le primaire et le secondaire, entre les zones sensibles et les zones plus protégées, entre les collèges ruraux et les lycées urbains. C'est une donnée objective de la situation dont il ne faut pas sous-estimer la portée dans un contexte de crise rampante du système éducatif et de désarroi engendré par la politique des appareils syndicaux.

La situation à la rentrée concentre donc bien **la relation profonde entre la politique du gouvernement et l'orientation des appareils syndicaux**. Notons, au passage, que la stratégie du soi-disant syndi-

calisme de résistance a fait long feu ! La FSU, qui apparaissait comme un modèle, est traversée par des tensions que sa direction aura du mal à gérer. Entre la négociation des plans de destruction du service public d'éducation et un véritable syndicalisme de classe, la voie est étroite. Le devenir de la FSU dépend de l'organisation d'un courant avançant clairement la nécessité de la rupture avec la politique du gouvernement. Courant traduisant les intérêts réels des personnels. De ce point de vue, rien n'est joué.

La crise économique peut s'approfondir brutalement à n'importe quel moment. La chute d'Alcatel est la conséquence d'un retrait des fonds de pension. Le ralentissement annoncé des bénéfices, rien de plus, a suffi à lui seul à faire plonger le titre de 38 %. Mais ces mêmes « investisseurs » avaient fait monter le titre de 60 % depuis le début de l'année. Pour rassurer les marchés, le PDG d'Alcatel rappelle : « *Nous avons réduit de 30 000 le nombre d'emplois. Les départs seront maintenus à un rythme élevé* ». Le groupe Usinor menace de licencier 10 000 salariés sur 45 000. Le patronat élabore une stratégie lui permettant de faire payer cette crise aux salariés en faisant pression sur le capital variable (coût de la main d'œuvre). Le PDG du groupe Peugeot (PSA) annonce qu'il veut négocier la durée du temps de travail, les heures supplémentaires et les forfaits, la répartition du

temps de travail sur des durées plus longues. Il envisage ainsi le recours massif aux heures supplémentaires, le travail au forfait, la possibilité de semaines d'une durée de 48 heures sans dérogation avec une moyenne de 42 heures sur 12 semaines. L'automobile emploie déjà 20 % d'intérimaires. La CFDT félicite le PDG de PSA qui ouvre les négociations et prend les problèmes « *par le bon bout* » ! FO signe l'accord pourri de la métallurgie. Encore une fois, la loi Aubry est employée contre l'intérêt des salariés.

Le budget du gouvernement est un budget de droite. La taxe professionnelle est diminuée de 7,2 milliards. Elle sera réduite davantage au cours des années à venir... et engendrera une aggravation de la situation des finances locales. Aucune réforme fiscale n'est envisagée et la hausse scandaleuse de la TVA de 2 % imposée par Juppé n'est même pas annulée. En ce qui concerne le budget de l'Education nationale, la progression des crédits de l'ordre de 11,8 milliards de francs (+ 4,1 %) masque une stagnation. L'essentiel des crédits supplémentaires correspond à une dérive mécanique des décisions antérieures (pensions, accord salarial, etc.), ou au transfert de crédits d'aide sociale figurant antérieurement dans d'autres budgets (emplois jeunes, aides à la scolarité, etc.). Commentant la loi de Finances, *Le Monde* lui-même parle de « *générosité* » pour les entreprises. Le PCF

s'interroge et Jean-Claude Gaysot estime qu'il « *ne faut pas faire la fine bouche* » ! Quant à la Gauche socialiste, elle se prononce pour le « *et/et* », c'est-à-dire **et** nationalisations **et** privatisations. Dans la contribution remise pour la convention nationale du PS, elle écrit, sans rire, que « *L'Etat doit pouvoir jouer de tous les leviers de l'économie sociale de marché* »(sic). Notons, pour la petite histoire, que le concept « d'économie sociale de marché » a été forgé par... la démocratie chrétienne !! On peut s'imaginer les dégâts causés par ce genre d'élucubration parmi les militants.

Donc, en cette rentrée, chacun, à sa place, joue son rôle. Il faut boucher toute perspective politique indépendante. Il faut que ce gouvernement de collaboration de classe apparaisse comme le seul recours. Avec une droite parlementaire impuissante et balkanisée, un FN qui aspire au pouvoir sans en avoir les moyens, la bourgeoisie doit colmater les brèches qui fragilisent les sommets de l'appareil d'Etat. C'est ainsi que le gouvernement de la gauche plurielle est l'outil, pour l'instant, le mieux adapté à une situation instable et incertaine. Situation où le rapport des forces reste encore en faveur des salariés. [...]

Le gouvernement de la gauche plurielle gère au plus près la déstabilisation des acquis arrachés par le salariat. [...] L'absence d'alternative à gauche pèse sur le développement

de la lutte des classes. C'est bien ce vide politique qui permet aux appareils syndicaux d'organiser la division et la dislocation. Mais il serait faux de présenter comme seule alternative : ou l'appel incantatoire et impuissant à la grève générale, ou la pression illusoire sur un gouvernement qui serait hésitant (« cap à gauche » !). La perspective aujourd'hui est bien d'engager l'action sur une orientation qui soit celle d'une rupture avec la bourgeoisie et d'indépendance de classe. Orientation inséparable d'une politique de front unique. Cette orientation ne peut se concrétiser, dans la conjoncture actuelle, que par la construction patiente d'une alternative programmatique et organisationnelle.

Gil Ben Aych,
 professeur de
 philosophie et écrivain

Du wébérisme (et de son inactualité sociale, théorique et pratique)

L' intervention « socialiste » de M. Weber (1) a de quoi faire sourire à plus d'un titre, bondir à certains égards. Sa triple définition du socialisme démocratique mérite examen, vue la position dudit monsieur, sénateur de la portion maritime de la Seine, secrétaire national de portion socialiste des partis politiques en France.

Passons brièvement sur certaines formules délicates pour le moins, comme 1- « *cortège bigarré* » pour désigner ses adversaires idéologiques d'extrême-gauche (« bigarré ») ; 2- « *réponse qui a fait merveille pendant un demi-siècle* » pour évaluer le rôle de la social-démocratie dans les pays capitalistes développés (le Tiers-Monde appréciera et les prolétaires des métropoles capitalistes aussi, disons les salariés) ; « *offre politique* » pour signifier un programme politique ou une proposition politique, tant le vocabulaire de ce monsieur est oblitéré par le langage du commerce offre/demande. On

va voir pourquoi. On laissera de côté aussi la litanie finale qui se contente de décrire les réalités européennes actuelles et on examinera les trois thèses présentées.

1- La première : « *l'avènement de la république sociale* » ou « *comment faire en sorte que les droits et les libertés **proclamées** (souligné par nous) par la grande Révolution soient effectifs pour tous, même pour les plus démunis ?* » Ainsi posée, la question est nécessairement insoluble, car elle part de la liberté politique (la Révolution française) sans s'apercevoir que cette liberté politique engendre et se produit avec la liberté économique. Autrement dit, c'est parce que l'économie est réglée par l'offre libre et la demande libre (achat et vente de la force de travail par le capital), c'est parce que les acteurs, agents économiques sont libres commercialement parlant, eu égard au travail (et ce n'était pas le cas dans les modes de production an-

té-capitalistes) que cette liberté politique et économique produit justement son contraire, à savoir un pôle massif de misère ici, de ce côté-ci, et un pôle mineur de jouissance là, de ce côté-là : prolétariat-bourgeoisie.

Mais comme M. Weber n'a pas dialectisé le rapport de liberté politique-économie, interne à la société capitaliste, il s'étonne alors, candide, faux candide, de la contradiction entre « *les droits et les libertés proclamés* » et « *l'explosion des inégalités* », sans voir que c'est le même phénomène qui produit les deux, la même relation au travail, la séparation employeur/employé commercialement travaillée, où l'employé est séparé et privé « *librement* », « *également* » des moyens de son travail. Absurdité de la démarche et inconséquence, pensée nulle où M. Weber justifie l'emploi des uns par les autres : l'exploitation de l'homme par l'homme, je souligne l'homme.

2- Seconde thèse : « *l'aspiration à la maîtrise de notre avenir collectif* ». Heureusement, M. Weber nous laisse l'aspiration à la maîtrise de notre avenir individuel et ne s'occupe que du collectif. Remarque : un avenir « nôtre » est d'emblée... collectif, et le pléonasme est ici à mettre au compte de l'inattention. Pas vraiment.

Car c'est la thèse de l'intervention de l'Etat dans le marché et elle suppose que l'Etat touche le marché mais pas l'inverse. Là encore, pure extériorité du rapport de l'un à l'autre, non-dialecticité. Quand on sait que l'Etat est capitaliste-collectif comme organisateur de la péréquation des taux de profit. Ignorance, on dira, du monsieur, de M. Weber.

3- Enfin, troisième élément : « *le mouvement socialiste dénonce dans le capitalisme la première et la seule société dans l'histoire qui place les valeurs économiques (enrichissement, production, accumulation) au-dessus de*

toutes les autres ».

Même chose : c'est le rapport marchand au travail qui fait que le procès de production promeut l'enrichissement, la production et l'accumulation au-dessus de tout (la bourgeoisie) et... (ce qu'oublie M. Weber) la misère, la non-consommation et la paupérisation des masses au-dessus de tout ! Pour finir, je me contente d'une petite leçon de lecture, et cela suffira.

« *D'un autre côté, on voit bien aussi la puérité des socialistes (notamment les socialistes français qui veulent prouver que le socialisme est la réalisation des idées de la société bourgeoise exprimée par la Révolution française), qui démontrent que l'échange et la valeur d'échange sont originellement (dans le temps) ou selon leur concept (et leur forme adéquate) un sujet de liberté et d'égalité de tous, mais qu'ils ont été faussés par l'argent, le capital... Ou encore que l'histoire a fait jusqu'à présent des tentatives manquées pour les accomplir de la façon qui correspond à leur vérité, et qu'ils ont maintenant, par exemple, Proudhon, trouvé le vrai Jacob qui fournira l'histoire véritable en remplacement de la fausse (2). Voici ce qu'il faut leur répondre : la valeur d'échange ou, plus près de nous, le système de l'argent, est en fait le système de l'égalité et de la liberté, et si quelque chose vient perturber celle-ci dans le développement plus détaillé du système, ce sont là des perturbations immanentes, c'est justement là l'effectuation de l'égalité et de la liberté, qui se font connaître en se manifestant comme inégalité et absence de liberté. C'est un vœu tout aussi pieux que sot de demander que la valeur d'échange ne se développe pas en capital ou que le travail productif de valeur d'échange ne se développe pas en travail salarié. Ce qui distingue ces hommes [les socialistes] des apo-*

logètes bourgeois, c'est d'un côté le sentiment qu'ils ont des contradictions que comporte le système ; de l'autre l'utopisme, le fait qu'ils ne saisissent pas la différence entre la figure réelle et la figure idéale de la société bourgeoise, et veulent donc entreprendre cette tâche inutile qui consiste à vouloir redonner réalité à l'expression idéale elle-même alors qu'elle n'est en fait que l'image projetée de cette réalité » (Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, tome 1, pp. 188-189, éditions sociales). C'est ce qui explique que lorsque M. Weber écrit que l'Etat doit se charger de réguler les « *acteurs économiques* », ceux-ci soient exclusivement désignés, quel aveu, comme « *chefs d'entreprise et opérateurs financiers* ». L'autre pôle de ce commerce-là étant inexistant dans sa réflexion, c'est-à-dire le travail, le travail salarié précisément. M. Weber, *in fine*, aggrave sa pensée commerçante dans une ultime métaphore historique : « *la faillite* » du marxisme. Question historique qu'il ne nous appartient pas ici d'examiner. Défaite du marxisme, peut-être, c'est à voir de plus près. Mais ici, misère idéologique de Weber et richesse conceptuelle de Marx. CQFD.

PS : (chez moi, le PS est un rajout en fin de lettre). A titre d'information, je signale que Marx et Engels, autorités s'il en est en matière de théorie socialiste, considéraient que les thèses républicaines constituaient au mieux des thèmes de propagande facile, mais en aucun cas les fondements d'un programme socialiste. Ils étaient sérieux, au demeurant. Ce point de vue est remarquablement illustré dans *La question juive* de Marx, en une phrase et avec brio, quand il demande à la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen : « *Quel est cet "homme" différent du citoyen ?* ». Superbe question.

Notes

- 1- cf. *Le Monde* du 29 septembre 1998
- 2- Ici, on songe évidemment à Jospin et à toute l'équipe « socialiste ».

Il est, ces derniers temps, bien difficile de ne pas avoir entendu parler de Pierre Bourdieu. Depuis la grève de novembre et décembre 1995 (la date n'est pas indifférente), il n'est pas un journaliste qui n'éprouve le besoin de glisser une pique contre le sociologue français le plus cité au monde. Le mouvement s'est intensifié au cours de l'été et de l'automne, afin d'appuyer la sortie d'un livre anti-bourdieuzien, conçu comme une grande claque. Ce fut un gros flop.

Carré rouge n'a pas vocation à suivre les modes. Notre revue s'est créée au sommet de la vogue du « nouvel ordre mondial », de la « fin de l'histoire ». C'est dire !

Mais le phénomène complexe qui met Bourdieu au centre des discussions, des éditoriaux et des agitations médiatiques a beaucoup à voir avec les raisons pour lesquelles nous avons décidé, il y a maintenant trois ans, de lancer cette revue.

Bourdieu : honneur au chiffre 2

Il est assez difficile de discerner les causes de cet affolement. On y trouverait sans doute des raisons propres à l'institution universitaire, aux conflits qui la traversent, aux déchirements qui, dans ce « champ », traduisent les combats impitoyables des stratégies personnelles d'accès au pouvoir symbolique. Bourdieu n'a jamais ménagé ses pairs. Il n'est pas le plus tendre des critiques. De la postface aux Règles de l'art, où, sous le titre « pour un corporatisme de l'universel » il propose une véri-

table charte des intellectuels, à ses Méditations pascaliennes, il assume le risque de mécontenter un certain nombre de petits maîtres, de « faiseurs d'opinion » ou de fast-thinkers (ceux qui, comme Luky Luke tire plus vite que son ombre, parlent et écrivent plus vite qu'ils ne réfléchissent et travaillent).

On peut également y voir une seconde raison. En publiant Sur la télévision, qui inaugurerait la collection Liber-Raison d'agir, Bourdieu n'a pas seulement enregistré un immense

succès éditorial. Il a aussi rompu la loi du silence en dévoilant comment la télévision fonctionne, comment elle s'intègre à une chaîne circulaire où un groupe, toujours le même, passe d'un organe de presse à l'autre, éditorialise partout, se renvoie indéfiniment des ascenseurs ; comment elle est une tribune soigneusement calibrée pour les plus puissants et une machine à broyer les plus humbles (l'expérience des « plateaux » de Daniel Billalian pendant la grève de 1995 n'en est qu'une manifestation plus visible, mais c'est la norme quotidienne) ; comment elle est un instrument de décervelage, de nivellement par le bas. Les cibles visées étaient nettement identifiées. Les mécanismes étaient mis à nu. Puis Serge Halimi a récidivé, avec son analyse d'une partie du monde des médias. Publié dans la même collection que Bourdieu, il a rencontré un succès plus considérable encore.

Une poignée de journalistes et d'éditorialistes, éternels constructeurs zélés de théories ad hoc pour cautionner le règne de l'ultralibéralisme, se sont reconnus. Ils ont eu l'intelligence de crier à l'agression contre l'ensemble de la « profession ». Ils ont su mobiliser des plumes moins brillantes mais tout aussi serviles, aspirants apologistes du CAC40, et le concert a commencé. Nul ne s'est avisé qu'il a été orchestré et exécuté selon les règles que Bourdieu venait justement de dévoiler. Comme le dit excellemment Philippe Val dans Charlie hebdo du 23 septembre 1998, « [BHL, PPDA, Finkelkraut, Luc Ferry, Johnny Halliday, Comte-Sponville, Alain Minc] ont servi de masque idéologique à la faillite de millions d'hommes, et ils voudraient en plus qu'on les reconnaisse. Il faudra qu'ils se contentent du fait qu'on les a répérés. » Mais c'est un crime

qu'ils ne sont pas prêts à pardonner, et ils ont déchaîné leurs foudres.

Toutes ces raisons existent certainement, et elles sont assez puissantes pour avoir projeté Bourdieu au centre des polémiques et des discussions, au moins dans les salons mondains ou semi-mondains. Mais elles ne sont que la mousse d'une vague autrement plus puissante. Passées les imprécations contre l'empêcheur d'endormir en rond, c'est à la figure de l'intellectuel engagé aux côtés des cheminots de 1995 et des chômeurs de 96-97 que les mêmes « leaders d'opinion » se sont attaqués. Et cette nouvelle phase de la campagne anti-Bourdieu pose aux militants que nous sommes un certain nombre de questions tout à fait essentielles.

LA RÉHABILITATION

DU CHIFFRE « 2 »

Il faut rendre grâce à Alain Finkelkraut. Il a sans doute beaucoup de désaccords purement philosophiques avec Bourdieu. Il a le mérite de formuler clairement, bien plus clairement en tout cas que les autres, le grief principal qu'il lui adresse. Et celui-ci n'a rien de strictement philosophique. Dans un entretien avec L'Express du 20 août 1998, il répond à la question suivante « Pierre Bourdieu est devenu une sorte d'épicentre du débat intellectuel français (1). On dirait que vingt ans de réflexion sur la démocratie (via Tocqueville et d'autres) s'en trouvent annulés. Qu'est-ce que cela signifie ? » : « Cela signifie d'abord le retour de la violence dans le discours. Le petit livre de Bourdieu sur la télévision ferme la période de désaccord civilisé qu'avait ouverte, en France, la critique du totalitarisme. A la fin de ce siècle de fer, autre-

ment dit, la radicalité est loin d'avoir épuisé tous ses prestiges. Je croyais naïvement qu'elle ne pouvait pas survivre à son incarnation stalinienne. Je me trompais : le stalinisme est mort ; la radicalité, comme s'il ne s'était rien passé, refléurit. » Nouvelle question : « Qu'entendez-vous par radicalité ? ». Finkelkraut répond : « La radicalité, c'est la magie du chiffre 2 et la guerre à mort comme modèle de la politique. Deux camps, deux forces s'affrontent sous l'apparente pluralité des opinions. Le camp de l'humanité et le camp des ennemis du genre humain. Entre les deux, pas de compromis possible, mais une lutte inexpiable. C'est ce que Kolakowski, réfléchissant sur le stalinisme, nommait le "schéma de l'unique alternative". En réduisant le monde humain à l'affrontement des dominants et des dominés, Bourdieu redonne vie et crédit, avec des phrases très compliquées, à ce simplisme radical. » (souligné par nous).

Rappelons-nous : avec la chute du Mur de Berlin, une rengaine a eu son heure de gloire : la « mort de l'idéologie ». Que cette affirmation ait été de caractère purement idéologique, nul ne s'en est inquiété. Finkelkraut nous la rappelle en usant du repoussoir stalinien pour interdire toute pensée non conforme. Nous avons l'habitude. Mais au-delà de l'artifice vulgairement rhétorique, disons que Finkelkraut vend la mèche... Ce dont Bourdieu s'est rendu coupable, fondamentalement, c'est d'avoir choisi son camp, et surtout d'avoir rappelé avec vigueur ce que la vie, après tout, montrait à qui voulait le voir : il n'y a pas de conciliation possible entre les impératifs de survie de l'humanité et le maintien de la propriété privée des moyens de production. Ces fast-thinkers qu'il accable de ses flèches depuis des mois, à

propos de 1995 ou de la télévision, ce sont précisément ceux à qui la bourgeoisie confie le soin d'endormir les consciences quant au caractère irréductiblement antagoniste des intérêts de classe, et de cacher, autant que possible, les situations de misère matérielle et morale qui en résultent. Le combat de Finkelkraut est désespéré, quels que soient les arguments odieux dont il le dote. Après dix années de « nouvel ordre mondial », le système capitaliste mondial menace l'humanité d'une de ces gigantesques vagues de destruction qui peuvent achever de l'entraîner dans la barbarie. Il devient difficile de chanter les mérites d'un monde pacifié par la Bourse et la mondialisation. L'échec sanglant de ce que certains ont appelé l'expérience du « socialisme réel » est certes un facteur inhibant du combat pour une réorganisation du monde sur d'autres bases, mais il ne suffit plus à empêcher que soit reposé le problème d'une autre société, fondée sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la destruction des Etats chargés de la protéger. Il ne suffit plus à empêcher que soit reposé le problème de ce que le mouvement ouvrier a appelé, depuis sa constitution, le socialisme. Mais si ce spectre n'est plus suffisant pour interdire le combat, au moins peut-il aider à en brouiller les enjeux, à en obscurcir les objectifs. La polémique contre Bourdieu, ridicule à force d'être outrancière, a cette fonction. Mais elle nous impose à notre tour d'être parfaitement clairs, et de ne pas déléguer à Bourdieu une tâche qui excède largement sa position personnelle et ses dispositions politiques.

En effet, nous avons tout lieu d'être « contre ceux qui sont contre Bourdieu », comme le disait très justement Daniel Bensaïd dans une ré-

cente émission de France Inter. Cela n'entraîne pas que nous en fassions le porte-parole d'un combat qu'il ne revendique d'ailleurs pas. Il faut donc préciser.

CE QU'APPORTE BOURDIEU

L'apport de Bourdieu est au moins de deux ordres. Le premier est strictement du domaine de son activité de sociologue. Il est impossible de le résumer ici en quelques mots. Mais très sommairement, on peut relever son attachement à fouiller les mécanismes de l'aliénation. Les dominés ne le sont pas avant tout par le recours à la force des dominants. Marx avait mis en évidence le premier levier essentiel de la domination : en vendant sa force de travail, le prolétaire reproduit le capital, ennemi qui se dresse contre lui et le broie. Bourdieu y ajoute les notions de violence « symbolique » et d'inscription durable au plus profond des corps et des gestes quotidiens (de l'inconscient même) de « dispositions durables » (ou *habitus*), par lesquelles se traduisent jusque dans la subjectivité individuelle les traces de l'objectivité des rapports sociaux. Ce dévoilement des mécanismes de l'aliénation a, en soi, un grand intérêt pour ceux qui tendent leur volonté vers la transformation révolutionnaire de la société. Mais ces derniers sont d'emblée amenés à dépasser ce qui peut apparaître comme un fatalisme, un déterminisme invincible. Les marxistes que nous sommes voient dans la lutte des classes, dans l'action révolutionnaire de classe, le levier qui, dans des circonstances particulières, peut faire voler en éclats ces mécanismes broyeurs. Ce n'est pas une question de casuistique : c'est une disposition pratique et

théorique fondamentale.

Le second apport de Bourdieu ne tient pas à son statut de sociologue, mais à l'usage courageux que fait Bourdieu de son aura de savant, d'universitaire, du capital symbolique qu'il projette dans la bataille. Il n'est pas indifférent que ce personnage, que son travail et son talent ont amené au sommet des gratifications universitaires, choisisse son camp, et que ce soit celui des travailleurs qui luttent pour préserver leurs acquis, des chômeurs qui demandent dignité et respect de leurs droits, et des sans-papiers. Il y faut du courage, intellectuel et physique. Il y faut du panache. Bourdieu a montré tout cela. Chapeau. On ne peut prétendre combattre ce monde et ne pas soutenir le combat de cet homme. Surtout au prétexte qu'il n'est pas marxiste... car, au contraire de tant d'autres qui se réclament de cette filiation pour mieux poignarder le combat de classe, il n'a jamais prétendu l'être !

Ce n'est pas rien. Mais il ne s'agit pas de l'investir d'une mission qu'il ne revendique pas.

CE QU'IL NE PEUT APPORTER

Notre revue a choisi de placer en exergue la déclaration de Siniavsky devant ses juges staliniens : « Le socialisme (ou, selon d'autres versions, le communisme, mais c'est pour nous comme deux synonymes) est le seul but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner ». Bourdieu ne s'est à notre connaissance jamais réclamé de cet objectif.

Il contribue, dans son domaine scientifique et dans son activité « militante », à dévoiler des mécanismes que tout tend à masquer (2). Beaucoup d'autres intellectuels y contribuent ou y ont contribué. C'est mê-

me peut-être l'une de leurs fonctions essentielles.

Reste que leur contribution n'a de force que si elle est saisie et transformée « en forces matérielles » par une classe sociale que sa place dans la production, son expérience de combat et ses formes d'organisation dotent de la puissance seule capable de transformer le monde. Mettrait-on bout à bout les innombrables dévoilements auxquels leurs travaux aboutissent que les intellectuels ne seraient toujours pas fondés à construire un parti émancipateur de l'humanité. Outre qu'ils ne brillent pas par leur capacité à se grouper sans se déchirer, ils ne pourraient guère prétendre qu'à la proposition d'un nouveau messianisme, d'un pouvoir découlant d'une parole « révélée », c'est-à-dire d'une autre forme de délégation de pouvoir.

Nous sommes convaincus que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». C'est même probablement, de toutes les rengaines répétées sans bien en apprécier la profondeur initiale, la plus décisive. Notre réflexion sur l'état de la classe ouvrière est à l'état d'ébauche. Elle doit se développer, s'approfondir. Mais nous sommes convaincus que nous n'avancerons qu'avec notre classe, dans le cours même de son

combat, là où, dans certaines circonstances historiques, se forge cette conscience d'être une classe, porteuse d'un avenir, d'une responsabilité. Aucune « révélation » ne nous dispensera de ce combat.

Et nous sommes nombreux, même si dispersés, à vouloir mener ce combat. Personne d'autre que nous, quels que soient l'organisation, le groupe où nous sommes (les plus nombreux étant ceux qui ne sont dans aucun !), ne peut clairement établir l'objectif que le mouvement propre de la classe ouvrière doit se fixer : l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la destruction des Etats. En centrant ses polémiques contre le « néo-libéralisme » plutôt que contre le capitalisme, Bourdieu paraît être loin d'aboutir à cette conclusion, quel que soit l'intérêt immense de ses travaux, qui démontent les mécanismes de reproduction sociale propres à ce système, et quel que soit l'appui qu'il apporte aux luttes des couches les plus exploitées du prolétariat.

Nous ne pouvons donc pas nous dispenser de travailler ensemble, avec nos acquis différents mais convergents, à élaborer ce que doit être le programme politique de reconstruction de la société sur des bases socialistes. Il nous revient de débattre, dans les circonstances actuelles, de

ce que pourrait et devrait être le programme des Etats Unis socialistes et démocratiques d'Europe, et à combattre pour aider la classe ouvrière et toutes ses composantes (actifs, chômeurs, sans-papiers ou non), dans le cours même de sa lutte de classe, à se dégager des solutions de replâtrage qui lui sont continuellement jetées dans les jambes.

Le respect que nous devons au courage et à l'apport intellectuel de Bourdieu impose que nous soutenions son action propre, et que, s'il le veut bien, nous discutions sans faux-fuyants avec lui. L'horreur qu'il inspire à Finkelkraut (et à tant d'autre de la même sorte), c'est l'horreur de la classe révolutionnaire que celui-ci voit poindre derrière Bourdieu. Chacun son camp. Il y en a deux ! Nous serions honorés d'accueillir Bourdieu dans le nôtre.

Notes

1- On ne peut écarter l'hypothèse qu'une telle introduction constitue une terrible blessure narcissique pour Finkelkraut...

2- ...parfois jusqu'au ridicule ! Jeannine Verdès-Ledoux a pris la décision pathétique de réfuter et de disqualifier Bourdieu, en jetant dans la bataille son impuissance symbolique personnelle. Elle est bien en peine de dévoiler quoi que ce soit, elle qui com-

mence par blâmer le caractère outrancier de la description de la misère sous toutes ses formes, telle que Bourdieu et son équipe la peignent dans *La Misère du monde*. J.V.L. devrait sortir un peu.

Après les convulsions du mois de septembre, les marchés financiers connaissent une nouvelle phase d'accalmie relative. Le but de cette note est de faire le point sur la progression de la crise en la replaçant dans une évolution plus longue et en analysant les contradictions fondamentales dont elle est la manifestation.

Quelques notes sur la progression de la crise mondiale

Pour comprendre la gravité de la crise actuelle et les formes qu'elle prend, il faut commencer par revenir sur la place occupée par les pays du sud-est asiatique dans l'accumulation du capital depuis les années quatre-vingts.

LA PLACE QUI ÉTAIT ASSIGNÉE AUX PAYS DE LA ZONE ASIATIQUE

Ce qu'on désigne de façon totalement imprécise de « pays émergents » recouvre des économies aux situations fort différentes. Certains pays, tels la Corée et Taiwan, dotés d'une main-d'œuvre assez qualifiée, ont connu un développement économique dès les années soixante-dix. D'autres pays (Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines) ont une croissance plus récente (les années quatre-vingts) et leur industrie est beaucoup plus fragile.

Toutefois, le dynamisme industriel de la zone prise comme un tout a reposé d'une part sur le rôle stimulant joué par la demande en provenance du Japon, dont le taux de croissance des décennies passées a été bien supérieur à celui des Etats-Unis et de l'Europe, et d'autre part sur les investissements manufacturiers réalisés par les grands groupes multinationaux, principalement américains et japonais (à titre d'exemple, le groupe Matsushita représentait à lui seul, par ses activités en Malaisie, 4,5 % du PIB de ce pays en 1996). Ces groupes ont pu tirer profit d'une main-d'œuvre souvent très qualifiée et des conditions de surexploitation élevée permises par la faiblesse de la protection sociale. Les pays du sud-est asiatique ont donc constitué pendant quelques années un terrain favorable pour les capitaux qui ne pouvaient s'accumuler de façon jugée suffisamment rentable par leurs détenteurs dans les pays industrialisés.

sés occidentaux.

L'exploitation des potentialités de l'accumulation s'est néanmoins effectuée dans des conditions de fragilité extrême (dépendance vis-à-vis d'une seule filière industrielle, déficits commerciaux importants, etc.). Les sources de fragilité sont nombreuses. D'une part, la surexploitation de la main-d'œuvre s'est heurtée à une opposition de plus en plus forte de la classe ouvrière, réduisant les avantages retirés par les grands groupes. D'autre part, le taux de croissance de formation du capital industriel dans cette région a conduit au fil des années à une accumulation de capacités de production excédentaires, par rapport non seulement à la demande solvable du marché intérieur dans la plupart des industries (automobiles, semi-conducteurs, électronique grand public, chimie, acier) mais également aux besoins des pays dominants du marché mondial, les Etats-Unis et l'Europe. Cet état de surcapacité a été aggravé par la récession industrielle qui touche le Japon depuis le début de la décennie.

Mais ce qui donne son caractère brutal à l'effondrement économique et à la régression sociale considérable de la région tient au fait que cette domination a été, dans une mesure importante, commandée par les besoins et les rythmes du capital financier porteur d'intérêt. L'accumulation du capital a reposé sur des financements extérieurs, principalement sous forme de crédits. Les banques japonaises, alors même qu'elles sont depuis le début de la décennie dans une situation critique, ont massivement prêté, et le montant des crédits qu'elles ont octroyés dépasse celui des investissements industriels réalisés par les groupes japonais. Les institutions des autres pays capita-

listes développés sont également largement engagées. Or les crédits accordés ont été pour une bonne part engloutis dans des projets immobiliers spéculatifs (« de prestige ») ou encore dans le gonflement considérable des budgets militaires et des importations d'armes dont les industriels américains, français et britanniques sont les principaux bénéficiaires.

Le capital financier porteur d'intérêt ne s'est guère soucié de l'utilisation improductive et parasitaire des fonds, à partir du moment où l'octroi de crédits permettait la mise en place de canaux de drainage de la valeur et de la plus-value créées dans les pays asiatiques vers les institutions financières qui centralisent le capital de prêt. Dans les années qui précèdent la crise, les entrées de capitaux privés en Indonésie, Malaisie, les Philippines, Thaïlande et Corée du sud sont estimées à 93 milliards de dollars (presque 10 % de leur PNB). Depuis le début de la crise (printemps 1997), les sorties de capitaux ont atteint 200 milliards de dollars, donnant une indication sur l'importance des transferts de richesses. On est ici en présence de mécanismes de ponction de la valeur créée dans les pays subordonnés, qui s'exercent par le truchement de l'emprunt contracté par les pays dominés auprès des pays dominants, qui ont été analysés par les théoriciens de l'impérialisme, en particulier Lénine et R. Luxembourg.

ENCORE UNE FOIS

LA CRISE N'EST NI

« ASIATIQUE » NI

FINANCIERE

Depuis 1997, les symptômes les plus brutaux des crises du XIX^e siècle,

puis de celle de 1929 sont réapparus en Asie du sud-est. Le recul du PNB réel en 1998 serait de : -15 % en Indonésie, - 8 % en Thaïlande, - 7 % en Corée du sud. Les taux de chômage, pourtant notoirement sous-estimés, atteignent des niveaux gigantesques. Le Bureau International du travail prévoit que un tiers de la population active mondiale, soit **plus de 700 millions de personnes**, se trouvera au chômage ou en sous-emploi important en 1999. Jamais avec une telle netteté dans l'histoire du XX^e siècle, une crise financière n'a eu des effets aussi rapides sur les rapports sociaux et les conditions réelles de production.

C'est que la crise n'est ni « asiatique » ni financière. Elle est celle d'un mode de production foncièrement incapable de trouver le chemin d'une régulation de ses contradictions autrement que par la crise. La crise, aujourd'hui comme par le passé, se présente comme une crise de surproduction. Elle reflète la contradiction entre la tendance à une croissance sans limite de la production et une consommation bridée par le pouvoir d'achat des producteurs. La crise de surproduction constitue pour Marx un indice distinctif du capitalisme (quasiment une « tautologie ») et reflète au niveau de la collectivité le fait que les vendeurs de force de travail ne reçoivent pas (et encore moins sous forme de biens) l'équivalent de la valeur qu'ils ont créée. Il s'agit d'une contradiction inhérente au système qui ne peut pas, à coup sûr, être surmontée en augmentant le pouvoir d'achat (le coût de la force de travail) c'est-à-dire en diminuant la plus-value.

Le seul moyen de différer cette contradiction est d'élargir l'accumulation du capital (augmentation des moyens de production et de la force

de travail mis en œuvre), ce qui considéré sous l'angle de la « réalisation » (la commercialisation), ouvre de « nouveaux marchés » aux biens de production et aux biens de consommation. A condition, bien sûr, que les conditions de rentabilité du capital investi (le taux de profit) soient jugées suffisantes par leurs détenteurs. Cela a été le cas en Asie du sud-est qui, compte tenu des conditions de sur-exploitation de la force de travail, a, pendant une dizaine d'années, représenté un terrain propice pour l'accumulation. Une fraction importante de la plus-value créée était ensuite drainée vers les pays capitalistes développés pour y être transformée en actifs financiers, générateurs d'intérêts et de dividendes. Et cela, sous le commandement du capital financier dans sa forme contemporaine, celle des fonds de placement collectifs ou fonds de retraite privés anglo-saxons, ainsi que celle des autres grands opérateurs des marchés financiers. Ceux-ci ont mis au point des normes de rendement de leurs placements et ont pris toutes les mesures pour les imposer aux entreprises ainsi qu'aux marchés financiers subordonnés du système, qui sont les relais dans ce processus mondial de centralisation de richesse vers les pays-rentiers. Lorsqu'on regarde du côté des Etats-Unis, pays où est « centralisée » la circulation du capital financier mondialisé, il ne fait guère de doute que ces transferts de valeur ont été, depuis le début de la décennie, un des facteurs de l'augmentation de la consommation, saluée avec emphase par les commentateurs qui s'émerveillent (plus pour longtemps sans doute) devant ce ressort du dynamisme de l'économie américaine. Cependant, la consommation des couches rentières (celles qui vivent

complètement ou partiellement de revenus financiers, intérêts sur les obligations ou dividendes sur les actions) ne peut constituer une solution durable pour les Etats-Unis, pas plus que pour les quelques autres « pays-rentiers », pays-sources de capitaux de placements massifs. D'une part, la consommation des ménages aisés américains repose au moins autant sur ces transferts de valeur que sur un endettement considérable financé par le reste du monde, situation qui ne peut se prolonger qu'en raison de la position dominante occupée par les Etats-Unis. D'autre part, si le pompage de la valeur créée vers la consommation des classes sociales dominantes contribue à leur prospérité, il ne constitue en aucun cas une solution au problème actuel de l'accumulation, qui est aujourd'hui celui d'une masse insuffisante de valeur créée pour permettre à celle-ci de se poursuivre à un rythme soutenu. Ce dont le capitalisme a besoin n'est pas la création d'une demande additionnelle, mais des conditions qui lui permettent de s'approprier plus de valeur et de plus-value. Celles-ci ne se limitent pas à une augmentation du taux d'exploitation, mais dépendent du volume de l'investissement. Or les circuits de valorisation du capital financier, tels qu'ils ont été organisés dans le cadre d'un système financier mondialisé grâce aux politiques néolibérales de déréglementation des « marchés », concourent à ralentir le rythme d'accumulation, dans son sens essentiel de reproduction élargie des capacités de production et de mise en mouvement de la force de travail.

LES MÉCANISMES DE PROPAGATION

INTERNATIONALE

La rapidité avec laquelle la crise partie de Thaïlande s'est propagée tient à plusieurs facteurs. Nulle part plus qu'au sein du système financier mondialisé, n'apparaît ce que Marx appelle l'« anarchie de la production capitaliste ». Depuis 1979 (début de la « révolution conservatrice » initiée par Thatcher et mise en place d'une politique monétariste par la Federal Reserve), les « lois des marchés » ont été soigneusement organisées pour laisser libre cours aux effets prédateurs du capital financier. Aujourd'hui, alors que la crise libère les forces destructrices, les institutions internationales (FMI, banque mondiale) et gouvernements des pays capitalistes dominants, qui en ont été les architectes ou les exécutants, en viennent à justifier le renflouement par les impôts des contribuables (essentiellement salariés) d'institutions privées en banqueroute, dont certaines, comme les fonds mutuels (« hedge funds ») n'ont même jamais été soumis (au nom de la liberté d'entreprendre) à aucune obligation de contrôle de la part des autorités de régulation.

Les mécanismes de propagation œuvrent aussi bien du côté des éléments « production » que « financiers » qui sont constitutifs de l'économie mondiale. Du côté des conditions réelles de l'accumulation, la surproduction ne peut que s'amplifier sous l'impact de l'effondrement de la demande et des politiques récessionnistes conduites dans les pays subordonnés d'Asie et d'Amérique latine pour faire face à la crise. Cette surproduction se traduit par une baisse, ou plutôt par un effondrement des prix qui ne concerne plus seulement les matières premières et le pétrole (- 30 % en un an), mais

aussi des industries aussi centrales que l'automobile et l'informatique. Ce qui est à l'œuvre derrière la « déflation » (baisse massive des prix) ce sont les mécanismes cumulatifs d'une dépression, dont l'ampleur sera accentuée par l'interdépendance des économies nationales dans le cadre de la mondialisation du capital. Ce qui place les Etats-Unis à l'épicentre des contradictions, et de façon étroitement liée, l'Europe.

L'inquiétude des commentateurs et des responsables politiques porte sur les « effets de domino » (effets en cascade) dont l'histoire des crises financières fournit d'abondants exemples. Les risques résident d'abord dans la possibilité que se rompent les maillons les plus faibles de la chaîne des créances et des dettes, ce qui mettrait en péril ou en défaillance des banques importantes. Tous les commentateurs savent qu'aujourd'hui le passage à un stade bien plus grave de la crise financière ne dépend plus tant du niveau des « fonds mutuels » ou « fonds spéculatifs », (« hedge funds »), que de la situation des institutions financières centrales du système que sont les banques. Lors de

la première faillite retentissante à frapper un *hedge fund* important (la firme financière *Long-term Capital Management*), on a appris que des banques de première importance (la plus touchée étant l'Union des banques suisses) étaient lourdement impliquées. La presse a annoncé plus discrètement que la Banque centrale d'Italie avait également investi dans ce fonds, à hauteur de 1,5 milliard de francs. La frayeur qui saisit le système bancaire face à l'ampleur des pertes en perspective a déjà conduit à une réduction drastique des « crédits à l'économie » et en tout cas à une augmentation considérable des primes de risques facturées aux emprunteurs. Alors que les entreprises se voient coupée la voie du financement de leurs activités par l'émission d'actions ou d'obligations, ce comportement des banques va amplifier les difficultés et se traduira par un ralentissement des projets d'investissements industriels, et en prime une contraction de la consommation des ménages, au moins celle qui était réalisée à crédit.

L'autre classe de risques concerne la capacité des fonds de pension à assurer le paiement des retraites de la

population américaine. Une partie des versements repose sur la capacité de ces fonds à dégager des revenus réguliers de leurs portefeuilles d'actifs financiers (plus-values boursières, intérêts, dividendes). Les informations disponibles sur les dommages qui leur sont déjà réellement causés par la crise financière sont plus que rares. Il ne fait pourtant guère de doutes que si, dans ses développements à venir, la crise devait atteindre les fonds de pension américains, ou dans un premier temps ceux d'autres pays développés, ce serait le début d'une nouvelle étape vers la catastrophe qui menace des centaines de millions de salariés. A cette aune, tous ceux qui sont au chevet de l'économie mondiale et s'efforcent de maintenir l'intégrité des rapports sociaux capitalistes dans les pays développés, savent que les mesures qui ont été prises par la Federal Reserve américaine, plus encore les déclarations du G7, sont impuissantes pour arrêter une crise dont les fondements donnent à sa propagation un caractère mécanique.

Les rythmes exactes de cette propagation, de même que le lieu et la for-

me exacts des prochains épisodes de crise financière ouverte, ne peuvent pas être prévus avec précision. Il n'est pas indispensable qu'ils le soient. L'essentiel, c'est de comprendre que nous sommes en présence d'une crise qui n'est pas celle du néolibéralisme, mais du capitalisme : se trouvent à l'ordre du jour des modalités de combat politique et théorique qui ne doivent pas cacher cette réalité.

Nous publions ici l'intervention faite par François Chesnais au congrès « Marx International II », qui s'est tenu à l'université de Nanterre, du 1^{er} au 3 octobre 1998, sous l'égide de la revue *Actuel Marx*. L'intervention a été remaniée à la suite d'une première série d'observations faites à l'auteur. Le but de cette contribution est d'aider à combler un retard dans une réflexion qui doit nécessairement être collective. Elle peut parfaitement susciter des désaccords sur certains points, s'exprimant également dans des publications autres que *Carré Rouge*. Les désaccords sont normaux, même nécessaires. Il serait pourtant souhaitable qu'ils soient pertinents par rapport aux problèmes présents, et aussi, comme il est dit dans l'Appel aux journées d'étude, qu'ils s'expriment dans des termes compatibles avec un « débat démocratique fondé sur le respect mutuel ».

L'actualité de la notion d'impérialisme et une interprétation de la crise en cours

Des Etats rentiers dominant un système capitaliste mondial en contraction tendancielle

La théorie de l'impérialisme développée au début de ce siècle est la pierre d'angle de la théorie de la mondialisation du capital. C'est sur elle que repose l'analyse de la mondialisation en termes de totalité systémique mondiale, à la fois différenciée et fortement hiérarchisée, com-

binant des relations économiques et des rapports politiques, rapports entre les Etats, mais aussi entre les classes. A la base de cette totalité se situe ce que Marx appelait le « marché mondial », Boukharine « l'économie mondiale comme système de rapports de production et d'échange

embrassant l'ensemble du monde » et Trotsky, encore plus clairement, comme la manifestation « non de la simple addition de ses unités nationales, mais de la puissante réalité indépendante créée par la division du travail et par le marché mondial qui domine tous les marchés nationaux ». Lorsque nous étudions la « mondialisation du capital », nous étudions donc une configuration spécifique de l'impérialisme, caractérisée par un régime d'accumulation particulier : celui qui est issu de la libéralisation et de la déréglementation financières des années 1979-82, ainsi que de la reconstitution du capital financier sur une échelle inconnue depuis la fin de la Seconde guerre impérialiste mondiale, en prenant des formes, sinon totalement nouvelles, au moins peu développées dans les années 20 et 30. Aujourd'hui l'impérialisme est dominé par une configuration très particulière du « capital financier ». Économiquement et politiquement, il est organisé autour des trois pôles de la Triade bien sûr, mais avec les États-Unis comme pivot central du système.

LA PLACE ET LE STATUT UNIQUES DES ÉTATS-UNIS

Les rapports économiques et politiques qui définissent l'impérialisme en tant que totalité systémique doivent être déchiffrés à deux niveaux principaux. Le premier a trait à l'abîme qui sépare les pays qui appartiennent aux pôles de la « Triade » (Amérique du Nord, Europe, Japon) ou qui sont associés à eux, de ceux qui subissent la domination du capital financier sans être associés aux circuits de valorisation internationaux, ainsi que des États ou régions

qui n'intéressent plus le capital du tout. Le second niveau est celui des rapports économiques et politiques de l'impérialisme, compris comme rapports internes aux classes dirigeantes des pays capitalistes avancés eux-mêmes. Sur ce plan, la situation n'est plus celle analysée par Lénine dans son travail si célèbre, où le capital allemand et britannique occupe toujours le devant de la scène. Les changements essentiels sur ce point sont intervenus en deux moments successifs, dont un est décisif, celui qui va de la crise des années 1930 à la fin de la Seconde guerre impérialiste mondiale, l'autre étant contemporain. Celui-ci prolonge le premier, en donnant aux rapports inter-impérialistes contemporains leur physionomie précise.

Le 5 mars 1932, le New York Times publiait une interview faite avec Léon Trotsky à Prinkipo. A la question « Comment voyez-vous la position des États-Unis dans la situation mondiale actuelle ? », celui-ci répondait : « Un des résultats de la crise actuelle sera la prédominance de plus en plus prononcée du capitalisme américain sur le capitalisme européen (...). Néanmoins cette croissance inévitable de l'hégémonie mondiale des États-Unis développera ultérieurement de profondes contradictions dans l'économie et la politique de la grande république américaine. En imposant la dictature du dollar sur le monde entier, la classe dirigeante des États-Unis introduira les contradictions du monde entier dans sa propre domination ». La valeur méthodologique de cette observation est plus grande que jamais. C'est des États-Unis que partent les plus importantes impulsions en direction des autres parties du système impérialiste. C'est autour du capital et de l'État nord-américain que se

sont organisés les deux configurations et les deux régimes d'accumulation successifs depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. De façon simultanément complémentaire et contradictoire, c'est vers les États-Unis que convergent, en retour, les principales contradictions et les plus importants facteurs de fragilité qui se développent au sein de l'économie capitaliste mondiale. Cela a été vrai en 1971 lorsque les États-Unis ont mis unilatéralement fin sous Nixon au système de Bretton Woods. C'est vrai aujourd'hui dans des conditions infiniment plus difficiles à gérer qu'alors. Ce caractère hiérarchisé, ayant comme contrepoint la convergence en retour des contradictions, est plus fortement marqué dans le domaine financier que dans tout autre.

Le fait que la production pour le profit soit marquée par une anarchie profonde, qui lui est inhérente, est l'une des pierres d'angle de toute analyse qui se réfère à Marx. Cette anarchie se réaffirme brutalement et de façon spectaculaire dès que le capital récupère, comme il l'a fait depuis 1980, sa liberté d'action totale. L'anarchie de la production capitaliste établit des limites étroites aux velléités de « super-impérialisme », de la part des grands groupes monopolistes comme de celle des États. Elle n'interdit pas pour autant de reconnaître l'existence d'asymétries dans la capacité de certains États à influencer la conduite intérieure des autres dans le domaine économique, et cela n'est pas propre à la phase actuelle ; l'extension du capitalisme comme système mondial, ainsi que chacune des phases stables de son fonctionnement, ont comporté la projection internationale asymétrique de règles, d'institutions et de normes de politique économique dictées par les

pays les plus puissants, auxquelles les Etats « récepteurs » n'ont pu se soustraire qu'à la faveur de circonstances qui réduisaient momentanément le poids politique des pays dominants. La France a tenu aux côtés de la Grande-Bretagne un rôle de cet ordre au XIX^e siècle.

La puissance impérialiste dominante ne peut obtenir des autres pays d'accepter son initiative que pour autant que ceux-ci sont incapables de le faire eux-mêmes, faute de s'en sentir la capacité et la volonté politique, faute de posséder le moindre projet autonome. Les Etats-Unis ont donc obtenu la transformation du GATT en OMC, c'est-à-dire en organe placé hors de portée des processus de contrôle de la démocratie parlementaire dont les pays occidentaux se targuent ; institution qui peut déclarer, à l'occasion d'une plainte, contrairement à la « liberté du commerce » les législations internes en matière de droit du travail, d'environnement et de santé publique, et en demander la mise en sommeil ou l'abrogation. Ils ont obtenu à Singapour au printemps 1997, un accord sur l'ouverture des marchés des télécommunications, dont l'objectif est de mettre le système mondialisé sous la coupe d'une demi-douzaine de grands opérateurs de réseaux dont le seul critère sera la rentabilité de tel ou tel type de demande soluble. Depuis ils ont tenté d'arracher la signature d'un Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), destiné à en finir une fois pour toutes avec les quelques "grains de sable" qui gênent la liberté d'action totale des entreprises multinationales. Les dispositions de ce traité, s'il devait être signé et ratifié, l'emporteraient également sur le droit interne des États.

Au cours de la décennie qui s'achève, les Etats-Unis ont pu réaffirmer

leur poids et leur influence uniques d'autant plus facilement que l'URSS s'est effondrée, les laissant dans une position militaire inégalée, qu'ils ne peuvent ni ne veulent abandonner, autant pour des raisons économiques que par la volonté d'exercer au besoin en solitaire les formes particulières de souveraineté que confère la puissance militaire. Mais les Etats-Unis ont réimposé leur poids et leur influence uniques en raison surtout d'une position sur le plan du capital financier qui est bien supérieure à celle qu'ils gardent sur le plan industriel. Sur ce plan, devenu encore plus décisif à la faveur de l'abrogation du système de Bretton Woods et de la libéralisation et déréglementation financières engagées à partir de 1979, leur position centrale et leur prédominance ont trait à la place particulière que le dollar conserve plus que jamais, mais aussi à la dimension et à la sophistication uniques de leurs marchés financiers. Dans les années 90, la rivalité tant célébrée par certains, entre modes d'organisation du capitalisme (capitalisme « rhénan », « nipon » et « anglo-saxon ») s'est déroulée dans des limites qui se sont constamment rétrécies et dont la situation économique et politique japonaise actuelle est l'aboutissement. Derrière cette « rivalité », ce sont bien sûr des tensions inter-impérialistes toujours plus aiguës qui pointent. Comme j'ai cherché à le montrer dans le n°7 de Carré Rouge, le début de la crise mondiale en Asie les a singulièrement accentuées.

Il est impossible d'abstraire le « miracle » de la croissance du PIB et de l'emploi aux États-Unis depuis 1992 de la place particulière qu'ils occupent dans la configuration actuelle des rapports entre les puissances impérialistes, celle qui fait d'eux le

« pays-rentier » dominant. Les États-Unis ont pu exercer les privilèges résultant de leur place unique dans le système mondial pour mener une politique monétaire de liquidités du système bancaire à taux d'intérêt très bas, d'un genre qui est interdit aux pays placés sous la surveillance étroite et méfiante des « marchés ». Le rôle particulier du dollar dans le système financier et commercial mondial l'absout de la nécessité de penser en permanence à la « crédibilité » de sa monnaie. Entre 1991 et 1994, la Fed a pu mener sa politique d'intérêts très bas sur l'argent au jour le jour en laissant filer son taux de change. L'assainissement du système bancaire a mis fin à la pénurie de liquidités pour les opérations industrielles mais aussi boursières, et la reprise économique a suivi.

Même dans le cas de l'économie américaine, cependant, cette reprise n'a pas eu une autre allure que celle d'une ondulation positive autour d'une tendance moyenne de la croissance, n'altérant pas les tendances à la contraction qui sont l'un des traits caractéristiques de l'impérialisme aujourd'hui, et qui sont inséparables du régime d'accumulation mis en place au tournant survenu fin 1970, début 1980.

UN STADE QUI

SE PROLONGE SUR

UN SIECLE EXIGE

UNE ANALYSE

QUI DIFFÉRENCIE

LES PÉRIODES

Nous vivons, plus que jamais, au stade défini comme celui de l'impérialisme. Nous n'avons pas vécu la destruction révolutionnaire de l'impérialisme, car « l'abcès opportuniste » a

été infiniment plus important, et surtout a pris avec le stalinisme des formes insoupçonnées par Lénine lorsqu'il écrivait en 1916. Mais nous n'avons pas connu non plus un quelconque « dépassement » de celui-ci vers un « stade supérieur ». Cependant, puisque ce stade s'étend maintenant sur plus d'un siècle, nous sommes bien forcés de nous confronter à l'analyse de ce qui serait commun aux phases successives que ce stade a connues au cours d'une période aussi longue, mais aussi de ce qui les distinguerait entre elles.

La mise à jour de la théorie de l'impérialisme suppose qu'on y intègre les éléments nouveaux, fruits de l'histoire économique, technologique et politique du capitalisme, comme de celle de la lutte des classes. Mais cette mise à jour exige aussi qu'on retourne vers Marx pour puiser chez lui, ainsi que Claude Serfati et moi tentons de le faire, certains éléments théoriques indispensables. Nous nous opposons ainsi à ceux qui, sous la pression d'opérations du type « Dossier noir », voudraient travailler sur la mondialisation en passant sous silence la contribution de Lénine et de la III^e Internationale, ou en les enterrant. Mais nous nous séparons aussi de ceux qui pensent qu'il suffirait de répéter la définition de Lénine, au mieux en lui apportant des « compléments », comme Eugène Varga le fit dans les années 1930, pour disposer d'une analyse de l'impérialisme contemporain. Pour s'en tenir à l'exemple le plus simple, il est difficile de relire le premier des cinq « caractères fondamentaux » proposés par Lénine, « concentration de la production et du capital si élevée qu'elle a créé les monopoles », et de penser que face à des processus de concentration du capital à des ni-

veaux infiniment plus élevés que ceux qu'il avait pu connaître avant 1914, tels que nous en avons connu et que nous en connaissons encore quotidiennement, on pourrait simplement continuer à faire des additifs du même ordre. Il faut donc continuer à recourir à l'analyse de Lénine, aussi bien qu'à celles de Rosa Luxemburg, de Trotsky, et aussi de Boukharine et de Hilferding, mais en nous en servant comme autant de travaux qui nous fournissent des outils pour appréhender la réalité contemporaine et non comme textes que nous pourrions continuer à ânonner, à reproduire de façon scolastique.

UNE HISTOIRE JALONNÉE PAR DES PHASES DISTINCTES DE LA LUTTE DES CLASSES

Ce que j'ai nommé, imparfaitement sans aucun doute, le régime d'accumulation à dominante financière et rentière, représente donc pour moi une phase donnée du fonctionnement mondial du stade impérialiste. Celle-ci n'est pas l'expression d'un quelconque mouvement nécessaire du capitalisme au stade de l'impérialisme. Dit en d'autres mots, l'impérialisme ne « parcourt » pas des phases successives ; par contre il a connu une histoire dont les segments sont marqués ou séparés, autant par des phases distinctes de la lutte des classes et des changements correspondants dans les rapports politiques entre les classes (parfois appelés de façon raccourcie et impropre « rapports de force »), que par des changements au niveau des mécanismes endogènes à l'accumulation. C'est le cas pour la phase actuelle dont on peut dater le point de

départ au tournant crucial 1978-1982.

La liberté que le capital, tant industriel que financier, retrouve pour se déployer mondialement, comme il n'avait pas pu le faire depuis 1914, tient bien sûr de la force qu'il a recouvrée du fait même de la longue phase d'accumulation ininterrompue des « trente glorieuses » (l'une, sinon la plus longue de toute l'histoire du capitalisme). Mais il traduit aussi les changements importants dans les rapports politiques entre les classes de la fin de la décennie 1970. Le capital n'aurait pas pu parvenir à ses fins sans le succès de la « révolution conservatrice » ouverte par la paralysie politique que la bureaucratie stalinienne bréjnévienne et la social démocratie ont imposée à la classe ouvrière, chacune pour leur propre compte, mais avec des effets cumulatifs.

Le triomphe du « marché » n'aurait pas pu se faire sans les interventions politiques répétées des instances politiques des États capitalistes les plus puissants, relayées par les organisations capitalistes internationales les plus importantes, le FMI et le GATT/OMC en tête. Les caractéristiques de la période que nous vivons (mais qui prend peut-être fin) ne datent pas de 1989 ou de 1991. C'est même la chute du stalinisme qui contient les éléments de leur dépassement progressiste. Leur genèse se place dix ans plutôt au tournant des années 70-80. C'est là que se situe le moment où les forces politiques les plus anti-ouvrières des pays de l'OCDE ont engagé le processus de libéralisation, de déréglementation et de privatisation. C'est le mouvement ouvrier britannique qui a subi l'assaut le premier, et c'est M. Thatcher qui a ouvert une brèche qui servit au capital mondial comme tel.

Mais la voie lui avait été largement préparée. Les politiques anti-ouvrières n'auraient jamais pu réussir dans leur entreprise si la contre-révolution bréjnévienne n'avait pas préalablement écrasé le Printemps de Prague ainsi que le mouvement du prolétariat polonais de la même période ; si les directions des partis communistes de France et d'Italie notamment n'étaient pas intervenus de 1968 à 1978 pour contenir et refouler le potentiel véritablement démocratique, et de ce fait anti-capitaliste, des grands mouvements sociaux (ouvriers et étudiantins) qui ont jalonné la décennie 1968-78 en Europe, au même titre qu'aux États-Unis et en Amérique latine.

LES TRAITS DU SEGMENT

ACTUEL : « TONTE DES

COUPONS »

ET TENDANCE NETTE

À LA STAGNATION

En tant que phase donnée du stade de l'impérialisme, le régime d'accumulation à dominante financière et rentière est caractérisée, selon moi, par deux traits (voir aussi l'article de Claude Serfati). Le premier est celui auquel Lénine se réfère dans plusieurs passages de son travail, notamment dans le dernier chapitre, lorsqu'il parle de « la tendance de l'impérialisme à créer « l'Etat-«rentier», l'Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation des capitaux et de «la tonte des coupons» ». Ceci est redevenu de plus en plus vrai à partir de la fin des années 1970, avant de dominer la situation économique mondiale dans les années 1990. Il s'agit donc d'un trait qui est redevenu d'une actualité totale, après une phase où il l'était

moins. Avant d'aller plus loin, une parenthèse paraît utile. Il a été objecté (c'est l'un des arguments du bulletin *Combattre pour le Socialisme*) qu'en s'intéressant au mouvement propre du « capital-argent » (*Capital* volume II) ou du « capital porteur d'intérêt » (formule nettement plus précise du volume III), on minimiserait la place critique occupée par la production de la plus-value. C'est méconnaître ce qu'il y a de spécifique dans l'analyse du parasitisme, laquelle braque les projecteurs sur cette figure précise du capital, pour montrer ce que sa domination a comme effet sur la production de plus-value, mais aussi sur son appropriation et son partage, et partant sur le mouvement de l'accumulation prise comme un tout.

Au cours de la phase marquée par le régime d'accumulation désigné par souci de simplicité, à la suite des théoriciens de la régulation, de régime « fordiste » (1), la production paraissait l'emporter sur l'appropriation, l'industrie sur la finance, le profit (largement réinvesti) sur la rente financière. Pendant deux décennies (1950-1970) le capital industriel (celui dont Marx précise dans le chapitre 1 du livre II du *Capital*, qu'il est « le seul mode d'existence du capital (ce qui implique qu'il y en a d'autres, F.C.) où sa fonction ne consiste pas seulement en appropriation, mais également en création de plus-value, autrement dit de surproduit » [souligné par moi]) a paru dominer de nouveau les économies capitalistes avancées. La « couche des rentiers, c'est-à-dire les gens qui vivent de la «tonte des coupons», des gens dont l'oisiveté est la profession » (Lénine, chap. VIII) paraissait avoir disparue, ne plus avoir qu'une existence théorique. Axé largement sur l'existence de la figure du rentier, les développe-

ments de Lénine à propos du parasitisme et de la putréfaction du capitalisme comptaient parmi ceux sur lesquels il était possible de passer très vite, et les théoriciens du PCF notamment ne s'en privaient pas.

Aujourd'hui ce n'est plus le cas. En cette fin de XX^e siècle, la société mondiale est placée de nouveau sous la férule d'un capitalisme dominé par des couches et des traits rentiers, un capitalisme dont l'avidité et la férocité dans l'exploitation sont d'autant plus forts qu'il est parasitaire. Il l'est à la fois dans le sens de Hilferding (que Lénine suit sur ce point), c'est-à-dire organisé autour d'institutions (les fonds de placement de différents types et les marchés financiers) et d'Etats (les Etats-Unis et le Royaume-Uni en premier lieu), dont la seule caractérisation possible est celle de rentier, et dans celui de Marx, c'est-à-dire marqué par des formes d'accumulation qui sont tournées plus vers l'appropriation que vers la création de plus-value.

Venons-en au second trait contemporain de l'impérialisme que le régime d'accumulation à dominante financière pousse très loin. C'est, selon l'hypothèse que j'ai été conduit à défendre, celui d'un système impérialiste mondial d'autant plus dangereux dans ses conséquences pour l'humanité, qu'il est entré dans une phase où il se contracte de façon tendancielle. Ici l'analyse conduit, sinon à se séparer de celle de Lénine, au moins à modifier sensiblement l'appréciation que celui-ci pouvait encore porter au moment où il rédigeait son ouvrage. Car toujours dans le dernier chapitre, celui-ci poursuivait en disant : « Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme. Non, telles branches d'industrie, telles couches

de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble le capitalisme se développe infiniment plus vite que naguère ; mais ce développement ne devient pas simplement plus inégal en général ; cette inégalité se manifeste en particulier dans la putréfaction des pays les plus riches en capital ».

Gardons pour plus loin la réflexion sur l'appréciation contenue dans le dernier membre de phrase. Lénine l'applique ici à l'Angleterre, mais ailleurs dans son livre la France est également désignée comme appartenant au groupe de pays atteints par la putréfaction spécifique au parasitisme rentier. Comme Malcolm Sylver a commencé à le montrer dans sa contribution, une appréciation analogue peut maintenant peut-être être portée sur les Etats-Unis. A ce point de mon texte, je voudrais simplement dire que l'affirmation faite par Lénine en 1916, selon laquelle « dans l'ensemble le capitalisme se développe infiniment plus vite que naguère », ne me paraît pas correspondre à la dynamique du régime d'accumulation à dominante financière de la fin du XX^e siècle. Les bouleversements occasionnés par la libéralisation et la déréglementation, ainsi que par l'érection des marchés en instances auxquelles les gouvernements ont transféré des fonctions de régulation qui avaient fait précédemment du régime d'accumulation « fordiste » une phase d'accumulation relativement stable, largement orientée vers la reconstruction et la modernisation des bases industrielles vieillies lors de la crise des années 30, ou détruites lors de la Seconde guerre impérialiste mondiale, ont donné aux deux dernières décennies une allure apparente de grand dynamisme, à laquelle les transformations technolo-

giques radicales récentes ont également contribué. Mais derrière cette façade brillante, les chiffres racontent une histoire différente et pointent vers un système qui est en contraction relative. J'y reviens plus loin.

LE CAPITAL FINANCIER : RÉINTÉGRER L'ANALYSE ORIGINELLE DE MARX

La notion de capital financier employée par Lénine renvoie tantôt à Marx, tantôt à Hilferding. Les références à Hilferding sont nombreuses et précises : les renvois à son livre sont explicites. Sur la question du capital financier, celles qui sont faites au livre III du Capital restent implicites : la caractérisation de l'impérialisme comme « une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays » n'est pas précédée d'une réflexion sur le statut de la notion de « capital-argent » comme « capital porteur d'intérêt », dont la propriété est précisément de vivre de « la tonte des coupons ».

Il est exact qu'avec la formation du capital financier, on a assisté au brouillage progressif de la distinction entre le capital industriel et le capital-argent, jusqu'à sa disparition à peu près complète aujourd'hui. Mais on ne peut comprendre ni les caractères du capital financier, ni saisir les racines des tendances à la contraction et à la putréfaction si l'on ne revient pas à l'analyse originelle et fondatrice de Marx. C'est cette analyse qu'il est indispensable d'explicitier.

Lorsque Marx utilise le terme « capitaliste financier », il se réfère aux banquiers d'affaires et autres « chevaliers de la finance » vivant d'opérations qui ont pour théâtre la sphère financière, qui est celle où s'opère le « cycle raccourci » de mise en valeur

du capital. Le « cycle raccourci » est celui où « nous avons A-A', de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès (de production) qui serve de médiation aux deux extrêmes » (Le Capital, livre III, chap. 25). La spécificité des opérations propres à la sphère financière est d'engendrer des couches de la bourgeoisie à caractère essentiellement rentier, dans le sens économique précis où les revenus dont elles jouissent résultent de transferts à partir de la sphère de la production et des échanges.

En effet, les revenus rentiers doivent être rangés dans la catégorie des revenus « secondaires », au sens où ils viennent en ponction, ou encore en déduction des catégories centrales de revenu, à savoir le profit, les salaires et les revenus des couches encore « indépendantes » qui sont créatrices de valeur (petits cultivateurs, artisans). Commençons par les titres de la dette publique, « pierre angulaire » des marchés financiers contemporains, et rappelons avec Marx que « l'accumulation du capital de la dette publique ne signifie rien d'autre que le développement d'une classe de créanciers de l'État, qui sont autorisés à prélever pour eux certaines sommes sur le montant des impôts » (Le Capital, livre III, chap. 30). Mais il faut aussi ranger dans la catégorie de revenus rentiers les intérêts résultant de prêts aux capitalistes industriels, qui viennent en déduction du profit. Lorsque la dimension des marchés obligataires privés et les crédits bancaires aux capitalistes industriels dépassent un certain seuil, c'est un renversement qualitatif qui s'opère : « Alors que l'intérêt n'est qu'une partie du profit, c'est-à-dire de la plus-value que le capitaliste actif extorque à l'ouvrier,

l'intérêt se présente maintenant [...] comme le fruit proprement dit du capital, comme la chose première ; le profit, par contre, qui prend alors la forme de profit d'entreprise, apparaît comme un simple accessoire et additif qui s'ajoute au cours du procès de reproduction. Ici la forme fétichisée du capital et la représentation du fétiche capitaliste atteignent leur achèvement. » Enfin, bien qu'on ait affaire dans le cas des actions à des titres de propriété qui « établissent, dit Marx, des droits sur une fraction de la plus-value » que leur propriétaire s'approprie sous forme de dividendes, l'existence de vastes marchés des titres industriels (les Bourses de valeur) permettant de se défaire des titres à tout moment et donc de les détenir en fonction de leur rendement (ce que Keynes nomme le motif de spéculation) conduit Marx à être le premier à dégager l'opposition, devenue classique depuis, entre « l'entrepreneur » et le « financier ». Dans le chapitre 23 du livre III, Marx parle ainsi de « partage qualitatif entre les deux parties du profit brut ». Il oppose « le profit d'entreprise qui est le résultat exclusif des fonctions qu'il [le capitaliste industriel] accomplit avec le capital », c'est-à-dire l'organisation dans l'usine de la force de travail dont l'usage a été acheté afin d'en maximiser le rendement, l'achat d'équipement et de matières premières, mais aussi la réalisation sur le marché de la valeur et la plus-value ainsi créée, « à la non-activité, la non-participation du capitaliste financier au procès de production ».

Les titres des actions et des obligations, dits aujourd'hui actifs financiers, sont ce que Marx appelle du « capital fictif ». Ils ont une vie propre sur les marchés secondaires de titres, où ils connaissent des proces-

sus de hausses de valeur qui ne valent qu'aussi longtemps que persistent des évaluations ou conventions entre opérateurs financiers relatives à cette valeur. Leur valeur boursière peut donc s'effondrer et n'avoir alors guère plus de valeur que des « chiffons de papier ». Comme l'expérience des années 1930 l'a montré, et comme les événements devant nous vont sans doute le confirmer, les créances sur l'activité future peuvent, du jour au lendemain, ne plus rien valoir. Dès que la mise en valeur du capital se trouve interrompue par de graves crises secouant simultanément la production, les échanges et les marchés financiers, ou par des événements politiques majeurs conduisant au moratoire, voire à la répudiation, des dettes étatiques, le caractère fictif du capital accumulé sous forme de titres se révèle complètement. Le capital de placement prépare lui-même ce moment en exigeant, en vue d'une rémunération « normale », un flux de revenus ayant pour origine des ponctions « réelles » sur les revenus primaires, qui est si élevé qu'il étouffe progressivement l'accumulation dans son sens critique de reproduction élargie et d'extension des rapports de production capitalistes comme rapports créateurs de valeur et de plus-value, et non comme mécanismes de ponction d'éléments de valeur déjà créés.

ACTUALISER L'ANALYSE

DES FORMES

ORGANISATIONNELLES

DU CAPITAL FINANCIER

Aujourd'hui l'opposition entre « l'entrepreneur » et le « financier », que Marx est, répétons-le, le premier à faire, a commencé à être largement reconnue, au point d'être rabâchée

et de provoquer des réactions parfaitement compréhensibles de rejet de la « financiarisation » (voir la discussion entre Michel Husson et moi dans Critique Communiste). Ce rabâchage intervient à un moment où l'opposition a de moins en moins de pertinence, puisque les deux figures du capital se présentent à un degré plus fort qu'au début du siècle comme des figures profondément inter-pénétrées. C'est ici qu'il faut se tourner vers l'examen du capital financier dans le sens de Hilferding. Celui-ci utilise le terme « capital financier » dans un sens sensiblement différent de celui de Marx, et en gommant toute la problématique du caractère fétiche du cycle A-A'.

Le terme sert à Hilferding à désigner la forme de capital qui se constitue, à partir de la dernière décennie du XIX^e siècle, à la suite de l'interconnexion étroite (il parle même de « fusion ») entre les grandes banques et la grande industrie. Ajoutons même que Hilferding présente la forme spécifiquement allemande de cette « fusion » comme si celle-ci était commune à toutes les grandes économies capitalistes. Sur le plan politique, cette interconnexion étroite a d'importants effets en terme de concentration de pouvoir, nationale et internationalement. Dans la sphère économique, ses conséquences se mesurent en termes d'accroissement du pouvoir de monopole qui résulte du processus de concentration et de centralisation industrielles comme tel. Des passerelles peuvent donc être établies avec les travaux non marxistes sur le pouvoir des trusts ou sur l'influence du capital financier dans la politique intérieure et extérieure. Autant de raisons qui expliquent que la théorie du capital financier de Hilferding soit également plus connue que celle de

Marx sur le cycle « raccourci » du capital-argent et sur le capital fictif. Celles-ci demeurent des notions qui continuent à poser à beaucoup d'économistes se réclamant du marxisme des problèmes quasiment « existentiels ». Caractériser l'impérialisme aujourd'hui suppose de façon impérative que l'on ait préalablement réinjecté le contenu originel « marxien » dans la théorie du capital financier.

Prolonger le travail sur le capital financier dans le sens de Hilferding, suppose également une mise à jour afin de dégager les principales formes actuelles de l'interconnexion entre la finance concentrée et la grande industrie. La première mise à jour concerne le grand groupe industriel comme tel. Depuis le passage du capitalisme de libre concurrence au capitalisme de monopole voici un siècle, le groupe industriel est sans exception un « groupe financier à dominante industrielle ». Le cas de figure allemand qui sert d'exemple à Hilferding et à Lenine, dans lequel le capital bancaire établit sa domination sur le capital industriel, n'a jamais été la seule forme de cette interpénétration. Aux Etats-Unis, les Carnegie et les Rockefeller ont été les pionniers de formes organisationnelles dans lesquels « l'industriel », pour garder son autonomie face au « banquier », s'est constitué en groupe (la « corporation ») et s'est fait autant financier qu'industriel. Le grand groupe mondialisé du modèle américain (qui est aussi celui de beaucoup des autres pays impérialistes) cherche, quand il en a les moyens, à créer sa propre banque de groupe et il organise en tout état de cause un marché des capitaux interne au groupe, marché qui est transnationalisé. Un tel groupe est un opérateur actif sur les marchés financiers, où il double l'ap-

propriation de la plus-value par la formule complète de mise en valeur du capital d'opérations empruntant le « cycle raccourci » A-A'.

La résurgence du capital-argent concentré dans ses formes à dominante financière pure, et sa prise en main des leviers de contrôle du système capitaliste mondial, ont accentué le processus qui est communément désigné comme celui de la « financiarisation croissante des groupes industriels ». J'ai fait état des critiques qui ont été adressées à ce terme. Il s'agit ici simplement d'une façon commode d'exprimer le fait que dans le cadre de la mondialisation financière, le groupe industriel a accentué considérablement ses traits de groupe financier, du fait d'avoir été progressivement soumis à la fois à l'impératif et aux opportunités de faire des placements financiers « purs », plutôt que des investissements créateurs de capacité de création nouvelle de plus-value. Chaque fois qu'ils le peuvent les groupes industriels se battent pour décider eux-mêmes l'emploi strictement financier, et souvent carrément spéculatif d'une fraction du « profit non investi ». Dans un contexte de croissance lente et de suraccumulation industrielle, ils seront amenés à privilégier les opérations de placement à court terme. On apprend ainsi que le retour à la « rentabilité » de Renault a reposé sur deux piliers : le licenciement massif, la flexibilité et la « discipline salariale » et les profits financiers importants dus à la « bonne santé des marchés ». L'autre grand mécanisme d'interpénétration contemporain est l'entrée des représentants des fonds de placement financier dans le capital et la direction des groupes. Ils y apportent des critères de rentabilité purement financiers qui aggravent encore l'exploita-

tion des salariés, mais qui portent atteinte aussi à l'investissement de long terme.

LES FONDS DE

« CORPORATE

GOVERNANCE »

ET PRISE EN OTAGE

DES SALARIÉS

La seconde forme contemporaine majeure de l'interconnexion entre la finance concentrée et la grande industrie, qui est elle tout à fait nouvelle, est l'entrée dans le capital des groupes des grands fonds de retraite anglo-saxons et japonais, des fonds communs de placement et de gestion de portefeuilles de titres (les Mutual Funds), ainsi que des compagnies d'assurances les plus orientées vers l'assurance-vie et les formes d'épargne complémentaires de leurs systèmes de retraites pour les cadres et les salariés aisés. Cette entrée des fonds dans le capital des groupes a conduit à des changements importants, qui sont loin d'être achevés, dans les formes des rapports et dans les modalités d'entrelacement entre la finance et la grande industrie. La forme allemande de l'interconnexion entre les banques et l'industrie, dont Hilferding avait fait l'archétype du capital financier, fait même figure, aujourd'hui, de meilleure forme possible d'organisation du rapport entre le capital-argent concentré et l'industrie. Ces institutions financières non bancaires commandent des masses financières si grandes que celles de la plupart des grandes banques sont petites en comparaison. Ce sont ces opéra-

teurs financiers d'un type qualitativement nouveau qui ont été, de très loin, les principaux bénéficiaires de la « globalisation financière ». Ils ne se désintéressent pas de l'industrie pour autant. Une partie significative de leurs avoirs financiers gigantesques est détenue sous forme de paquets d'actions. Ceux-ci sont plus ou moins importants, mais sont toujours suffisants pour dicter la politique économique et les stratégies d'investissement des groupes industriels en question. C'est la question contemporaine dite de la corporate governance. Celle-ci a commencé par être évoquée uniquement sous l'angle de l'instabilité à laquelle des couches capitalistes ou technocratiques, précédemment bien protégées, se trouveraient soumises désormais. Mais on reconnaît maintenant que ce sont des questions beaucoup plus décisives pour une appréciation du cours du capitalisme qui sont en jeu, comme l'orientation des décisions d'investissement et surtout les formes d'exploitation des salariés. Les préceptes du re-engineering industriel, dont le corporate governance est l'outil, jouent désormais un rôle central dans la transformation qualitative du rapport salarial et l'emploi massif de formes de maximisation de la plus-value par intensification du travail sans accroissement ou même avec réduction du temps de travail.

La puissance économique et sociale sans précédent acquise par le capital-argent rentier est indissociable de la place prise par les systèmes de retraites (ou « pensions ») privés, dont il faut aussi mesurer la signification politique et sociale. Dans les pays les plus centraux et les plus puissants financièrement de l'impérialisme, ces systèmes captent au profit des marchés financiers une impor-

tante épargne salariale qui muscle les opérations du capital défini comme rentier par Marx, mais aussi plus tard par Keynes. Mais les conséquences ne s'arrêtent pas là. Déjà le paiement des retraites de dizaines de millions de personnes, correspondant à des fractions tout à fait significatives du PIB, s'opère au moyen de ponctions courantes sur la richesse créée, dont les marchés financiers sont les intermédiaires.

L'existence matérielle de ces retraites dépend de la santé des « marchés ». Voici maintenant quinze ans que le paiement des retraites repose en particulier sur le régime des taux d'intérêt réels positifs. Or ceux-ci sont à l'origine directe de la croissance en boule de neige de la dette publique, qui est le fer de lance de la destruction des systèmes de protection sociale publique et de la dislocation de la capacité d'action économique des États. Le second élément constitutif des ressources des fonds de pension et de placement sont les dividendes prélevés en ponction sur les profits. Pris en otage par le capital financier, les anciens salariés sont donc également devenus une couche sociale qui est pour l'instant « objectivement intéressée » à ce que le taux d'exploitation des salariés au travail soit le plus élevé possible. Lénine dirait que le capital-argent rentier a entrepris et peut-être partiellement réussi à attirer une partie de l'aristocratie ouvrière de son côté. Dans certains pays les représentants des salariés dans les conseils de surveillance des systèmes de retraite de grands groupes ou de corporations ont commencé à se préoccuper de la manière dont leur épargne sert de force de frappe économique, politique et sociale pour le plus grand bénéfice des marchés financiers. Mais leur sollicitude

s'étend rarement au-delà des frontières de leur propre pays. Il est rare de les voir s'interroger sur la fonction des marchés dits « émergents », c'est-à-dire des pays ou territoires politiques qui possèdent une place financière où des capitaux étrangers peuvent venir jeter les bases pour des flux de ressources vers les métropoles impérialistes.

Les propensions œcuméniques de la « gauche plurielle » dans toutes ses composantes sont en train de faire naître une certaine mansuétude à l'égard des systèmes de retraite par capitalisation, y compris au sein des directions syndicales. Ne s'agit-il pas du système de certains des « voisins et partenaires de la France » qui exigerait à ce titre notre respect ? Cette mansuétude n'est pas de mise. Les fonds de placement de l'épargne salariale sont associés à des mécanismes de transfert de richesses profondément pernicieux. Ils sont partie intégrante de l'ensemble des processus conduisant à un faible niveau d'investissement, à la dégradation accélérée des conditions du marché du travail et du rapport salarial, ainsi qu'à la consolidation au plan mondial de rapports de subordination de type rentier entre États, dont les placements, c'est-à-dire les exportations de capitaux, sont l'instrument.

LA PRIMAUTÉ

DES EXPORTATIONS

DE CAPITAL SOUS FORME

DE CAPITAL-ARGENT

Au cours de la phase marquée par le régime d'accumulation « fordiste », les exportations de capitaux ont été dominées par l'investissement direct à l'étranger et la pénétration des mul-

tionales. Placée sous l'égide de groupes industriels (les sociétés transnationales), la domination impérialiste sur les pays, sinon coloniaux jusqu'à une date récente, au moins néo-coloniaux (ceux qu'on a ensuite nommés les « nouveaux pays en voie d'industrialisation ») paraissait lourde, notamment dans ses implications politiques (e.g. la dictature brésilienne à l'époque de l'industrialisation rapide par « substitution d'importation »). Mais elle paraissait compensée par l'extension des rapports de production capitalistes à laquelle l'IDE donnait lieu, ainsi que par la formation d'une classe ouvrière dans les pays où l'investissement direct se faisait. Vers 1965 l'impérialisme ne paraissait pas pouvoir se définir de façon lapidaire, à la façon du chapitre VIII du travail de Lénine, comme « une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays », à savoir les pays identifiables comme « Etats-rentiers ».

Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les exportations de capitaux, sous forme « d'investissements dits de portefeuille », c'est-à-dire de placements en obligations et en actions sur les marchés financiers, ont repris le pas sur les IDE, pas seulement au plan quantitatif mais aussi d'un point de vue qualitatif. A la suite de la libéralisation et de la déréglementation financières, les points d'entrée privilégiés du capital international sont les places financières, au nombre desquelles on trouve les « marchés (financiers) émergents », terme au combien significatif désigné pour remplacer celui de « nouveau pays industriel ». C'est par là et non plus par le seul truchement d'opérations exigeant l'investissement direct, que le « syphonage » de la valeur et de la plus-value produite dans ces pays doit s'effectuer.

La primauté des exportations de capitaux engendre une économie internationale dans laquelle les flux financiers résultant de la valorisation du capital-argent sous forme de placements en obligations et en actions, mais aussi sous forme de prêts internationaux à des gouvernements, (où, comme en Asie, à des banques et des entreprises), sont orientés vers le transfert de richesses de certaines classes ou couches sociales et de certains pays vers d'autres. Le fait que l'institution de base de cette économie internationale de valorisation du capital-argent soit le marché secondaire de titres, libéralisé et déréglementé, lui donne, même en dehors des périodes de crise ouverte (comme c'est le cas aujourd'hui), une volatilité et une instabilité élevées. Cela n'en fait en aucune manière une « économie de casino » (Strange, 1986). Derrière les décisions de placer ou de liquider des avoirs détenus dans telle ou telle place financière, sous telle ou telle forme d'actifs (devises, obligations publiques ou privées, actions), se logent des appréciations des investisseurs-rentiers quant à la permanence des flux de revenus et des niveaux de rendements qu'ils peuvent escompter. Il existe une dimension spéculative indiscutable des décisions de placement ou de retrait des avoirs. Elle est commandée de façon immédiate par les perspectives d'évolution du prix des actifs sur les marchés secondaires de titres. Mais en arrière-plan on trouve l'appréciation des investisseurs financiers sur la capacité des firmes et des Etats de pouvoir honorer les créances représentées par ces actifs et de pouvoir continuer à assurer l'engagement de transfert de ressources réelles qui se cachent derrière les émissions de titres.

LE SORT DES PAYS

SOUS DOMINATION

IMPÉRIALISTE

Les pays auxquels s'intéressent principalement les fractions du capital financier qui conserve la forme de capital-argent, sont ceux qui possèdent une place financière suffisamment développée pour aspirer au statut de « marché financier émergent » et ainsi permettre la mise en place des mécanismes de syphonage des ressources du pays ou de la région continentale plus large, vers les pays centraux. La liste en est limitée (une douzaine de places en Asie et en Amérique latine, plus Johannesburg) et c'est vers ces pays que l'écrasante majorité des placements se sont dirigés.

De leur côté, les groupes industriels des pays impérialistes ne s'intéressent aux pays extérieurs que de façon très sélective. Chaque année 80 % de l'IDE hors OCDE s'est centrée sur dix pays au maximum, et sur dix ans on ne retrouve pas plus de quinze pays sur la liste. Les groupes industriels ont profité de la libéralisation des investissements et des échanges pour faire peser sur leurs salariés, aussi bien la menace que la mise en œuvre effective de délocalisations de la production vers les pays où la main d'œuvre est bon marché et les salariés peu ou pas protégés. Ils utilisent la libéralisation commerciale à la fois pour asseoir des réseaux d'approvisionnement et de sous-traitance là où les coûts sont les plus bas, et pour livrer une concurrence inégale avec les entreprises à productivité plus faible des pays dont on force l'ouverture des marchés. La libéralisation des échanges a exclusivement favorisé

les groupes industriels les plus puissants. L'un de ses effets les plus pervers est de mettre en concurrence directe des économies ayant des niveaux de productivité très différents, voire totalement distincts, c'est-à-dire de laisser libre jeu sans entrave à la loi de la valeur au plan international, avec destruction des capacités productives dans les pays le plus faibles. C'est ce qui s'est passé pour l'industrie et l'agriculture mexicaines à la suite de la libéralisation exigée par la mise en œuvre de l'ALENA. Ce modèle, tant célébré par l'OMC, a plongé le Mexique dans une spirale de recul de la production, de déchirure du tissu productif et du tissu social, et de montée vertigineuse du chômage et de la pauvreté.

Les groupes industriels des pays impérialistes ne s'intéressent donc plus aux pays extérieurs qu'à trois titres. Le premier est celui dont il est beaucoup question dans Lénine, c'est-à-dire en tant que sources de matières premières. Cela demeure vrai, et explique les rivalités inter-impérialistes, avec leur cortège de conséquences au Zaïre et dans quelques autres pays. Mais hormis le pétrole, des minerais stratégiques comme l'uranium et quelques cultures tropicales, au premier chef les bois, les pays situés au centre du système se sont rendus beaucoup moins dépendants des sources de matières premières situées dans les pays périphériques, en se servant de la science et de la technologie pour les remplacer par des produits intermédiaires de création technologique et industrielle.

Les groupes s'intéressent aux pays hors OCDE en tant que marchés, dans des conditions où les exportations faites par les grands groupes industriels par l'intermédiaire de leurs filiales de commercialisation sont redevenues l'option préférée,

l'investissement direct au sens strict n'étant qu'une solution de second rang utilisée dans des circonstances spécifiques seulement. On continue à créer des filiales de production lorsque cette forme de présence directe sur le marché s'impose en raison de la dimension du marché et de l'importance stratégique régionale du pays (la Chine et le Brésil) ; en raison de la présence ancienne de rivaux mondiaux dont il faut contrer les stratégies localement ; ou encore de l'existence d'opportunités locales qui ne peuvent être exploitées sans investissement direct. Mais autrement, les niveaux de productivité et les réserves de capacité industrielle des pays capitalistes centraux poussent les groupes à préférer l'exportation comme moyen de tirer partie d'un marché. Leur troisième fonction est de servir dans des industries intensives en main d'œuvre de base pour des opérations de sous-traitance délocalisée requérant une main-d'œuvre industrielle à la fois qualifiée (ou même très qualifiée), très disciplinée et très bon marché. Mais ici encore le nombre de pays qui satisfont ces conditions sont en nombre d'autant plus restreint que les besoins du capital sont limités par la faiblesse générale de l'accumulation.

C'est dans ce contexte de marginalisation, sinon d'exclusion de tant de pays du système mondial des échanges dans la configuration impérialiste antérieure, que se place la montée de la faim, des pandémies et des guerres intestines dans de nombreuses parties du monde. L'Afrique noire, dont le système rejette une large partie des matières premières agricoles produites au sein de l'économie de plantation précédemment mise en place aux dépens des productions vivrières, et dont la main d'œuvre ne réunit pas les nom-

breuses « qualités » de celle des pays d'Asie du Sud-Est est dans ce cas. Ce qui s'y passe depuis quinze ans ne relève pas du hasard. C'est le résultat direct, médiatisé par la corruption politique propre aux Etats croupions du néo-colonialisme, de la marginalisation de la majorité des pays du continent dans les échanges mondiaux. Le « contingent » y traduit la « nécessité » du capitalisme pourrissant. L'ONU vient de reconnaître le génocide rwandais en tant que troisième génocide de ce siècle, après celui des Arméniens et après l'Holocauste. Or si le premier peut encore être analysé sans recours à la théorie de l'impérialisme, l'Holocauste ne peut pas l'être. Fût-ce de façon différente, la même chose est vraie pour le génocide rwandais. Au terme d'un travail minutieux sur l'Afrique, Claude Meillassoux (1997) conclut à la réactivation par le capitalisme de la loi de la population de Malthus : « Le contrôle de la démographie des peuples exploités, par des moyens démographiques (contrôle des naissances, stérilisation, etc.) a échoué. Une forme de contrôle par la faim, la maladie et la mort, plus efficace et plus cruel, s'établit sous prétexte de "rationalité économique" et "d'ajustement structurel" : la leçon de Malthus a été entendue ».

LES TRAITS

MONOPOLEURS AU CŒUR

DE SA CONTRACTION

TENDANCIELLE

Sur la base de critères à la fois politiques et économiques, Lénine caractérisait en 1916 l'impérialisme comme « la réaction sur toute la ligne ». Il constatait les tendances à la stagnation engendrées par le carac-

tère monopoleur du capital. Mais, comme le rappelle la citation faite plus haut, au moment où il écrit il n'en concluait pas encore à la prédominance des tendances allant clairement dans le sens de la contraction du système capitaliste. C'est Trotsky qui sera le premier à identifier, derrière la crise des années 1930, l'existence de telles tendances et à les placer au centre de sa caractérisation de l'impérialisme. C'est donc surtout contre lui plutôt que contre Lénine (qu'il fallait alors ménager) que la théorie du « néo-capitalisme », dont le parti communiste italien fut le principal laboratoire, a été opposée. Les bases théoriques de la théorie du « néo-capitalisme » étaient très faibles, mais les faits semblaient leur donner raison : au cours de la phase d'expansion longue de 1950-1974, le capitalisme a paru avoir renoué avec la reproduction élargie. Celle-ci a pris fin avec la récession de 1974-75, qui voit effectivement l'ouverture de ce qu'on a nommé « la crise », expression insuffisamment précise, mais dont les indicateurs économiques rappelés dans les figures reproduites plus loin montrent qu'elle marque bel et bien une césure nette dans le mouvement de l'accumulation.

Depuis 1989 nous avons vécu une période contradictoire. D'un côté le capitalisme paraissait avoir triomphé. Dans le cadre de la mondialisation, il achevait de se subordonner les régions et les activités qui lui avaient échappé. Mais il l'a fait en réalité dans le contexte d'un ralentissement continu, sur la longue période, de l'investissement et de la croissance ; dans le cadre d'une situation marquée par la présence d'indicateurs traduisant la contraction tendancielle de l'accumulation plutôt que son élargissement. En transpo-

sant la distinction classique du « Chapitre inédit du Capital », on peut dire que la subordination que l'impérialisme impose sous l'égide du capital-argent, cherchant à se valoriser en s'impliquant aussi peu que possible dans la production, relève de mécanismes qui rappellent la soumission formelle plus que la soumission réelle. Les mécanismes de « syphonage » de la valeur et d'appropriation de la plus-value l'emportent sur leur création, façon précise de dire que les « traits monopoleurs » dégagés par Lénine ont cette fois-ci complètement pris le dessus.

Dans le chapitre du livre II déjà cité, Marx a également écrit quelque chose dont la portée est passée pendant très longtemps pratiquement inaperçue, mais qui aide singulièrement à éclairer la situation contemporaine : « C'est parce que l'aspect argent de la valeur est sa forme indépendante et tangible que la forme A ... A', dont le point de départ et le point d'arrivée sont de l'argent réel, exprime de la façon la plus tangible l'idée de « faire de l'argent », principal moteur de la production capitaliste. Le procès de production capitaliste apparaît seulement comme un intermédiaire inévitable, un mal nécessaire pour faire de l'argent. C'est pourquoi toutes les nations adonnées au mode de production capitaliste sont prises périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production ». Aujourd'hui, les grands Etats capitalistes ont fait plus que céder à ce vertige. En mettant les « marchés » aux commandes, ils ont mis l'économie mondiale, celle de leurs propres pays comme celle du globe tout entier, entre les mains de gens qui dont la tonte de coupons fonde la vision du monde.

Soulignons de nouveau les traits qui

caractérisent les capitaux dont le mode d'existence est le placement financier. Le premier est la conviction, dont ils sont imprégnés, que les liquidités qu'ils placent sous la forme d'actifs négociables sur les marchés financiers, ont la « propriété naturelle » de « produire des rendements ». Le capital porteur d'intérêt est celui dont Marx a dit que pour ses détenteurs, les actifs devaient produire des revenus (dividendes et intérêts en premier lieu) « avec la même régularité que le poirier produit des poires » (Capital, III, chapitre XXIV). Ce capital est donc porteur de ce qu'on nomme dans le jargon actuel une « approche patrimoniale ». Celle-ci développe chez tout détenteur d'actifs financiers la propension à entretenir un stock de richesses plutôt que de prendre des risques pour l'accroître. Indépendamment des opérations « spéculatives » auxquelles il peut se livrer, le propre de ce capital est d'être situé dans des lieux et d'avoir des horizons de valorisation distincts et très éloignés de là où se déroulent les activités d'investissement, de production et de commercialisation (celles-ci assurant le bouclage indispensable du cycle de mise en valeur du capital productif). La distance n'est pas simplement physique ; elle est idéelle. C'est à juste titre que Lénine (toujours dans le chapitre VIII), parle à propos de la couche des rentiers de « gens tout à faits isolés de la participation à une entreprise quelconque ». Cette caractérisation reste exacte même lorsque les représentants du capital-argent rentier siègent, au sein des groupes financiers à dominante industrielle, dans des « comités d'audit » d'où ils exercent leur « gouvernement sur l'entreprise ». Les institutions qui opèrent sur les marchés financiers ont leur propre représenta-

tion du monde, en commençant par celle de l'économie. Il leur faut des flux de revenus réguliers de leurs placements, des rendements sûrs au moindre coût. Les délais de maturité de la grande majorité des investissements productifs se situent totalement en dehors de leur horizon.

Les traits monopoleurs du capital encore engagé dans l'industrie se sont accentués au cours des derniers vingt ans. Les opérations de fusions-acquisitions, dont l'échelle s'est accrue sans cesse, sont la réponse caractéristique d'un capital déjà concentré, donc monopoleur, à une conjoncture à tonalité stagnationniste ; elles en sont aussi immédiatement un facteur aggravant. Elles ont la propriété de ne pas viser l'extension de la production au moyen de la création de capacités nouvelles, mais uniquement leur restructuration avec réduction d'effectifs, ainsi que le transfert au profit du groupe acquéreur des parts de marché des groupes ou des firmes fusionnés (c'est là l'un des objectifs principaux des opérations). On assiste ainsi à un accroissement de la rentabilité du

capital, parfois notable, dans le contexte d'économies pourtant en faible ou très faible croissance. Mais les effets ne s'arrêtent pas là. En raison de la concentration et de la centralisation accrues du capital résultant de ces fusions, on a connu une hausse générale et presque continue du « degré de monopole ». Au cours des deux dernières décennies, cette hausse s'est faite sous deux formes principales. La première se situe au niveau des groupes individuels et a pris la forme d'un accroissement considérable dans le « résultat brut d'entreprise » des groupes, de l'élément « appropriation de fractions de valeur produites par des firmes plus petites ou plus faibles dans leur capacité de négociation ». L'émergence de ce qu'on nomme les « firmes-réseau » est allée de pair avec un profond processus de « brouillage » des frontières entre le « profit » et la « rente » dans la formation du profit d'exploitation des groupes, ainsi que le poids croissant des opérations qui relèvent de l'appropriation de valeurs déjà créées au moyen de ponctions sur l'activité productive et le surplus d'autres entre-

prises. La croissance « paradoxale » des profits et des capacités d'autofinancement des groupes industriels, au milieu de la quasi-stagnation des économies, repose donc également sur ces mécanismes de captation de la valeur naissant du pouvoir de monopole qui s'ajoute à ceux relatifs à l'aggravation de l'exploitation du travail par chaque groupe industriel pris séparément. La seconde forme est celle qui est exercée par les groupes monopolistes collectivement au travers des mécanismes de « reconnaissance réciproque » et de concurrence contrôlée qui caractérisent l'oligopole. C'est elle qui a permis aux groupes de maîtriser, dans le cadre de la contraction tendancielle, au moins partiellement, jusqu'à ce que la crise mondiale débute en Asie, les tendances chroniques à la suraccumulation et à la surproduction.

QUELQUES EXPRESSIONS

STATISTIQUES

DES TENDANCES À

LA CONTRACTION

Le choix des indicateurs pour apprécier une tendance n'est évidemment pas neutre. Il renvoie à des postulats théoriques et politiques. Si l'on prend l'indicateur de croissance du produit mondial par habitant, qui est un indicateur sérieux de l'état de la production de la richesse avant que n'interviennent les conditions de sa distribution, on constate qu'alors que ce taux de croissance annuelle avoisinait 4 % entre 1960 et 1973, puis tombait à 2,4 % entre 1973 et 1980, il n'est plus que de 1,2 % entre 1980

Figure 1 : La croissance des pays industrialisés (en % annuel moyen). Source : W. Cline [1994] chapitre

Figure 2 : L'épargne et l'investissement dans la zone OCDE, en % du PInet. (source : OCDE, Comptes nationaux)

et 1993. La tendance du taux de croissance du produit intérieur des pays industriels sur trente ans est montrée par la figure 1 fournie par William Cline du Brookings Institution. Un autre indicateur crucial est celui du niveau de l'investissement privé. Or dans les pays de l'OCDE, c'est-à-dire les plus riches, la courbe de l'investissement, de même que celle de l'épargne, sont inclinées nettement vers le bas, de sorte qu'on est à la limite d'une situation de reproduction élargie. C'est ce que montre la figure 2 préparée par un autre économiste du même centre, B.Bosworth, publiée par l'OCDE en 1996. En 1994 l'Organisation mondiale du commerce a publié une série statistique longue qui montre la chute régulière, au-delà des fluctuations cycliques, du taux annuel moyen de la croissance mondiale. Au cours de la période 1984-1994, ce taux est tombé à 2 %. Il a été un peu supérieur entre 1995 et l'été 1997, mais depuis que la crise a dé-

buté en Asie, il est retombé à son niveau précédent et sera encore inférieur, voire négatif, au tournant du millénaire.

Pour comprendre ce que ces chiffres signifient, reportons-nous à Marx. La masse totale de valeur créée ne repose pas sur le seul taux de plus-value, mais dépend autant et plus du volume du capital mis en mouvement dans la production de valeur et de plus-value. Or ce volume décline tendanciellement. La surproduction rampante permanente qui se mue en surproduction ouverte à chaque crise, comme c'est le cas depuis novembre 1997 avec la contagion vers la Corée et le Japon, n'est que l'une des manifestations voyantes d'un régime d'accumulation très lent, dans lequel le système capitaliste comme un tout ne produit pas assez de valeur, donc pas assez de plus-value, et cela même si celui-ci a renoué avec l'exploitation des enfants sur une vaste échelle, si partout il intensifie constamment le degré d'explo-

tation des travailleurs qu'il emploie.

« LA VÉRITABLE

DE LA PRODUCTION

CAPITALISTE,

C'EST LE CAPITAL

LUI-MEME »

Les crises financières qui secouent l'économie mondiale depuis l'effondrement de la Thaïlande, puis de l'Indonésie, et qui se rapprochent du cœur du système, annoncent que se prépare une nouvelle manifestation à grande échelle de la crise de surproduction généralisée classique, dont Marx a montré mieux que quiconque les fondements au niveau des rapports de production qui sont en même temps rapports de répartition. Ce qu'il y a d'inédit, c'est que ce retour de la crise dans ce qu'elle a de plus irréductible, se fait dans des condi-

tions explosives. Elles sont celles d'abord d'une mondialisation du capital fondée sur la libéralisation et la déréglementation, c'est-à-dire le démantèlement dans la plupart des pays des mécanismes gouvernementaux qui pouvaient précédemment servir à mener des politiques anti-cycliques. Elles sont celles ensuite d'un état de cécité et d'impréparation de classes dominantes capitalistes, grisées par la « victoire sur le communisme » et acquises à l'utopie néo-libérale, du caractère autorégulateur et omniscient des mécanismes de marché.

La crise traduit l'impossibilité d'assurer à une quantité suffisante de capital les conditions du bouclage du cycle de valorisation, de production et de commercialisation, de création et de réalisation de valeur et de plus-value, dans le cadre d'une situation qui est pourtant celle d'une pénurie de plus value, d'une accumulation non pas excessive, mais insuffisante. Marx a bien travaillé sur le paradoxe de la surproduction, dont il soulignait le caractère relatif et disait que loin de manifester un excédent de richesses elle était la marque d'un système dont les fondements posent des limites à l'accumulation, pour un ensemble de causes qui plongent leurs racines dans les rapports de propriété. « La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même » (Capital III, chap.XV). Pourquoi ? Parce que « le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme le moteur et la fin de la production ; la production n'est qu'une production pour le capital et non l'inverse », de sorte qu'en système capitaliste les moyens de production ne sont pas ce qu'ils pourraient être avec d'autres rapports de propriété, c'est-à-dire « de simples moyens de don-

ner forme, en l'élargissant sans cesse, au processus de vie de la société des producteurs ».

Loin de connaître quelque chose ressemblant, de près ou de loin, à un tel élargissement du « processus de vie », nous avons assisté sur vingt ans, dans les pays subissant la domination impérialiste la plus forte, à la réapparition des pires fléaux de malnutrition, voire de famine, de maladies, souvent de pandémies, et dans ceux de l'OCDE à la montée des chômeurs, des précarisés, des sans-logis, des sans-droits. Ces fléaux ne sont pas « naturels ». Ils frappent des populations qui sont marginalisées et exclues du cercle de la satisfaction des besoins élémentaires, donc des bases de la civilisation, en raison de leur incapacité à transformer ces besoins pressants en demande solvable, en demande monétaire, en demande qui intéresse le capital.

Cette exclusion est donc de nature économique. Dans certains cas elle est récente, et dans tous les pays elle s'est fortement aggravée par rapport à la situation des années 1970. Elle est le produit direct du régime d'accumulation né de la déréglementation et de la libéralisation et des destructions non seulement d'emplois, mais de systèmes sociaux de production entiers, permises par la soumission du progrès technique aux signaux les plus bornés du profit, par la liberté de mouvement totale rendue au capital et par la mise en concurrence de formes de production sociale dont la finalité n'était pas la même : maximiser le profit d'un côté, assurer les conditions de la reproduction sociale de communautés de paysans, de pêcheurs ou d'artisans de l'autre.

Chez les idéologues de la « mondialisation heureuse », il a été, et il reste

de bon ton de célébrer « la victoire du consommateur sur le producteur » ainsi que la « revanche des prêteurs ». On a fait mine d'oublier que les « producteurs », c'est-à-dire les salariés, sont aussi consommateurs, et qu'à force de licencier les ouvriers dans les pays capitalistes avancés et d'ôter par la libéralisation leurs moyens de vie à des paysans dans les pays sous domination impérialiste directe, le cercle des consommateurs se referme. La consommation de couches rentières, celles qui vivent complètement ou partiellement de revenus financiers (intérêts sur les obligations ou dividendes sur les actions) peut soutenir la demande et l'activité aux Etats-Unis ou dans quelques autres « pays-rentiers », pays-sources de capitaux de placements massifs, analysés par les théoriciens de l'impérialisme dont beaucoup d'analyses sont redevenues d'une actualité totale. Mais au plan de la macro-économie du système mondial, aucune consommation rentière ne viendra jamais compenser les marchés qui auront été détruits par la mise au chômage massive ou la paupérisation absolue imposée à des communautés qui pouvaient auparavant assurer leur reproduction et exprimer une certaine demande solvable.

L'économie capitaliste mondiale est face au retour brutal du principe de réalité : avant de pouvoir approprier de la valeur et de la plus-value, il faut qu'elles aient été créées sur une échelle suffisante. Ce qui suppose que le cycle du capital ait pu être bouclé, la production commercialisée. Les gérants des grands fonds de placement financiers – fonds de placement collectifs ou fonds de retraite privés anglo-saxons – ainsi que les autres grands opérateurs des marchés financiers, ont mis au point

des normes de rendement de leurs placements et ont pris toutes les mesures pour les imposer aux entreprises ainsi qu'aux marchés financiers subordonnés du système qui sont les relais dans ce processus mondial de centralisation de richesse vers les pays-rentiers. A leurs yeux ces normes, cette pression constante sont la condition pour qu'il y ait des flux de transfert de revenus vers les marchés financiers au rythme et à l'échelle nécessaires pour satisfaire cette économie rentière internationale. C'est beau, ça paraît fonctionner. En fait cela ne marche que pour autant que la valorisation du capital créateur de valeur et de plus-value, qui est le fondement de la répartition et du transfert de richesse vers les détenteurs de créances sur la production, ait pu d'abord se faire sur une échelle suffisante, et aussi sans à-coups, sans interruptions dans le flux de richesses. Car les marchés financiers issus de la libéralisation, déréglementation et mondialisation financières, ont à la fois leurs temps propres qui ne sont pas ceux de la création de valeur, et encore moins de la création avec des ralentissements, pires encore des interruptions dans le processus de valorisation, et dont les opérateurs n'ont aucune mémoire des crises du passé, ne savent pas même par de vagues souvenirs livresques ce qui s'est passé en 1929 et dans les années 30, sont totalement désarmés. Leur conduite va être marquée par des comportements désarmés, voire de panique, comportements qui vont servir d'accélérateur à la crise à des moments clefs, en renforçant les dimensions subjectives des mécanismes de propagation et en propulsant ceux-ci encore plus rapidement et plus sûrement. L'autre accélérateur de la crise est celle qui concerne la

fragilité financière systémique et les chaînes de créances et de dettes entre les institutions financières, au centre desquelles se placent les engagements des banques, aujourd'hui devenus de plus en plus souvent irrécupérables.

Dans sa progression, la crise mondiale a déjà emprunté et empruntera les chemins qui lui sont ouverts par l'extrême vulnérabilité d'un système financier hypertrophié, qui a assis depuis vingt la domination d'un capital-argent à caractère rentier sur les mécanismes de création de la valeur et de la plus-value ; qui a progressivement étouffé les ressorts de l'accumulation au sens propre de reproduction élargie des capacités de production ; qui a puissamment contribué à libérer de nouveau, sur une échelle gigantesque, ce que Marx appelait à juste titre « l'anarchie de la production capitaliste ». Les architectes de la « révolution conservatrice » qui a accouché d'une nouvelle période de domination sauvage sont aujourd'hui dans la position d'apprentis sorciers confrontés à un monstrueux génie maléfique sur lequel ils ont perdu à peu près tout contrôle.

POUR CONCLURE

Dix ans après « la chute du Mur », une période s'achemine vers sa fin. Celui où les zéloteurs du capital pouvaient proclamer la « fin de l'histoire ». La crise mondiale qui s'annonce ne peut que rouvrir le débat politique et théorique sur les conditions de dépassement du capitalisme et la nature de la société qui le remplacera. Ce n'est pas en quelques années que nous allons parvenir à répondre aux redoutables problèmes posés par la faillite du « socialisme réel », ainsi que par l'ampleur des décombres

laissées après près de soixante-dix années de domination stalinienne sans partage sur le pays où la révolution d'Octobre a eu lieu. Mais la renaissance de la pensée de Marx comme une théorie de la révolution, ainsi que Engels en parlait à l'enterrement de celui-ci, suppose aussi de faire la lumière sur la configuration actuelle du capitalisme pourrissant. Au cours de cette décennie, peu de gens sont venus contredire les apologistes du « nouvel ordre mondial » sous domination américaine depuis qu'ils ont déclaré, après l'effondrement de l'URSS, que « la victoire de la démocratie et du marché » signalait « l'horizon indépassable » de la propriété privée des moyens de production.

La crise capitaliste aussi bien que la lutte des classes ont indiscutablement déjà commencé à leur donner un démenti formel dans de nombreux pays, mais ce démenti de la « praxis » ne sera complet que pour autant qu'il avance de front avec un travail théorique adéquat. Ce travail exige d'être nourri d'analyses qui ne gomment pas la putréfaction du capitalisme et qui expliquent en quoi une époque est close : celle où le capitalisme avait quoi que ce soit à offrir à l'humanité. C'est pourquoi il faut travailler à rendre à la théorie de l'impérialisme toute son actualité.

Note (1).

Le « fordisme » désigne la phase où, sur la base des destructions de moyens de production de la Seconde guerre mondiale et de sous-investissement prolongé dû à la crise de 1929, ainsi que sur la base des normes de répartition issues des rapports politiques entre les classes après 1945, le capital a trouvé un champ pour une accumulation industrielle large, comportant des méthodes de production de masse (d'où la référence au fordisme), mais aussi la de-

mande solvable pour écouler celle-ci.

.
Bibliographie sommaire

Brunhoff de S., La monnaie chez Marx, Éditions Sociales, Paris, 1967.

Chesnais F., La mondialisation du capital, Syros, Coll. Alternatives Économiques, Paris, nouvelle édition révisée et augmentée, 1997.

Chesnais F., en collaboration avec S. de Brunhoff, R. Farnetti, R. Guttmann, D. Plihon, P. Salama et C. Serfati, La mondialisation financière : genèse, coûts et enjeux, Syros, Coll. Alternatives Économiques, Paris, 1996.

Chesnais F., L'émergence d'un régime d'accumulation à dominante financière, La Pensée, n° 309, janv.-mars 1997 (numéro spécial sur la mondialisation).

Couterot T., L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste ?, Editions La Découverte, Paris, 1998.

Gill, L., Fondements et limites du capitalisme, Boreal, Montréal, 1996.

Henwood D., Wall Street, Verso, Londres, 1997.

Husson M., La misère du capital : critique du néo-libéralisme, Syros, Coll. "Pour débattre", Paris, 1996.

Mattick P., Crises et théories des crises, Editions Champ Libre, Paris, 1976.

Meillassoux C., L'économie de la vie, Cahiers Libres, Editions Page 2, Lausanne, 1997.

OCDE, Vers une pénurie mondiale de capitaux: menace réelle ou fiction ?, OCDE, Paris, 1996

Strange S., Casino Capitalism, Blackwell, Oxford, 1986.

Sweezy P., "The Triumph of Financial Capital", Monthly Review, vol. 46, n° 2, juin 1994.

Woods E. M. , Democracy against Capitalism, Cambridge University Press, 1995.

Carré Rouge, n° 3, 6, 7 et 8 (1996-1998) avec des articles de Claude Serfati et de moi-même.

Critique Communiste, n° 149 (été 1997) et

151 (hiver-printemps 1998) pour la discussion publique entre Michel Husson et François Chesnais sur « la fonctionnalité » de la finance.

Cet ouvrage est issu d'une thèse de doctorat, allégée pour publication. Antoine Prost, qui fut le directeur de thèse, en précise, dans sa préface, l'ambition et les limites : « abandonnant les vastes synthèses pour des monographies plus pointues, qui feront progresser nos connaissances sur des fronts limités mais décisifs [...] ce livre fait entrer dans l'histoire les volontaires français en Espagne républicaine qui, jusqu'ici, appartenaient plutôt à une légende héroïque ou sinistre. »

L'espoir guidait leurs pas...

« Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939 »,

La masse d'archives et de documents étudiés et pris en compte par Rémy Skoutelsky (sans parler des témoignages écrits et oraux) est impressionnante. Résumons :

n en France : archives du ministère des affaires étrangères, de la Préfecture de Police de Paris, archives départementales à Foix, Carcassonne, Lille, Arras, Pau, Perpignan, Rouen.

n en Espagne : archives de la section « guerre civile » de Salamanque, du service historique militaire de Madrid, ainsi que celles du P.S.O.E.

n en Suisse : archives de la Société des Nations à Genève.

n en Russie : archives du CRCEDHC, organisme qui a hérité de l'Institut Marx-Lénine. L'auteur est le premier historien qui ait pu consulter et utiliser

cette mine, en 1992 et 1993. Notamment plusieurs milliers de dossiers de brigadistes français comportant la fameuse « bio » (65 questions) ainsi que le formulaire de démobilisation établi en automne 1938 (85 questions).

n Y ajouter les archives du Comité exécutif de l'I.C. et de son secrétariat, le fonds personnel d'André Marty, sa correspondance avec la direction d'PCF, etc.

n Enfin, le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (1914-1939) publié sous la direction de Jean Maitron et Claude Pannetier, a permis à l'auteur d'étoffer les biographies de militants, souvent inconnus, qu'on retrouve au fil des pages, qui donnent chair et vie à ce livre, les fait sortir de l'oubli et réintégrer la mémoire collecti-

ve du mouvement ouvrier.

Le choix du sujet, ainsi que celui du titre, laissent entrevoir la sympathie de Rémy Skoutelsky pour les brigadistes et leur engagement. Dans son « Prologue », il précise aussi certaines antipathies :

« Contrairement à la majorité (la totalité ?) des historiens qui traçent aujourd'hui un signe d'égalité entre fascisme et communisme — quand ils ne cherchent pas à relativiser les crimes du premier pour mieux faire ressortir ceux du second — je n'ai jamais appartenu au Parti communiste (ou à une organisation maoïste)... Il n'en reste pas moins que je n'ai toujours pas le moindre doute sur le camp dans lequel il fallait se trouver à Stalingrad en 1943. A Madrid en 1936. »

Ainsi épinglés, Stéphane Courtois, ses acolytes et leur maître à penser François Furet se retrouvent en compagnie d'Annie Kriegel, dont l'auteur cite un article du Figaro du 29.12.1992. Cette stalinienne des années 50, reconvertie, y écrivait, à propos d'un projet de loi visant à attribuer la carte de combattant aux anciens des B.I. d'Espagne : « L'antifascisme était un concept à l'abri duquel les communistes se faisaient fort de déployer la classique stratégie léniniste de conquête révolutionnaire du pouvoir. »

Pour les 32 000 volontaires des Brigades internationales, dont les 9 000 français qui sont au cœur de l'étude, l'antifascisme était bien autre chose qu'un concept. L'analyse sociologique qui nous est livrée se base sur un « échantillon » de 3 910 noms. 92 % sont des salariés, principalement ouvriers et manœuvres, issus des départements fortement urbanisés et industrialisés (région parisienne, Nord -Pas de Calais, triangle Lyon-St Etienne-Grenoble, région de Marseille. Très peu de fonctionnaires. Encore moins

d'intellectuels. Plus de la moitié sont des hommes mûrs, entre 26 et 34 ans, ayant donc une vie familiale et professionnelle. Plus de la moitié sont membres du PCF ou des JCF. Si l'on y ajoute les militants socialistes, anarchistes, trotskystes et les syndicalistes, on dépasse les 80 %.

Le chapitre intitulé « Pourquoi partir en Espagne » s'attache à démêler leurs motivations profondes du flou des souvenirs et des falsifications politiques intéressées. La difficulté est double :

1) « les volontaires survivants interviewés ont le même "avantage" que les historiens : ils connaissent la fin de l'histoire ! D'où le risque, pour certains d'entre eux, d'"antidater" une interprétation du conflit. »

2) La ligne de l'I.C., depuis 1934, est celle des Fronts populaires. L'indépendance nationale passera donc au premier plan, les aspects sociaux seront gommés. Les brigades internationales devront être mises au service de cette ligne patriotique. Un comble ! En février 1937, Maurice Thorez déclare dans un meeting à Barcelone : « Les véritables nationaux, c'est vous, le peuple qui luttait dix siècles contre les Arabes, qui luttait contre César-Napoléon, et qui mène actuellement une lutte héroïque d'indépendance nationale... »

Mais la tâche s'avère difficile, car c'est bien une révolution qui poursuit son cours en Espagne. L'auteur en rappelle, dans sa préface, la chronologie et les antécédents :

« Dès le lendemain des élections (16 février 1936), des manifestations de masse ont ouvert les prisons et libéré les ouvriers incarcérés depuis 1934. Des grèves aux revendications multiples éclatent dans tout le pays. La situation à la campagne est révolutionnaire... Les paysans, dans plusieurs régions, occupent les domaines des

grands propriétaires et commencent à les cultiver pour leur propre compte, provoquant de nombreux et sanglants affrontements. » (Sur la Commune asturienne de 1934, voir L'insurrection des Asturies de Manuel Grossi, EDI 1972. Franco en dirigea, déjà, la terrible répression. Le mot d'ordre U.H.P. — Unios, Hermanos Proletarios, Union, frères prolétaires — fut largement repris en 1936)

Le coup d'Etat militaire des 17 et 18 juillet 1936 n'est donc nullement un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il est attendu de tous. Et s'il échoue, dans la plupart des grandes villes, c'est parce que des centaines de milliers d'ouvriers se rassemblent, notamment à Madrid et Barcelone, pour réclamer des armes. Ils ne les obtiendront que le 19, après deux refus gouvernementaux.

Comme articles et discours ne suffisent pas, ce sera par la force armée que les représentants de l'I.C. devront briser l'élan révolutionnaire. Ce sera fait du 2 au 6 mai 1937 à Barcelone. Après l'interdiction du POUM, il leur restera à pourchasser puis à calomnier ses militants, requalifiés trotskystes, ainsi que les anarchistes qui s'opposent à la « normalisation ». Documents à l'appui, l'auteur estime que, pour l'essentiel, les victimes de la répression furent exécutées par les « conseillers » soviétiques (baptisés « mexicains » dans les documents) et que le surnom d'André Marty, « boucher d'Albacete », serait donc, en quelque sorte, usurpé.

Deux textes permettent de comparer la Barcelone révolutionnaire et celle qui a suivi la répression contre-révolutionnaire de mai 1937. Le premier est de George Orwell, militant de l'I.L.P., engagé dans les milices du POUM à son arrivée à Barcelone en décembre 1936. Dans son Hommage à la Catalogne (cité par Rémy Skoutelsky), il ra-

conte : « C'était bien la première fois de ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière avait pris le dessus. A peu près tous les meubles de quelque importance avaient été saisis par les ouvriers et sur tous flottaient des drapeaux rouges ou des drapeaux rouge et noir des anarchistes. [...] Tout le monde se tutoyait, on s'appelait "camarade" et l'on disait Salud au lieu de Buenos dias... »

En juillet 1937, la vision de l'écrivain cévenol André Chamson, compagnon de route du PCF, est bien différente (Retour d'Espagne, rien qu'un témoignage, éd. Grasset, 1937). Il n'est pas cité dans le livre, mais le contrepoint avec l'extrait d'Orwell est si manifeste qu'il a sa place ici : « Cet ordre des sentiments, cette mesure dans la vie intérieure répond parfaitement à l'ordre qui règne dans tout le pays. Car, je le répète, le pays est en ordre. Le pays était en ordre en ce mois de juillet, qui marquait l'anniversaire du déchaînement de la violence. Le décor héroïque et tumultueux des premiers mois de guerre civile que tant de récits nous ont rendus familiers avec ses hommes en armes, ses postes improvisés le long des routes et à l'entrée des agglomérations, a complètement disparu. Des agents gantés de blanc règlent la circulation ; la police régulière assure la sécurité de chacun. Même la nuit, quand les lumières sont éteintes, on peut circuler sans danger dans les trois métropoles de la République. A Barcelone, à Valence, à Madrid même, on se croirait dans n'importe quelle capitale civilisée de l'Occident européen. Il n'y a plus de guerre civile, dans cette moitié du territoire que protège le gouvernement de la République. »

Ce n'est pourtant pas pour restaurer l'ordre (rêve récurrent d'une gauche policée) que plusieurs dizaines de mil-

liers de brigadistes ont quitté famille et travail. Parmi les témoignages recueillis auprès des survivants, citons, en vrac, quelques souvenirs restés très vivaces : « J'étais très jeune, sans aucune expérience, sans presque d'éducation politique, poussé par un instinct de classe... »

« ... J'étais un ouvrier, j'étais un exploité ... et il y en avait d'autres qui étaient en train de se faire massacrer, et ce n'était pas normal qu'on ne les aide pas. »

« ... Il y avait un internationalisme, j'allais dire plus profond qu'aujourd'hui, fort développé. Surtout dans les régions industrielles, il y avait presque partout des Polonais clandestins, des Allemands clandestins, des Italiens clandestins, si bien que s'étaient noués des rapports très forts. »

« Les grandes grèves, c'est juin 1936, le début de la guerre d'Espagne, c'est 17-18 juillet. Tu vois dans quel état d'esprit on était... On était enthousiastes, quoi. »

« Vivre, oui ; nous voulions vivre sans remords d'avoir laissé assassiner nos frères ; nous ne voulions pas être les lâches témoins d'une immense duperie : "la non-intervention" ».

Le livre rappelle en effet comment la « non-intervention » du Front populaire en France (la gauche plurielle de l'époque) acheva la Révolution espagnole. Bref rappel : le 23 juillet 1936, Léon Blum consulte le gouvernement anglais à Londres. Il semblait alors décidé à répondre favorablement à la demande d'aide du gouvernement espagnol. Mais le conservateur Stanley Baldwin lui fait connaître son opposition, se sentant, dit Rémy Skoutelsky, « ...plus d'affinités avec Franco qu'avec les "rouges" » (il est vrai qu'il avait déjà fait ses preuves en matant la grève générale anglaise en 1926). En France, les dirigeants radicaux, Herriot en tête, font pression dans le

même sens. Après hésitations de Blum, qui songea à démissionner, le Conseil de Cabinet du 7 août adopte un projet de « pacte de non-intervention » alors que l'intervention de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie est déjà patente. Même quand elle se transformera, fin septembre, en « non-intervention relâchée », elle scellera la défaite programmée de la République espagnole. Ni les fournitures clandestines du gouvernement français, ni celles de l'URSS, plus importantes mais tardives et insuffisantes, ne seront en mesure d'inverser le rapport des forces militaires. De plus, en laissant aux fournitures soviétiques un quasi monopole, la non-intervention donna à l'I.C. les moyens de contrôler, puis de briser la révolution espagnole. Le sous-armement chronique explique, en grande partie, qu'un brigadiste français sur quatre ait été tué, un sur deux blessé plus ou moins grièvement, selon une estimation raisonnable de l'auteur. Malgré ce lourd tribut, les Brigades internationales sont restées un peu à l'écart dans l'historiographie du mouvement ouvrier. José Fort, fils du brigadiste Gabriel Fort, en résume les raisons (l'Humanité du 4.10.95 cité en tête du chapitre 10), bien qu'il omette curieusement de mettre en cause la non-intervention : « Des milliers de brigadistes ont été tués une première fois par les franquistes et leurs alliés mussoliniens, hitlériens et fascistes français. Une seconde fois par Vichy et Berlin. Une troisième par Staline et ses acolytes. Puis ils ont été marginalisés, voire oubliés [...] car remettant trop de choses en question. » C'est à ces remises en question salutaires que s'est attaché L'espoir guidait leurs pas. Il n'a pas été possible, dans le cadre d'une note de lecture, d'en faire un compte rendu exhaustif. Mentionnons tout de même le rôle des anciens brigadistes dans la Résistan-

ce en France occupée, ainsi que leur mise en cause dans « l'affaire Marty » et au cours des procès des démocraties populaires (voir Arthur London, *Aux sources de l'aveu*, Gallimard 1997). Les B.I. y furent en première ligne, dans la répression du « titisme » et du « trotskysme ». Les cadavres sortent des placards.